



ALLEMAGNE
LA FIN DE
LA PROSPÉRITÉ

CULTURE — COMMENT DIRE LES MAUX
DU CLIMAT **FRANCE** — LE PAVILLON
CHINOIS EN BERNE DANS LE BORDELAIS



**Courrier
international**

N° 1671 du 10 au 16 novembre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$ CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
Italie 5,40 €, Japon 850 ¥,
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

GES MILLIARDAIRES TOUT-PUISSANTS

Le rachat brutal de Twitter par Elon Musk a mis en lumière le pouvoir démesuré des milliardaires de la tech. La presse américaine s'en inquiète.



M 03183 - 1671 - F: 4,50 €



Il y a mieux que faire surveiller votre maison par la voisine

orange™



Maison Protégée

Alarme et Télésurveillance

19

€99
/mois⁽¹⁾

pendant 12 mois,
puis 29,99€/mois pour un appartement.
Engagement 12 mois.

- Matériel inclus, sans frais d'installation⁽²⁾
- Centre de télésurveillance 24/24
- Application mobile pour piloter à distance votre alarme⁽³⁾

0 800 00 86 36

Service & appel
gratuits

Offre soumise à conditions réservée aux particuliers pour les logements en France métropolitaine et dont la valeur des biens mobiliers ne dépasse pas 100000€. Frais de résiliation de 50€. Conditions sur telesurveillance.orange.fr

(1) Tarif pour une maison : 29,99€/mois pendant 12 mois puis 39,99€/mois. Promotion valable pour toute première souscription (même titulaire et même adresse) entre le 06/10/22 et le 01/02/2023. En cas de résiliation avant la fin de la période d'engagement, les mensualités restantes sont dues (hors motif légitime). Le montant restant dû exclut les remises éventuelles. **(2)** Le technicien détermine l'emplacement des détecteurs suite au diagnostic personnalisé du logement, afin de sécuriser les axes stratégiques et les zones de valeur. Des équipements supplémentaires en option payante peuvent être nécessaires en fonction de la configuration et de la surface du logement. **(3)** Sur réseaux et mobiles compatibles. Compatibilité iOS 13.0 et +, Android 9.0 et +. Téléchargement gratuit, coût d'usage selon offre. Maison Protégée est une offre de télésurveillance proposée par Orange Télésurveillance (SASU au capital de 33 610 000€ - Siège social : 1 avenue du Président Nelson Mandela 94110 Arcueil - RCS Créteil 824 353 973), titulaire de l'autorisation d'exercer AUT-094-2117-05-16-20180654177 délivrée par le CNAPS. L'autorisation d'exercice ne confère aucune prérogative de puissance publique à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Ces milliardaires tout-puissants

Les magnats sont lâchés" : voilà ce qu'a écrit **The New York Times** après le rachat de Twitter, pour 44 milliards de dollars, par Elon Musk. "Autrefois, lorsqu'un patron du secteur de la technologie voulait acheter quelque chose de gros, il lui fallait une entreprise pour le faire, explique le quotidien américain. Cette fois, c'est un homme seul qui s'offre personnellement ce que 240 millions de gens dans le monde utilisent régulièrement." Et ça change tout. Elon Musk n'est plus seulement l'homme le plus riche du monde, il jouit aussi d'un pouvoir démesuré qui commence sérieusement à inquiéter la presse étrangère (et nous avec). Le rachat agressif de Twitter (suivi, quelques jours plus tard,

du licenciement brutal de la moitié des effectifs du réseau social) aura été la goutte d'eau qui fait déborder le vase, le révélateur de la toute-puissance de ces milliardaires de la tech qui se substituent de plus en plus aux États et qu'il va devenir difficile de contrecarrer. "Nous sommes les jouets des milliardaires plutôt que des grandes entreprises qui incarnaient le xx^e siècle, explique un historien au *New York Times*. Et ce sont les titans de la technologie qui mènent la danse." Le même historien dénonce l'absence totale de contre-pouvoir face à ces nouveaux "maîtres du monde". Ils ont bâti leur fortune dans la Silicon Valley, mais leur influence s'étend aujourd'hui bien au-delà. On les retrouve dans les médias, dans les programmes spatiaux, à l'instar d'Elon Musk et de Jeff Bezos. Mais aussi en politique : Elon Musk, toujours, qui a pris fait et cause pour les républicains lors des élections de mi-mandat du 8 novembre ; Peter Thiel et la "mafia de PayPal", comme **The New Republic** surnomme

ceux qui ont investi des millions de dollars dans le financement de la campagne de candidats de la droite extrémiste aux États-Unis. Mark Zuckerberg, lui, a voulu nous convaincre d'aller vivre dans un métavers (pari compromis, pour le moment). Bill Gates, le fondateur de Microsoft, et Warren Buffett restent, quant à eux, les fers de lance d'un mouvement de plus en plus critiqué, le philanthrocapitalisme. Les deux milliardaires ont beau avoir investi massivement dans le caritatif, l'éducation, la santé..., ils sont encore plus riches, disent leurs détracteurs, cités par le magazine **Vox**. Parmi toutes ces figures, c'est l'incontrôlable Elon Musk qui suscite le plus de craintes. Brillant et fantasque, selon **The Washington Post** dans l'article très documenté qui ouvre notre dossier, le patron de Tesla et de SpaceX est devenu dangereux aux yeux de nombreux responsables politiques américains. "En octobre, entre l'acquisition

de Twitter, le lancement de quatre astronautes et d'une nouvelle salve de 54 satellites dans l'espace, Elon Musk a encore trouvé le temps de proposer des plans de paix pour Taïwan et l'Ukraine, se mettant à dos les dirigeants de ces pays tout en déclenchant l'ire de Washington", écrit le quotidien. "Il possède et contrôle plus de 3 000 satellites orbitant autour de la Terre – bien plus que n'importe quel État." Le journal dépeint un patron excentrique, imbu de lui-même et versatile, qui se vante d'"améliorer l'avenir de l'humanité" à coups d'innovations technologiques réelles mais aussi de promesses sans lendemain. Après le rachat de Twitter, une campagne de haine s'est déversée sur le réseau social pour saluer son rachat par le patron milliardaire et les promesses de ce dernier de "libérer" la parole sur la plateforme, explique **CNN**. Depuis, des dizaines de milliers d'internautes ont quitté Twitter, et plusieurs annonceurs ont suspendu leurs campagnes compte tenu de la brutalité

de ses méthodes. Elon Musk est-il allé trop loin? C'est l'objet de ce dossier. Au moment où j'écris ces lignes, mardi 8 novembre, les résultats des *midterms* ne nous sont pas parvenus. Donnés largement favorisés par les sondages, les républicains semblaient en mesure de remporter à minima la Chambre des représentants, et peut-être même le Sénat, promettant deux années de confusion politique aux États-Unis. Faute de résultats, nous n'avons pas pu y consacrer la une. Nous y reviendrons largement la semaine prochaine. En attendant, nul doute qu'Elon Musk et ses pairs milliardaires auront plus que leur part dans le chaos qui s'annonce.

En couverture :
de gauche à droite,
Mark Zuckerberg, Bill Gates,
Elon Musk et Jeff Bezos.
Dessin de **Javier Muñoz**,
Espagne, pour **Courrier international**.
Allemagne : dessin de
Klaus Stuttmann, Allemagne.



Sommaire



PHOTO MALLIKA VORA

360°

p. 44

LES COULEURS DE MEXICO

À perte d'horizon, la capitale mexicaine est un formidable collage de formes et de couleurs. Elle inspire désormais architectes, urbanistes et artistes du monde entier. Visite guidée avec *Die Zeit*.



COST, BELGIQUE

FRANCE p. 28

Le pavillon chinois en berne dans le Bordelais

Après une décennie de rachats frénétiques, les Chinois quittent les domaines viticoles bordelais. **Bloomberg** a enquêté pour comprendre ce désengagement.

ALLEMAGNE p. 16

La fin de la prospérité

Ébranlée par deux ans de pandémie et l'arrêt des livraisons de gaz russe, la première économie de l'Union européenne pourrait entrer en récession dès 2023.

ENVIRONNEMENT

p. 40

Renoncer au labour pour ressusciter les sols

L'agriculture régénératrice a fait ses preuves, mais elle se développe lentement. La flambée du prix des engrais, associée au dérèglement climatique, pourrait changer la donne, détaille le **Financial Times**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Bloomberg.com (bloomberg.com) New York, en ligne. **Corriere della Sera** Milan, quotidien. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien. **The Indian Express** Bombay, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Le Pays** Ouagadougou, quotidien. **Smithsonian Magazine** Washington, mensuel. **The Straits Times** Singapour, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Welt am Sonntag** Berlin, hebdomadaire. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Ukraine. Le repli russe de Kherson, défaite ou ruse ?

10. Controverse. Renoncer à regarder le Mondial a-t-il un sens ?

D'un continent à l'autre

12. Brésil. La résurrection du coriace Lula

14. Israël. La coalition de droite dure de Netanyahu est-elle viable ?

15. Monde arabe. Le divorce n'est plus un tabou

16. Allemagne. La fin de la prospérité

22. Inde. "Mon fils est revenu du Qatar dans une boîte"

24. Indonésie. Jakarta face au défi du G20

26. Éthiopie. Une guerre loin des regards

28. France. Le pavillon chinois en berne dans le Bordelais

À la une

32. Ces milliardaires tout-puissants

Transversales

40. Environnement. Renoncer au labour pour ressusciter les sols

42. Sciences. Requiem pour les oiseaux sauvages

43. Signaux. Le choc des titans d'Alaska

360°

44. Urbanisme. Les couleurs de Mexico

48. Culture. Comment dire les maux du climat

50. Plein écran. Le centenaire amer de la BBC



SUR NOTRE SITE

Vu des États-Unis. Les deux Amériques

Quelles seront les conséquences des élections de mi-mandat sur la démocratie américaine? Comment Joe Biden va-t-il gouverner? Retrouvez sur notre site les analyses de la presse étrangère sur la situation politique aux États-Unis.

Guerre en Ukraine. Que se passe-t-il à Kherson ?

Véritable repli russe ou piège tendu à l'armée ukrainienne, le retrait ostensible des forces russes sur la rive gauche du fleuve Dniepr intrigue. Suivez la situation sur place et lisez les analyses et enquêtes de la presse étrangère sur notre site.

Vu d'Italie. Dans les Abruzzes, les mains de la mafia sur les élevages

Au cœur de cette région peu habitée du centre de l'Italie, de nombreux éleveurs font l'objet d'intimidations violentes, raconte **L'Espresso**.

Les auteurs seraient des mafieux venus du sud du pays pour s'emparer des pâturages. Et des fonds européens qui vont avec.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre. Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres géographiques et économiques? Faut-il encore faire des enfants? Les réponses de la presse étrangère.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : www.courrierinternational.com/cgv-co. Vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles communiquées à l'occasion de la souscription de votre abonnement pour les besoins de votre commande et de la relation client. Sauf opposition de votre part, votre adresse postale pourra être utilisée pour des actions marketing de la part de Courrier international ou de ses partenaires.
 Je m'oppose à l'utilisation de mon adresse postale à des fins marketing. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles>, ou écrivez à notre délégué à la protection des données, 67-69 avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL.

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site Internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier 📱

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Novembre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Kévin Jolivet Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholtz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 33) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirami (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkovsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélec (chef de service, 17 32), Hugo Florent (16 74) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasot (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Altize Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Giuseppe Ardiri, Étienne Bianchi, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Enzo Cailleton, Cécile Chamel, Anne-Françoise Cochet, Guillaume Deneufbourg, Elisabeth Di Matteo, Mona Guichard, Lucie Hoarou, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Ophélie Négros, Florent Normand, Maélys Sour, Isabelle Taudière, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Président Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noël (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellon (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service Abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eurographics : Ptot - 0,0083 kg / tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.





**Moins
d'émissions
de CO₂**



**Plus
d'économies
d'énergie**

Pour contribuer à protéger la planète et le pouvoir d'achat, des solutions locales existent. Avec l'efficacité énergétique des bâtiments ou la production de chaleur renouvelable à tarif réduit, relevons le défi de la transformation écologique et de l'indépendance énergétique*.

Découvrez nos solutions sur veolia.fr/energie

*La valorisation énergétique des ordures ménagères sous forme de chaleur bénéficie d'une TVA à taux réduit. Cette production d'énergie permet également de réduire les coûts liés à la taxe d'enfouissement.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Ressourcer le monde





Ukraine. Le repli russe de Kherson, défaite ou ruse ?

Le retrait ostensible des forces russes sur la rive gauche du fleuve Dniepr inquiète autant qu'il intrigue les médias ukrainiens, qui se gardent de tout triomphalisme.



Le 3 novembre, signale le quotidien en ligne **Oukraïnska Pravda**, Kirill Stremoussov, chef de l'administration de Kherson nommé par Moscou, annonçait que les unités russes allaient "se retirer sur la rive gauche de la région de Kherson, et [que] les gens qui n'avaient pas réussi à évacuer devr[ai]ent se rendre le plus rapidement possible sur la rive gauche". Le même jour, les drapeaux russes étaient retirés de plusieurs bâtiments officiels de la ville.

Pour Natalia Houmeniouk, porte-parole du Commandement sud ukrainien, citée par le site d'information **Obozrevatel**, c'est un piège. Il n'y a pas d'autre explication. Elle n'en démord pas : le retrait des forces russes des alentours de Kherson est louche. "L'armée d'occupation russe essaie de créer l'illusion d'un retrait dans la région de Kherson" mais "fait tout pour attirer les forces armées ukrainiennes dans certaines agglomérations".

Ce que nous venons en partie confirmer le journaliste Iouri Boutoussov, spécialiste des questions militaires, dans une analyse

publiée sur le site du quotidien de Lviv **Vissooky Zamok**. "La place de Kherson, écrit-il, est défendue par les éléments les plus combattifs de l'armée russe. [...] Presque toutes les forces aéroportées de la Fédération de Russie sont concentrées là, trois des quatre divisions et l'intégralité des quatre brigades. En permanence, [les Russes] y transfèrent des renforts en personnel et en matériel."

Tout en renforçant ainsi leur dispositif sur la rive droite du fleuve Dniepr, explique Boutoussov, "les Russes évacuent toutes les institutions mises en place par l'occupant, ils détruisent les réseaux de communication, ils se préparent à fuir Kherson et à se retirer sur la rive gauche". De plus, les occupants feraient "sauter tous les moyens de traverser le Dniepr près des embarcadères et le long des rives", selon Obozrevatel. "Des tonnes de carburant se répandent dans le fleuve à partir des bateaux détruits." À tel point que la région de Kherson serait désormais "menacée par une catastrophe écologique provoquée par l'occupant". Au bout du compte, "les Russes vont-ils fuir ?"



↳ Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.



Vers une trêve hivernale ?

se demande Iouri Boutoussov. Le commandement russe "ne ménage pas ses efforts pour tenir Kherson le plus longtemps possible". L'abandonner constituerait pour Moscou un double revers. D'abord symbolique, Kherson étant la seule capitale régionale conquise après l'invasion du 24 février, et elle a été officiellement rattachée à la Russie à l'issue d'un référendum controversé.

Ensuite stratégique, note **The Washington Post**, puisqu'"une des premières décisions de la Russie après son invasion en février" a été de rouvrir un canal qui approvisionnait la Crimée en eau douce, que l'Ukraine avait fermé après l'annexion de la péninsule. La facture pour Moscou s'était élevée à plusieurs millions de dollars. La région est aussi hautement stratégique, en ce qu'elle forme "le dernier élément du 'pont terrestre' entre la Russie continentale et la Crimée que Poutine convoitait depuis l'annexion de la péninsule en 2014".

Mais si "la formidable pression des forces armées ukrainiennes se maintient, voire augmente, grâce à une planification plus efficace des opérations offensives, en détruisant avec précision l'ossature et les centres nerveux des troupes aéroportées russes", dans ce cas, affirme **Vissooky Zamok**, "le commandement russe entamera son repli". La perte de Kherson "démontrera l'incapacité de Poutine à reprendre l'initiative dans la guerre, même après avoir effectué sa mobilisation complète. Ce sera une défaite stratégique énorme pour la Russie, qui prouvera que l'Ukraine est à même de détruire n'importe quel groupement russe puissant." "Mais la bataille n'est pas finie", répète Boutoussov, qui conclut : "L'ennemi essaie de toutes ses forces d'en retarder l'issue, avec fort peu de chances d'éviter la défaite. C'est l'armée ukrainienne qui mettra le point final à la bataille et à la libération de la ville."

— **Courrier international**

● Au moment où les forces russes et ukrainiennes se jaugent à Kherson, la presse russe relaie l'idée qu'une trêve de quelques mois arrangerait tout le monde, y compris les États-Unis et l'Europe. "La Russie et l'Ukraine pourraient conclure une trêve hivernale, car cela répondrait aux objectifs militaires des deux parties". C'est ce que suggérait le 8 novembre l'ancien diplomate américain spécialiste des affaires russes et ukrainiennes Michael Kimmage, sur le site **Lenta.ru**. À ses yeux, une trêve "permettrait à l'Ukraine de survivre à l'hiver" (alors que ses infrastructures énergétiques ont été massivement bombardées) "et aux forces russes de se regrouper et se réorganiser" (avec le renfort des nouveaux mobilisés). Dans un article intitulé "Pourquoi les États-Unis poussent Zelensky à des pourparlers avec la Russie", **Vzgliad** affirme que la visite à Kiev le 4 novembre de Jake Sullivan, conseiller de Joe Biden à la sécurité nationale, poursuivait également cet objectif. Une telle trêve permettrait aux États-Unis et à l'Otan de renforcer l'armée ukrainienne, reconnaît le site pro-Kremlin. À moins que le robinet à dollars à destination de Kiev ne se ferme après les élections de mi-mandat.



COP27

Il est urgent d'entendre l'Afrique

Ce journal burkinabè espère qu'un mécanisme d'indemnisation sera enfin décidé pour que les pays développés soutiennent les pays vulnérables aux effets du dérèglement climatique.

— Le Pays Ouagadougou

Le 6 novembre, l'Afrique, plus que toute autre partie de ce monde, avait les yeux rivés sur Charm El-Cheikh, cette ville balnéaire égyptienne nichée entre le désert de la péninsule du Sinaï et la mer Rouge. Car il se tient là-bas, jusqu'au 18 novembre, la 27^e Conférence des parties sur le changement climatique (COP27). Le continent a mille raisons de rester aux aguets par rapport aux conclusions de ce rendez-vous sur le climat au pays des pharaons.

En effet, l'Afrique pèse seulement 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Or, selon les experts, c'est le continent le plus exposé aux conséquences du dérèglement climatique, avec notamment 131 événements climatiques extrêmes, marqués par des tempêtes, des sécheresses et des inondations, ces deux dernières années. Autrement dit, le continent noir et sa population payent le prix fort, pour des actes irresponsables commis par les autres parties du monde.

Les participants à la COP27 vont-ils enfin trouver des solutions à cette injustice climatique à l'encontre de l'Afrique en apportant les réparations nécessaires? Ou bien les autres continents de notre planète vont-ils continuer de se complaire dans l'impunité et dans l'insouciance absolue, en laissant le berceau de l'humanité se faire détruire? Les prochains jours de la COP27 lèveront un coin du voile sur les réponses aux questions que les Africains se posent depuis belle lurette. Mais déjà, le sort réservé aux conclusions des précédentes rencontres sur le climat ne prête pas à l'optimisme.

L'on se souvient que l'accord de Paris avait souligné la nécessité d'investissements à grande échelle pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de manière significative. Et, de façon plus précise, que les pays développés doivent prendre l'initiative d'apporter une aide financière aux pays moins bien dotés et plus vulnérables aux conséquences du changement climatique. Par ailleurs, des fonds avaient été promis lors de cette COP21 à Paris.

Au bilan, l'on se rend compte que les flux financiers internationaux pour l'adaptation au climat, vers les pays en développement, en

l'occurrence ceux d'Afrique, sont 5 à 10 fois inférieurs aux besoins estimés. Donc des promesses à la pelle d'hier, on n'en a récolté que du vent. Si bien que l'on est en droit de se demander, du côté de l'Afrique, si ces conférences sur le climat ne se suivent et ne se ressemblent pas, c'est-à-dire si elles ne sont pas sans résultats. À moins que l'étape de l'Égypte ne change radicalement la donne.

Dans tous les cas, le continent a posé sur la table de la COP27 sa feuille de route en guise de piqûre de rappel. En juillet dernier, la Fondation Mo Ibrahim faisait le plaidoyer pour positionner l'Afrique dans le débat global sur le climat en trois axes : prendre en compte la vulnérabilité spécifique de l'Afrique; répondre au droit des populations africaines à l'accès à l'énergie; mettre en évidence le potentiel de l'Afrique pour le développement d'une économie verte à l'échelle mondiale.

La voix de l'Afrique sera-t-elle entendue à Charm El-Cheikh? C'est le *wait and see*. Mais une certitude se dégage : si ceux qui exploitent l'énorme potentiel de l'Afrique pensent que le sort de ce continent n'est pas leur "affaire", ils ont tout faux. Car ils ne vont pas échapper, eux non plus, au "carnage climatique" auquel ils exposent, consciemment et de manière égoïste, le continent noir.

— Michel Nana
Publié le 7 novembre

20000

MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN. Ce serait la somme nécessaire chaque année, à l'horizon 2030, "pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à faire face aux conséquences du changement climatique", rapporte **The Guardian** d'après une étude présentée le 8 novembre à la COP27 et commandée par les gouvernements britannique et égyptien. Ces fonds permettraient d'aider ces pays – hors Chine – à rompre avec leur dépendance aux énergies fossiles, à investir dans les énergies renouvelables et à surmonter les répercussions des aléas météorologiques extrêmes.



Chaque mois, découvrez les événements et avantages réservés aux abonnés de *Courrier international*.



CINÉMA "LA CONSPIRATION DU CAIRE"

Tentez de remporter une invitation pour deux personnes pour visionner le film de Tarik Saleh.

GUIDE "L'EUROPE DU NORD EN TRAIN"

Jouez pour remporter un exemplaire physique du guide proposé par Hachette.



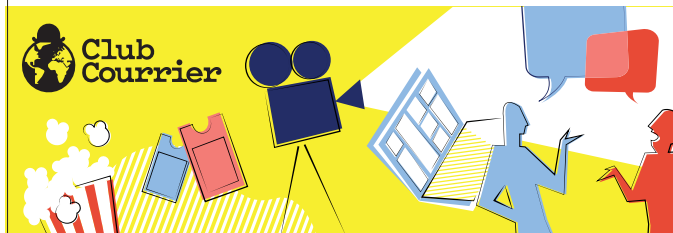
UNIVERSCINÉ "JE DANSERAI SI JE VEUX"

Recevez un code pour découvrir le film de Maysaloun Hamoud.



"LITTLE PALESTINE, JOURNAL D'UN SIÈGE"

Recevez un code pour découvrir le film d'Abdallah Al-Khatib dans le cadre du Mois du film documentaire.



Tentative d'assassinat

PAKISTAN — “Tentative d'assassinat ratée”, titre **The Express Tribune** le 4 novembre. La veille, l'ex-Premier ministre Imran Khan, parti de Lahore et devant rejoindre la capitale, Islamabad, a été touché par une balle à la jambe au septième jour de sa longue marche. Il a accusé Shehbaz Sharif, qui l'a remplacé à la tête du gouvernement après un vote de défiance en avril, d'être impliqué dans un complot visant à le faire disparaître. Jouissant d'une forte popularité, l'ancien champion de cricket a récemment remporté une série d'élections législatives partielles.

Et de trente...



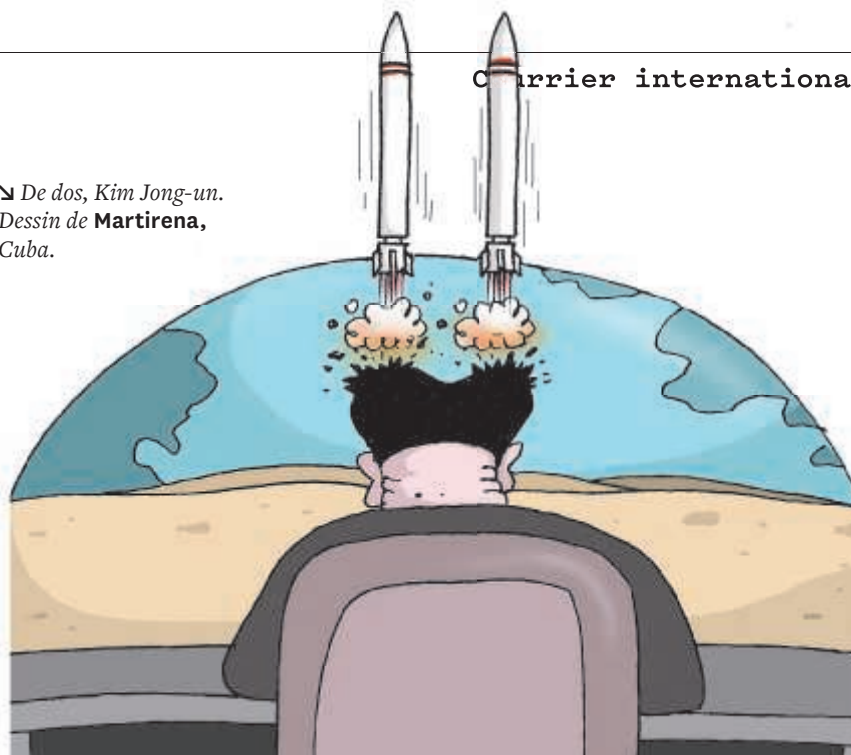
CUBA — Pour la trentième année consécutive, l'Assemblée générale de l'ONU a voté pour

condamner l'embargo économique américain contre Cuba. Comme d'habitude, à une immense majorité : 185 pour, 2 contre – les États-Unis et Israël – et 2 abstentions – celles du Brésil et de l'Ukraine. Un vote symbolique qui n'aura aucune conséquence, mais dont se félicite le quotidien officiel du Parti communiste de Cuba (PCC), **Granma**, sur toute sa une le 4 novembre : “Le monde soutient Cuba et Cuba soutient ses habitants.”

Au ralenti

CHINE — Y aura-t-il des iPhone 14 à Noël? À Zhengzhou, dans la province du Henan, après la détection d'une centaine de cas de Covid-19, un confinement strict a été imposé du 2 au 7 novembre dans le quartier qui abrite la plus grande usine d'iPhone. C'est là que Foxconn, le sous-traitant d'Apple, et ses 200 000 salariés “produisent 60 % de tous les iPhone” et la totalité des iPhone 14, relève **Nikkei Asia**. Selon **The Wall Street Journal**, “10 % de la capacité de production mondiale d'iPhone devrait être affectée”.

▼ De dos, Kim Jong-un.
Dessin de Martirena,
Cuba.



CORÉES

Démonstration de force inédite dans la péninsule

Les manœuvres militaires conjointes de Washington et Séoul irritent Pyongyang. Pour Kim Jong-un, le principe est désormais “Œil pour œil, dent pour dent”.

Les manœuvres militaires menées conjointement par les États-Unis et la Corée du Sud du 31 octobre au 5 novembre, nommées Vigilant Storm (“Tempête vigilante”), ont fait monter la tension dans la péninsule coréenne.

Selon le quotidien sud-coréen **Hankyoreh**, en organisant des exercices d'une ampleur inédite avec la participation de 240 avions de combat, Washington et Séoul ont voulu “envoyer un signal clair à la Corée du Nord pour la dissuader de procéder à de nouveaux essais nucléaires”. Ce à quoi Pyongyang a riposté en procédant à des tirs d'artillerie et de missiles plusieurs jours de suite. “Dans la journée du 2 novembre, la Corée du Nord a tiré 25 missiles au total, un nombre record, et, pour la première fois depuis la guerre de Corée [1950-1953], un missile nordiste est tombé à proximité des eaux territoriales sudistes”, explique **Hankyoreh**.

“Le 3 novembre, les Nordistes ont tiré un missile balistique intercontinental à longue portée, une première depuis le mois de mai, poursuit le journal de gauche. Le Sud a riposté avec trois missiles tirés en direction du Nord.” Pour le quotidien : “Les exercices aériens de Washington et de Séoul irritent particulièrement les Nord-Coréens, parce que leurs forces aériennes sont moins importantes que celles des alliés.”

Le journal sud-coréen en ligne **Pressian** rappelle que “depuis qu'à la mi-septembre

le régime nord-coréen a stipulé par une nouvelle loi la possibilité d'avoir recours à ses armes nucléaires, le principe qu'il a adopté est clairement ‘Œil pour œil, dent pour dent.’”

L'hebdomadaire **Sisa Journal** rappelle que l’“objectif [de la Corée du Nord] est d'attirer sur elle, à l'approche des élections américaines de mi-mandat, l'attention de l'administration Biden, braquée pour le moment sur la guerre en Ukraine et la récente réélection du président chinois Xi Jinping”. Et de préciser : “Pour ce faire, le Nord procédera sans doute à d'autres provocations.”

Par ailleurs, le magazine fait remarquer que cette montée de la tension n'a pas que des effets négatifs pour le gouvernement sud-coréen : “Le 2 novembre, les chaînes de télévision qui diffusaient des informations relatives à la catastrophe du quartier d'Itaewon [au cours de laquelle 156 personnes ont perdu la vie, écrasées par la foule, le 29 octobre] ont toutes changé de sujet à la suite de la chute du missile nord-coréen tout près des eaux territoriales du Sud. Kim Jong-un arrive comme un pompier alors que le feu semblait prendre à propos du dossier d'Itaewon, avec la divulgation des enregistrements des appels au numéro d'urgence le jour de la catastrophe, qui a révélé que les forces de l'ordre avaient mis du temps à intervenir sur le lieu du drame et que le gouvernement ne pouvait se dégager de toute responsabilité.”

— **Courrier international**

FRANCE

Bardella, l'aubaine pour Le Pen

L'élection du nouveau président du Rassemblement national permet à Marine Le Pen de se positionner mieux que jamais en vue de la course à l'Élysée.

— **Corriere della Sera Milan**

Sitôt élu, le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, se trouve aux prises avec une fronde interne. Ce brillant homme de 27 ans est le premier chef du parti à ne pas porter le nom du fondateur, Le Pen. Grâce au soutien de Marine, le 5 novembre au congrès de Paris, Bardella a obtenu une majorité confortable, avec 84 % des voix. Sauf que Steve Briois, le maire d'Hénin-Beaumont, qui soutenait l'autre candidat, Louis Aliot, se plaint d'avoir été exclu du bureau exécutif du parti et dénonce une “purge” contre les vaincus.

Plus que tout, Briois met en évidence les deux visages du parti : le visage “social”, qu'il représente, puissant dans le nord appauvri de la France, dont la priorité est le pouvoir d'achat et la défense des conditions de vie économiques des classes populaires; et le visage “identitaire”, incarné par Bardella, davantage centré sur la défense des valeurs traditionnelles françaises menacées, à ses dires, par les étrangers, en particulier les musulmans radicaux.

Le maire d'Hénin-Beaumont, figure centrale du parti, met en garde contre “l'adoption de positions droitardes, contraires au ‘ni droite ni gauche’ qui a prévalu pendant des décennies au Front national”. Il dit par ailleurs ne pas vouloir “revoir débarquer au sein du RN des fous furieux qui ne sont obsédés que par une chose : l'identité”. Briois redoute que la nouvelle direction prise par le parti ne sape ses efforts pour se normaliser et, enfin, accéder au pouvoir.

Pour l'heure, Marine Le Pen ne prend pas position – peut-être n'est-elle pas si mécontente que cela de ces accros? En tous les cas, de son point de vue, cette fronde montre que le Rassemblement national est un parti suffisamment grand pour comprendre plusieurs courants. Et puis, si Bardella représente la ligne identitaire, ce sera à elle, Marine, d'être la garante de la ligne sociale et de participer, en 2027, pour la quatrième fois consécutive à la course à l'Élysée, plus que jamais à portée de main.

— **Stefano Montefiori**
Publié le 6 novembre

LA BANQUE QUI RAPPORTE À LA PLANÈTE

URGENCES CLIMATIQUES ET SOCIALES :
la finance aussi, a sa part de responsabilité.

La Nef lance un appel : rejoignez le mouvement du BIG BANQUE* !

Le BIG BANQUE* c'est l'opportunité de participer à l'émergence, en France, d'une banque éthique indépendante. Une banque coopérative, citoyenne, transparente, sans activité spéculative et qui finance exclusivement des projets écologiques, sociaux ou culturels. Une banque dédiée à la transition écologique et sociale.



**Et cela ne se fera
pas sans vous.**

[JeParticipeAuBigBanque.fr](https://www.jeparticipeaubigbanque.fr)

LA NEF
POUR LA BANQUE ÉTHIQUE

*BIG BANQUE est une référence au "Big Bang" qui, au sens figuré, définit un bouleversement provoquant un changement radical dans un secteur.

La Société financière de la Nef est une société anonyme coopérative à capital variable, à directoire et conseil de surveillance, agréée en tant qu'établissement de crédit spécialisé par la Banque de France. Crédit photo : PJPhoto69 via Getty Image. RCS Lyon B 339 799 116 / NAF 6492Z / ORIAS 09050786 / Siège social : Immeuble Woopa - 8, avenue des Canuts CS 60032 - 69517 Vaulx-en-Velin Cedex.



CONTROVERSE

✓ Dessin de **Bénédicte** paru dans **24 Heures**, Lausanne.

Renoncer à regarder le Mondial a-t-il un sens ?

Avant le coup d'envoi de la Coupe du monde, au Qatar, le 20 novembre, des particuliers et des collectivités ont déjà décidé de ne pas suivre ou diffuser les matchs. Un tel boycott peut-il avoir un impact ? La rédaction de l'hebdomadaire *Die Zeit* est divisée.

OUI

Pour éviter une injustice

—Die Zeit *Hambourg*

Je ne m'intéresse pas particulièrement au football. Peu m'importe que ce soit le Bayern, le Werder Brême ou le VfL Gumbrecht qui remporte le championnat. Vous pourriez donc dire que je ne sais pas de quoi je parle. D'un côté, c'est exact ; de l'autre, peut-être cela me procure-t-il un regard neutre sur la situation.

Laquelle est la suivante : le Qatar est une monarchie absolue et la charia sa principale source de droit. Les stades qui accueilleront la Coupe du monde de football à partir du 20 novembre ont été construits par des travailleurs immigrés, souvent dans des conditions terribles. Les travaux ont fait de nombreux morts, comme le montrent les rapports des organisations de défense des droits de l'homme. Pour que les matchs ne se déroulent pas devant des tribunes vides, il va falloir faire venir le public du monde entier par avion. Le Qatar compte en effet moins d'habitants que Berlin. On peut difficilement faire plus absurde.

On pourrait bien entendu faire valoir que nous vendons nos voitures à la Chine, que nous achetons notre gaz à l'Azerbaïdjan et notre pétrole à l'Arabie saoudite. Le monde est comme il est, alors pourquoi s'exciter comme ça ? Cependant, un tueur en série pourrait argumenter de la même façon : j'ai déjà tué trois personnes, une de plus, ça ne change pas grand-chose. Une injustice ne devient pas meilleure parce qu'elle intervient après une autre injustice. Elles s'accablent, comme l'eau de pluie dans une citerne. La bonne question, c'est donc plutôt : comment faire pour qu'il y ait le moins d'eau possible dans la citerne, sachant que le monde est comme il est ?

On se retrouve alors en présence d'un problème d'optimisation. Si les Chinois n'achètent plus nos voitures, des gens perdront leur emploi en Allemagne. S'il n'y a plus de gaz naturel, beaucoup de logements ne seront pas chauffés. Sans pétrole, il n'y aura pas d'essence. La suspension des relations commerciales avec la Chine, l'Azerbaïdjan ou l'Arabie saoudite aurait un coût

économique. En revanche, le coût économique d'un boycott de la Coupe du monde par les spectateurs n'est probablement même pas mesurable statistiquement. Économiquement parlant, c'est ce qu'on appelle un *low hanging fruit* : un rendement maximum pour un effort minimum.

Car le fait est là : le régime du Qatar voit la Coupe du monde comme une énorme opération de communication et moins il y a de gens qui regardent les matchs, moins le pari est gagnant. Un championnat du monde sans téléspectateurs dans les marchés européens, riches et passionnés de football, enverrait en outre un signal aux fédérations sportives internationales. Leurs responsables y réfléchirait à deux fois avant de se décider pour un lieu politiquement et écologiquement aussi peu indiqué que le Qatar.

Certains avanceront que les événements sportifs mondiaux renforcent les mouvements progressistes dans les pays autoritaires. Cela n'a jamais été vrai. Après les Jeux olympiques d'hiver de Sotchi, en 2014, Vladimir Poutine a annexé la Crimée, après les JO d'hiver de Pékin, en 2022, Xi Jinping a accru la pression sur les dissidents. C'est plutôt le contraire qui s'est produit : le sport sert les détenteurs du pouvoir, il leur permet de se mettre en scène à leur avantage devant leur population.

Plusieurs villes françaises ont déjà décidé de ne pas diffuser les matchs de la Coupe du monde sur grand écran en signe de protestation contre le pays hôte. C'est un début. Regardez donc autre chose cet hiver : des courses de ski, du handball, des séries, des documentaires animaliers. Quant au football, l'Euro revient dans deux ans. En Allemagne.

—Mark Schieritz

NON

Pour mieux le critiquer

C'était une erreur d'attribuer la Coupe du monde de football au Qatar. Pendant plusieurs années, on aurait pu revenir sur cette décision, en particulier quand les organisations de défense des droits de l'homme et les journalistes ont commencé à évoquer les mauvais traitements infligés aux ouvriers qui



construisaient les stades. Or la Fifa, une organisation pourrie, corrompue, mercantile et dénuée de conscience, n'en a jamais parlé. Peut-être parce que les amateurs de football n'ont pas suffisamment fait pression sur elle quand il le fallait ?

Le tournoi va donc se dérouler dans le désert. Et voilà que les partisans d'un boycott demandent qu'on ne le regarde pas. [Après des années de silence], on fait l'inverse : on se met à braquer les projecteurs sur les aspects les plus déplorables du Qatar – et les manquements de la Fifa. Ne pas allumer sa télé ne servirait pour autant à pas grand-chose.

Bien sûr, de faible taux d'audience affecteraient la Fifa, mais le boycott des retransmissions télévisées relève plutôt de la catégorie des caprices de diva que de celle des formes de protestation utiles. Les patrons de bar feraient davantage pour les ouvriers exploités du Qatar (et d'ailleurs) en retransmettant les matchs tout en mettant des boîtes pour des dons à Amnesty International ou Human Rights Watch bien en vue sur le comptoir. Les supporters qui souhaitent dénoncer la façon dont le Qatar traite les dissidents ou les homosexuels mettraient davantage à mal l'image de l'Émirat s'ils se réunissaient devant l'ambassade du Qatar pendant les matchs de son équipe nationale.

Il est louable que les amateurs de sport s'engagent en faveur des droits de l'homme, la démocratie et la diversité. Le public semble plus critique et conscient [des problèmes entourant les événements sportifs]. Sinon, comment expliquer qu'il n'y ait pas eu de campagne de boycott comparable lors de la Coupe du monde de football en Russie en 2018, quatre ans après que ce pays a annexé la Crimée en violation du droit international ? Ou alors c'est que la colère contre la Fifa a grossi depuis, et que

le Qatar constitue un symbole idéal de la commercialisation à outrance du football.

Quoi qu'il en soit, il est préférable de suivre la couverture médiatique de la Coupe du monde pour formuler ses critiques. C'est justement lors de la compétition qu'il sera important d'observer avec un œil critique le travail des journalistes. Et d'observer comment, à cette occasion, se positionnent les sportifs et les dirigeants du football.

Les autorités qataries tentent depuis quelques jours d'imposer des conditions inacceptables aux médias. D'après *The Guardian*, il sera par exemple interdit de filmer les logements des travailleurs immigrés. Idem pour les bâtiments officiels, les universités, les habitants chez eux. On n'a plus qu'à espérer que les représentants de la presse ne cèdent pas. Qu'ils mettent en lumière les tentatives de censure, qu'ils les contournent et feront leur métier avec professionnalisme. Et qu'ils cuisineront la Fifa sur son rôle. Et demanderont à la DFB [la Fédération allemande de football] quel sérieux elle attache aux valeurs qu'elle prétend défendre. Si le gardien de la sélection nationale [allemande], qui a porté un brassard de capitaine arc-en-ciel lors des championnats d'Europe, préfère s'en abstenir au Qatar, le doute sera permis.

Une Coupe du monde, ce ne sont pas que des matchs. Pendant des semaines, on a droit à des reportages venant du pays d'accueil et sur lui – avant, après et entre les rencontres. Cette année représentera un défi sans précédent pour les chaînes de télévision mais aussi pour la Fifa, pour le Qatar, pour la DFB. Et c'est très bien. Regardons tout ça attentivement !

—Yassin Musharbash

Publié le 30 octobre
Lire aussi p. 22

SOURCE



DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire, 578300 ex.
zeit.de

C'est la publication allemande de référence, une autorité outre-Rhin. Ce (très) grand journal d'information et d'analyse politique, pointu et exigeant, se distingue aussi par sa maquette et son iconographie très recherchées.

PIERRE CLARENCE

Création Paris

2 Chemises flanelle

35,40 € au lieu de 118 €

-70%



M > 3XL

COUPE DROITE

100% coton. Coupe droite, col boutonné, poche poitrine, poignets réglables, 1 unie + 1 carreaux. 5 tailles : M, L, XL, 2XL, 3XL.

Vos **FRAIS DE PORT OFFERTS**
avec le code **T1637**

0 892 069 501 Service 0,40 €/min
+ prix appel

7 jours sur 7 de 8h à 20h

pierreclarence.com/flanelles322
Indiquez votre code **T1637** dans le panier

À retourner sous enveloppe affranchie à : **Pierre Clarence - CS 84450 - 75811 PARIS CEDEX 17**

T1637/P3879

OUI, je profite de votre Offre Découverte et reçois mon lot de 2 chemises flanelle 1 unie + 1 carreaux (1 lot par foyer) pour 35,40€ au lieu de ~~118€~~.
Les frais de port de ~~6,90€~~ me sont offerts.

Je choisis 39/40 (M) Réf: 6013540 43/44 (XL) Réf: 6013542 47/48 (3XL) Réf: 6013544

ma taille: 41/42 (L) Réf: 6013541 45/46 (2XL) Réf: 6013543

Ci-joint mon règlement total de 35,40€ seulement par :

Chèque à l'ordre de **PIERRE CLARENCE**

Carte bancaire (Carte Bleue, Visa, Eurocard-Mastercard)

N°: _____

Date de validité : _____ Cryptogramme au dos de ma carte : _____ (indispensable)

Cette offre ne m'engage à rien d'autre. Valable 1 mois pour la France métropolitaine et Monaco, dans la limite des stocks disponibles. Expédition sous 6 jours.

Mme/M. : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pour mieux vous servir

Date de naissance :

Téléphone : _____ | J, J | M, M | A, A |

E-mail : _____

Date : | J, J | M, M | A, A |

Signature obligatoire ▼

PIERRE CLARENCE
Création Paris

Conformément à la loi «informatique et libertés» et au Règlement européen du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres entreprises. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de nous écrire à Pierre Clarence – Service clientèle – 94971 Créteil Cedex 9, en nous indiquant vos nom, prénom, adresse et numéro de client. Vos données peuvent être communiquées à un tiers concerné dans le cadre d'un changement de contrôle, de fusion, de cession de fonds de commerce ou d'apport partiel d'actifs de Reder SAS. Les 2 chemises flanelle (1 unie + 1 carreaux) sont de même taille et ne peuvent être vendues séparément. Prix unitaire de chaque chemise : 59€.

d'un
continent
à l'autre.
amériques



Moyen-Orient...	14
Europe	16
Asie	22
Afrique	26
France	28

Brésil. La résurrection du coriace Lula

Après la réélection de Luiz Inácio Lula da Silva, le 30 octobre, face au président sortant, Jair Bolsonaro, portrait de cet homme infatigable dont la politique est le carburant.

—El País América (extraits)
Mexico

Lula a beau avoir voyagé dans le monde entier, il n'a jamais rien voulu voir d'autre que des hôtels, des bâtiments officiels et des bureaux. Lors d'un voyage officiel en Inde, alors qu'il n'était déjà plus président du Brésil, il n'a pas dévié un seul instant de son programme de travail, pas même pour visiter l'un des plus beaux monuments du monde. Son biographe et ami Fernando Morais, qui le suit depuis dix ans, révèle :

“Ces dernières années, Lula a consacré tout son temps à la politique. Il ne profite jamais de ses déplacements pour faire du tourisme. En Inde, il n'a même pas vu le Taj Mahal. Il n'a pas quitté l'hôtel où il recevait des personnalités politiques.”

La politique est le carburant de cet homme pragmatique et caméléon qui, après sa disgrâce, a opéré la résurrection politique la plus inattendue de ces dernières années en remportant un troisième mandat à la tête de la première puissance d'Amérique latine, qu'il a gouvernée entre 2003 et 2010.

Bascule. Le scénario actuel aurait semblé délirant il y a encore quatre ans, quand le métallurgiste devenu dirigeant syndical et fondateur du Parti des travailleurs (PT) était un

homme mort sur le plan politique. Emprisonné pour corruption six mois avant les élections de 2018, il n'a même pas pu voter lors de l'élection remportée par Jair Bolsonaro, 67 ans, un homme

✓ Luiz Inácio Lula da Silva.
Dessin de Balaban, Luxembourg.

politique d'extrême droite, nostalgique de la dictature.

Après le premier tour, le 2 octobre, la campagne est entrée dans une phase peu reluisante, où tous les coups étaient permis pour détruire la réputation de l'adversaire. Le degré de désinformation et la quantité de mensonges qui circulaient sur les réseaux sociaux ont atteint des sommets, un phénomène que Lula a mis du temps à comprendre : *“Je n'imaginais pas l'ampleur des mensonges qui circulaient sur les téléphones. [...] Je suis un homme à l'ancienne, je n'ai pas de portable. J'utilise le téléphone des autres.”*

C'était la sixième campagne présidentielle de Lula – mot portugais qui signifie “calamar”. Il en avait perdu trois avant de remporter les deux premières.

Lula est entré dans l'histoire en 2003, lorsqu'il est devenu le premier ouvrier à accéder à la présidence de ce pays fortement

inégalitaire. Pour certains de ses compatriotes, c'est un héros qui a sorti des millions de personnes de la pauvreté et leur a offert des possibilités inimaginables à l'époque de leurs aînés.

Selon d'autres, il est la tête pensante d'un gigantesque détournement de fonds publics dans le cadre de l'affaire Petrobras (bien que les condamnations pour corruption qui l'ont conduit en prison pendant vingt mois aient été levées ou classées sans suite).

Depuis plus de trente ans, il est une figure centrale de la politique brésilienne. Pour le meilleur ou pour le pire, tout, ou presque, tourne autour de lui. Il est vrai que nul ne peut nier ses qualités



de tribun et de négociateur, sa grande faculté d'empathie, son habileté politique et ses talents de conteur.

Le PT est le parti le plus solide du Brésil, mais il n'est plus que l'ombre de la puissante machine électorale des meilleures années de Lula. Sa mainmise territoriale s'est affaiblie.

Le parti, en fin de compte, est une formation très dépendante de Lula. Son groupe parlementaire n'a pas réussi à s'imposer comme une opposition crédible face au bolsonarisme. C'est un rôle qui a été de nouveau endossé par Lula lorsqu'il est sorti de prison en novembre 2019.

Dans ses discours, Lula fait constamment référence à sa mère, Lindu : une femme analphabète qui a élevé seule ses huit enfants après avoir quitté son mari violent. Et lorsque les journalistes l'interrogent sur le plafond des dépenses [du budget, plafond qu'il veut augmenter], Lula a tendance à botter en touche et à répondre qu'il a appris à gérer un budget grâce à cette femme au foyer sans ressources.

Mille vies. Pour beaucoup de Brésiliens démunis, Lula est l'un des leurs, car il a connu la misère. Né dans l'État de Pernambouc, une région très pauvre et aride, il avait 7 ans lorsque, en 1952, il a traversé le pays avec sa mère et ses frères et sœurs dans une camionnette pendant treize jours pour rejoindre la grande ville prospère de São Paulo.

La vie était dure, mais le travail ne manquait pas. Cireur de chaussures, saute-ruisseau, Lula a fait toutes sortes de petits boulots avant de se former pour devenir tourneur. Il y a perdu son auriculaire gauche. Ce qui lui a valu le surnom de "neuf doigts" par Bolsonaro.

C'est un homme qui aime entendre un nombre infini d'avis avant de prendre une décision. Volontiers ambigu, il est aussi à l'aise avec les pauvres qu'avec les

banquiers ou les monarques, sans avoir l'air d'être un imposteur. Lula est également un homme obstiné. Quand il était encore en prison, il a déclaré : "Je vais sortir d'ici pour me présenter à la présidence de la République."

Lorsqu'il a été incarcéré en 2018, Lula pensait que c'était une question de jours, mais il y est

Ses détracteurs sont certes aussi nombreux que ses admirateurs.

resté vingt mois. Suffisamment longtemps pour écrire des centaines de lettres à sa petite amie, Rosângela Silva, Janja, 56 ans, qu'il a épousée en mai dernier. Et se consacrer intensément à la lecture. Des lectures qui "ont donné de la consistance à ses principes et à ses objectifs", affirme Fernando Morais, qui ajoute : "Il en est sorti changé. La prison l'a bonifié."

Lula est très admiré à l'étranger. Barack Obama avait déclaré à son sujet lors d'une réunion du G20 : "J'adore ce type, c'est l'homme politique le plus populaire de la planète."

L'année suivante, il quittait le pouvoir alors que sa cote de popularité était de 87 % - il ne pouvait pas se représenter après deux mandats consécutifs -, comme il aime à le rappeler. Après avoir parcouru le monde en tant qu'ex-président, il s'est retrouvé pris dans la tourmente du scandale de corruption.

Ses détracteurs sont certes aussi nombreux que ses admirateurs, mais le ressentiment à l'égard de Lula et de son parti s'est légèrement atténué après sa sortie de prison. De nombreux Brésiliens, effrayés par Bolsonaro, ont préféré voter pour lui tout en étant convaincus de son manque d'intégrité.

Ce père de cinq enfants n'a pas été épargné par la vie. Sa première femme est morte en couches. Il a perdu sa deuxième femme, Marisa, en pleine tourmente

judiciaire. Il a survécu à un cancer du larynx.

Il adore la chaleur des meetings, le contact direct avec les gens, mais la pandémie et désormais les craintes pour sa sécurité compliquent cette proximité. Pour autant, personne ne se souvient de l'avoir vu mener des activités ordinaires comme aller au supermarché, au cinéma ou au restaurant.

Avant son séjour en prison, il disputait encore quelques matchs de football avec des amis et, certains samedis, il organisait un barbecue chez lui avec de vieux camarades de l'époque où ils combattaient la dictature [1964-1985] en menant des grèves.

Mais c'est fini. La politique a pris toute la place. Il s'est, lors de la campagne, donné pour mission de battre Bolsonaro, de sauver la démocratie et de revenir au pouvoir pour "inclure à nouveau les pauvres dans le budget du pays et pour permettre à tous les Brésiliens de manger trois fois par jour".

Il a lui-même reconnu qu'il était conscient de l'ampleur du défi en ces temps bien différents de cette période bénie de la manne des matières premières. "C'est pour ça que je fais du sport tous les jours." Pour servir le Brésil. Et réécrire son histoire.

— **Naiara Galarraga Gortázar**
Publié le 1^{er} novembre

SOURCE

EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique

elpais.com/america

C'est depuis sa rédaction de Mexico que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut "global", alimente ce site d'information dédié à l'actualité des Amériques. Il s'appuie sur des correspondants installés dans la quasi-totalité des pays d'Amérique latine mais aussi, bien sûr, aux États-Unis.

"Le bolsonarisme continuera à vivre"

Avec une importante percée au Congrès, le parti du président sortant et ses idées restent solidement ancrés dans la société.

Battu d'une courte tête par le candidat de gauche Luiz Inácio Lula da Silva à la présidentielle brésilienne du dimanche 30 octobre, avec 49,1 % des voix, contre 50,9 %, le dirigeant sortant, Jair Bolsonaro, devrait continuer à influencer la vie politique du pays. C'est en

tout cas le souhait de ses alliés, qui "espèrent pouvoir compter sur [lui] en tant que voix de la droite conservatrice" du Brésil, croit savoir **Poder360**, un site d'information situé à Brasilia.

Cette droite est sortie victorieuse du scrutin général : parmi les gouverneurs des 27 États de la fédération, que les Brésiliens étaient aussi appelés à élire, au moins 14 ont apporté leur soutien au président d'extrême droite, dont le Parti libéral (PL) est par ailleurs devenu la première force politique du Congrès.

Le mouvement bénéficie d'une importante "structure de communication".

Même si le président d'extrême droite n'assumera pas de leadership une fois qu'il aura quitté le pouvoir, le 1^{er} janvier prochain, une telle performance "montre que le bolsonarisme continuera de vivre dans les prochaines années", estime **BBC News Brasil**.

Ce camp politique se caractérise principalement par la défense des valeurs traditionnelles, un discours sécuritaire très musclé et un rejet du Parti des travailleurs (PT) de Lula, tenu pour responsable de la

corruption endémique au Brésil, explique un politologue au site.

Le mouvement bénéficie également d'une importante "structure de communication" qui passe par "les réseaux sociaux, des chaînes de télévision" et "les Églises évangéliques".

Pour une anthropologue interrogée par le site, le bolsonarisme représente même "un nouveau paradigme de la politique", au "biais antidémocratique". Elle ajoute : "Le bolsonarisme est un phénomène qui transcende la figure de Jair Bolsonaro."

Dans les colonnes de la "Feuille de São Paulo", la **Folha de São Paulo**, le politologue Miguel Lago explique que le président sortant a su comme personne articuler "un nouvel environnement de communication", dans lequel "la connaissance a été remplacée par l'opinion", et des groupes à l'influence politique et culturelle croissante, ceux des chrétiens néopentecôtistes et de l'agro-business, et a pu compter sur un vote "identitaire" : "Tant que ces forces seront les identités prépondérantes du pays, le bolsonarisme continuera de dicter le rythme de la politique."

— **Courrier international**



Revue de presse



LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international. À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Israël.

La coalition de droite dure de Nétanyahou est-elle viable?

Avec 64 sièges (sur 120), le retour au pouvoir du Likoud de Benyamin Nétanyahou est un trompe-l'œil. Il ne doit sa victoire aux législatives qu'à l'appoint de deux partis juifs antidémocrates d'extrême droite. Leur score historique va les rendre gourmands.

Ce 1^{er} novembre, les électeurs israéliens juifs et arabes ont fait un peu mentir les sondages préélectorales. Le parti Sionisme religieux, un attelage suprémaciste juif emmené par Itamar Ben-Gvir (du parti Pouvoir juif) et Bezalel Smotrich (du parti Sionisme religieux), va probablement faire son entrée dans le gouvernement de Benyamin Nétanyahou.

La plupart des chroniqueurs israéliens ne masquent pas leur effroi face à cette perspective.

“Le succès hallucinant de la liste suprémaciste [composée des partis] Sionisme religieux et Pouvoir juif est tout simplement effrayant. Dans l'histoire démocratique d'Israël, jamais une liste raciste n'avait réalisé un tel score et, surtout, rappelé que la société israélienne était désormais, et de plus en plus, livrée entre un camp ‘citadin’ et kibboutznik majoritairement ashkénaze et un camp ‘périphérique’ majoritairement séfarade”, écrit le chroniqueur Zvi Barel dans le quotidien **Ha’Aretz** (centre gauche).

Et de poursuivre : “Désormais, il n'est plus question de ‘deux États pour deux peuples’ [allusion au slogan pacifiste israélien revendiquant la coexistence entre un État d'Israël à majorité juive et un État de Palestine à majorité arabe], mais d'un ‘État unique pour deux nations juives’,

au vu des écarts sidéraux entre les grandes villes et les villages juifs ashkénazes, d'une part, et les villes et villages juifs orientaux, d'autre part.”

Pour sa part, Nadav Eyal, dans **Yediot Aharonot**, se gausse de ce que les démocrates juifs israéliens aient été contraints de prier pour que le Balad [parti nationaliste palestinien et antisioniste] franchisse le seuil électoral. “Une manière pathétique, écrit-il, de ne pas faire son examen de conscience et de ne pas commenter son incapacité à conquérir un électorat laïc de droite.”

Aluf Benn, rédacteur en chef d'**Ha’Aretz**, bien qu'atterré, se montre moins pessimiste. “Certes, les élections confirment la domination des idéologies de droite et d'extrême droite, mais, paradoxalement, malgré la contre-performance du parti centriste Yesh Atid du Premier ministre sortant, Yaïr Lapid, et au vu de la désintégration du centre gauche [Avoda, travailliste, et Meretz, gauche sioniste pacifiste], les quatre années qui viennent pourraient aider ces deux tendances à fusionner, y compris avec les partis démocratiques arabes, et à proposer aux électeurs démocrates juifs ET arabes une alternative crédible.”

Pour Anna Barsky, dans **Maariv**, les choses risquent cependant d'être plus compliquées. “De



le centre gauche et ouvert la voie à un retour de Nétanyahou.”

D'où l'idée avancée par Ben Caspit dans **Maariv** : “Au regard des convulsions qu'un retour de Nétanyahou au pouvoir avec l'aide de l'extrême droite suprémaciste pourrait provoquer, certains se prennent à espérer que Nétanyahou, in fine, se sépare de ses encombrants alliés et se résolve à mettre sur pied un ‘gouvernement d'union nationale’ avec le camp étatique du ministre sortant de la Défense, le général Benny Gantz.”

Sauf que Gantz refuse catégoriquement toute alliance avec Nétanyahou, du moins pour l'instant. Dans ce contexte, le journaliste d'**Ha’Aretz** Anshel Pfeffer évoque un scénario pour le moyen terme. “Nétanyahou sait que le gouvernement qu'il va former avec les partis suprémacistes est imbuvable pour les alliés d'Israël, les États-Unis, bien sûr, mais aussi les États arabes signataires des accords d'Abraham.

Dès lors, il est possible qu'après être parvenu à neutraliser, avec l'aide de Ben-Gvir et de Smotrich, le pouvoir judiciaire et les procédures ouvertes contre lui, le Premier ministre se sépare de ces alliés encombrants et les remplace par le parti de Benny Gantz, du moins si celui-ci obtient

suffisamment de garanties.” Les négociations pour la formation du nouveau gouvernement Nétanyahou ont déjà commencé, et le cartel Sionisme religieux se montre évidemment gourmand. Ainsi, il revendique la Défense et les Transports, deux ministères clés pour la politique de colonisation en Cisjordanie. D'autant qu'Itamar Ben-Gvir et Bezalel

Sionisme religieux veut la Défense et les Transports, ministères cruciaux pour la décolonisation.

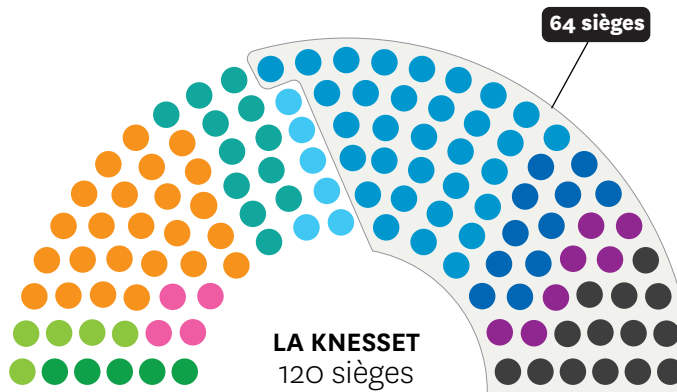
Smotrich résident dans des colonies – le premier près d'Hébron et le second non loin de Naplouse. Mais pour l'instant, le Likoud n'entend pas céder le portefeuille de la Défense, l'un des plus prestigieux et décisifs.

En attendant, comme le souligne Itamar Eichner dans **Yediot Aharonot**, il règne une atmosphère étrange en Israël. La victoire écrasante et l'accession imminente au pouvoir de l'extrême droite suprémaciste juive surviennent dans le contexte de la 27^e commémoration de l'assassinat (le 4 novembre 1995) du Premier ministre Yitzhak Rabin par un militant de cette mouvance politique, “mouvance dont l'actuel dirigeant, Itamar Ben-Gvir, fut l'un de ceux à appeler ouvertement au meurtre du ‘criminel d'Oslo’. Autant dire une deuxième mort pour le dirigeant travailliste et une terrible piqûre de rappel pour ce qui reste de son parti, aujourd'hui moribond.”

— **Courrier international**

À droite toute !

Composition du nouveau Parlement israélien



De gauche à droite :

- Liste unifiée (islamo-conservateur, défense des intérêts des Arabes israéliens) 5
- Hadash-Ta'al (laïc, défense des intérêts des Arabes israéliens) 5
- Parti travailliste (centre gauche) 4
- Yesh Atid (Lapid, centre laïc) 24
- Camp étatique (Gantz, centre droit) 12
- Israël Beiteinou (nationalisme de centre droit) 6

Coalition “Nétanyahou”

- Likoud (droite nationaliste) 32
- Shas (ultraorthodoxes séfarades) 11
- Judaïsme unifié de la Torah (droite ultraorthodoxe) 7
- Sionisme religieux (extrême droite religieuse) 14



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

En Israël, l'irrésistible ascension du suprémaciste Itamar Ben-Gvir. Avant les élections législatives, la presse israélienne s'inquiétait de l'entrée en force attendue du cartel suprémaciste “Pouvoir juif” emmené par cet avocat d'extrême droite.

MONDE ARABE

Le divorce n'est plus un tabou

Plus accessible aux femmes, le divorce est de plus en plus courant dans la région, malgré la religion et les traditions.

—The Economist (extraits)
Londres

Il y a une vingtaine d'années, les Arabes divorcées étaient souvent méprisées. "Pas de virginité, pas de dot", affirmait non sans dédain le grand acteur égyptien Adel Imam dans *Al-Halfout*, un film des années 1980. De nos jours, nombreuses sont les héroïnes de fiction qui s'opposent aux bastions du patriarcat dans les tribunaux, à la mosquée ou dans le lit conjugal. Lors du dernier ramadan, période faste pour les productions

télévisées, *Faten Amal Harbi* a connu un immense succès - c'est un soap opera égyptien sur une mère qui échappe à son ex-mari violent. "La pop culture a fait plus pour nos droits que des décennies de lutte", affirme une militante palestinienne.

Jadis mal vu, le divorce est aujourd'hui de plus en plus courant. Son pourcentage a baissé en Occident (notamment, car les couples sont moins nombreux à se marier), mais il augmente au Moyen-Orient. En Égypte, le taux de divorce a largement doublé

depuis que les démarches ont été rendues plus favorables aux femmes en 2000. En Jordanie, au Liban, au Qatar et aux Émirats arabes unis, plus d'un tiers des unions se soldent par un divorce. Et au Koweït, ce chiffre atteint près de 50 %, un pourcentage plus élevé qu'aux États-Unis.

Le divorce évolue aussi. Autrefois, c'était quasi exclusivement une prérogative masculine. Au Maroc, presque autant de femmes que d'hommes prennent l'initiative du divorce. "Nous sommes passés de sociétés conservatrices traditionnelles à des sociétés en transition", explique Saïd Sadek, sociologue égyptien.

Triple "talaq". La nouveauté, c'est que jusque dans les familles royales, les épouses divorcées font entendre leur voix, y compris dans la sphère publique. En témoigne l'acrimonieux divorce (bien qu'il se soit tenu dans une juridiction britannique) qui a coûté 550 millions de dollars à l'émir de Dubaï,

qui souhaitait se séparer de la princesse Haya, l'une des sœurs du roi de Jordanie.

La plupart des dirigeants arabes ont suivi l'air du temps et n'autorisent plus l'ancienne coutume permettant au mari de se débarasser de son épouse juste en prononçant trois fois le mot arabe qui signifie "divorce" - *talaq*.

Après que le divorce est devenu plus accessible aux femmes égyptiennes, l'Algérie, la Jordanie et le Maroc ont imité cet exemple. À mesure que l'influence sociale a basculé des grandes familles étendues aux familles nucléaires, et parce que les couples font plus souvent des mariages d'amour, les proches autoritaires ont nettement moins été en mesure de perpétuer les unions malheureuses.

L'intégration des femmes au marché du travail a permis à des millions d'entre elles d'être indépendantes financièrement. Et le divorce au Moyen-Orient coûte souvent beaucoup moins cher qu'en Occident. "Ça ne m'a coûté

que 10 000 riyals [2 750 euros]", indique un Saoudien de 38 ans, ingénieur dans la ville de Tabuk, après son troisième divorce.

Certains islamistes dénoncent la multiplication des divorces, qui est selon eux un mal provoqué par la mondialisation. "Une tendance des plus dangereuses", a déploré un ecclésiastique puritain d'Arabie saoudite après la publication des statistiques du royaume, qui a montré un nombre quasi équivalent de divorces et de mariages en 2021.

Mais l'islam a toujours abordé le mariage sous un angle pragmatique. La plupart des épouses du prophète Mahomet étaient des veuves ou des divorcées. Il aurait même divorcé de l'une d'entre elles, Bint Al-Jawn, le jour même de leur union.

Une jeune mariée koweïtienne aurait déposé une demande de divorce trois minutes seulement après avoir signé l'acte de mariage, car son mari ne lui a pas tendu la main lorsqu'elle a trébuché.—

Pour être plus proche de Mathilde, on a sorti le grand jeu pour l'accueillir.

Nous investissons 800 millions d'euros sur 5 ans dans la modernisation des bureaux de poste.

vous simplifier la vie

La Poste - SA au capital de 6 600 326 916 € - 354 000 000 RCS Paris - Siège social - 9, rue du Colonel Pierre Avia 75015 Paris - © Getty Images - BETC - HAVAS PARIS



europe

Allemagne. La fin de la prospérité



FOCUS

Ébranlée par deux années de pandémie, l'arrêt des livraisons de gaz russe et une inflation record depuis 1951, la première économie de l'Union européenne pourrait entrer en récession dès 2023.



Les monts-de-piété, baromètres de la pauvreté

De plus en plus de ménages allemands ont recours aux prêteurs sur gages pour payer leurs factures, même des cadres ou des chefs d'entreprise.

—Welt am Sonntag
(extraits) Berlin

Assis à son bureau, au premier étage de son établissement de prêt sur gages de Krefeld [en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, dans l'ouest de l'Allemagne], Sven Schumachers fait l'estimation d'une montre Cartier. Deux écrans sont posés devant lui,

l'un d'eux orné d'un autocollant "100 % rich". Des estampes de billets de banque dorées sont encadrées sur le mur derrière lui – sur le cadre, un document indique qu'il s'agit d'un dépôt.

Le mont-de-piété n'est pas synonyme d'opulence. Certes, les clients viennent ici dans l'espoir de trouver l'argent qu'il leur manque, mais la plupart du temps

les montants en question sont moins élevés qu'on ne pourrait l'imaginer. En réalité, le bureau des Schumachers est meublé avec mesure et se veut fonctionnel avant tout.

L'hiver approche. Chaque jour, les médias évoquent l'inflation galopante, la guerre en Ukraine et la flambée des prix de l'électricité. Le bouclier tarifaire [estival] sur l'essence a pris fin, et le litre de gazole est repassé à 2,20 euros [le 19 septembre]. Des responsables politiques dont les indemnités mensuelles dépassent les 10 000 euros expliquent comment faire des économies d'énergie à leurs concitoyens qui gagnent en un an ce qu'eux-mêmes touchent en un mois.

Si pour les plus riches les économies d'énergie ne sont qu'une lubie

en période de crise, pour tous les autres, c'est une triste nécessité. Certaines boulangeries auraient vu exploser leur facture énergétique annuelle, passée de 120 000 euros à 1,1 million d'euros. Pendant ce temps, la maire sociale-démocrate de Berlin, Franziska Giffey, conseille d'éteindre la lumière quand on quitte une pièce et d'utiliser des ampoules basse consommation.

À Krefeld, les agents du service de propreté balayent les feuilles mortes. Le froid va bientôt s'abattre sur la région, et les habitants se demandent comment ils passeront l'hiver. Beaucoup décident donc de se tourner vers les prêteurs sur gages.

Dans leurs établissements, on ne pose pas de questions. Pas d'évaluation de la solvabilité, pas d'inscription auprès de la société de surveillance des crédits [une spécificité de l'administration allemande]. Une simple pièce d'identité suffit pour déposer un objet. L'établissement procède alors à une estimation de sa valeur, et son propriétaire reçoit jusqu'à 80 % du montant.

Le prêt initial dure trois mois, avec le versement d'intérêts mensuels, mais il peut être prolongé. En cas d'impossibilité de remboursement ou de prolongation, l'objet est vendu aux enchères – l'éventuelle plus-value est reversée au client.

Au mont-de-piété de Krefeld, Sven Schumachers, 44 ans, sa femme, Anika, 40 ans, et Catalin Schumachers, 36 ans, un autre membre de la famille, sont assis dans une salle de réunion. Sven et Anika gèrent l'antenne de la ville, Catalin celle de Recklinghausen [à 70 kilomètres de là]. Au total, l'entreprise familiale compte sept filiales dans tout [le nord-ouest] de l'Allemagne.

La crainte de l'hiver est bien réelle, constate Anika Schumachers. Elle a été particulièrement marquée par l'histoire d'une cliente, obligée d'emménager chez sa sœur car elle n'avait plus les moyens de payer son loyer. Son mari observe : "Avant la pandémie,

nos habitués venaient généralement nous confier leurs biens vers le 20 du mois. Désormais, il n'est pas rare qu'ils viennent dès le 10."

C'est souvent pour financer de petites dépenses que leurs clients font appel à eux. "Un voyage scolaire ou une visite chez le vétérinaire, par exemple", précise pour sa part Catalin Schumachers.

Si le terme "prêteur sur gages" est souvent associé aux montres en or, aux grosses bagues et aux fumeurs de cigare derrière leur comptoir, la réalité est bien différente. Au rez-de-chaussée de l'établissement familial se trouve le "mur des téléphones portables". C'est ainsi que Sven Schumachers surnomme l'étagère où s'entassent des centaines d'appareils mobiles, soigneusement rangés dans des boîtes en carton étiquetées. "Tout le monde a un portable, explique Anika Schumachers. C'est le genre d'articles qui vont et qui viennent."

Sciens et poussettes. Catalin Schumachers nous conduit ensuite dans la pièce des outils : ici, les perceuses se mêlent aux scies circulaires et aux ordinateurs portables, surtout. Il y a aussi un sac Netto rempli de jeux pour PlayStation. Certaines personnes déposent même des poussettes – ils n'en tireront pas plus de 20 euros – et, depuis quelque temps, beaucoup de robots ménagers.

Les clients "non allemands" sont de plus en plus nombreux, constate Sven Schumachers. Le prêt sur gages n'est qu'un reflet des tendances qui s'expriment dans la société. Depuis le début de la pandémie, la clientèle a changé de visage. "Ces douze derniers mois, les prix des montres que l'on reçoit en gage ont explosé, explique-t-on au mont-de-piété. De plus en plus souvent, ça va chercher dans les 15 000, 20 000 voire 30 000 euros." Les prêteurs sur gages ajoutent : "Ce sont des gens qui ne regardaient pas à la dépense jusqu'à présent, et qui d'un seul coup se retrouvent incapables de payer leur loyer, ce genre de choses."

Des chefs d'entreprise, par exemple, qui traversent une mauvaise passe à cause de l'inflation et de la conjoncture économique. Dans la zone piétonne de Krefeld, un journal étale sa une [de la mi-septembre] : les réserves de gaz seraient maintenant remplies à plus de 85 % [elles ont depuis dépassé les 95 %, l'objectif que



REPORTAGE

avant la pandémie,

il s'agit de garder le contrôle!" Sur le ballon : Récession. Dessin de Mohr paru dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung, Francfort.

s'était fixé le gouvernement pour le 1^{er} novembre]. Un jeune couple pousse la porte de la maison de prêt. La femme porte un jean slim, l'homme un short. Elle tient une poussette dans les mains, son compagnon, une canette de Red Bull. À l'échelle individuelle, la pénurie d'énergie semble encore gérable.

—Frédéric Schwilden
Publié le 19 septembre



SOURCE

WELT AM SONNTAG

Berlin, Allemagne

Hebdomadaire, 402 832 ex.

welt-am-sonntag.de

L'édition du dimanche de Die Welt, aussi conservatrice que la version quotidienne mais plus illustrée, comporte des rubriques légères. Créé en 1948, ce journal peut, à l'instar de beaucoup de quotidiens allemands, effrayer par son poids!

Repères

Les extrêmes dans la rue

●●● “Les manifestations du lundi sont de retour”, note la **Berliner Zeitung**. Depuis septembre, des marches rassemblent chaque semaine au niveau national des dizaines de milliers de personnes et mobilisent de nombreux partisans du parti d'extrême droite AfD et de la formation de gauche radicale Die Linke, notamment dans l'Est. Les deux groupes, qui manifestent séparément, considèrent que “la coalition au pouvoir ne protège que les profits des entreprises et non le quotidien des retraités, des apprentis, des étudiants, des chômeurs ou des personnes aux revenus modestes”, rapporte la **Tageszeitung**. Depuis le début de la guerre en Ukraine, Berlin a débloqué environ 95 milliards d'euros d'aides. Elles doivent être complétées par une enveloppe de 200 milliards destinée à faire face à la hausse des prix de l'énergie.

À la une



“NOTRE MONDE MERVEILLEUX S'ÉCROULE”

L'Allemagne ne peut plus vivre dans sa bulle, annonce **Stern** dans son édition de début octobre.

“Inflation, récession, risque nucléaire – les vieilles peurs de l'Allemagne font leur grand retour”, écrit l'hebdomadaire de gauche. “Notre monde merveilleux s'écroule.” “D'après certains sondages, les Allemands redouteraient davantage la dépréciation monétaire que les maladies mortelles, et, pendant longtemps, nous avons pris ce constat à la légère.” Désormais, “plus personne ne rigole”. La menace nucléaire est de plus en plus réelle et les prix de l'énergie explosent. Pour le journal, ce phénomène “n'est ni un passage à vide ni une sortie de route due à un seul événement” : “nous sommes confrontés à une baisse durable du niveau de vie dont personne ne peut véritablement saisir l'ampleur.”



“TIRONS-NOUS!”

Inflation, fin de la prospérité, crise énergétique..., le magazine conservateur **Cicero** liste les problèmes auxquels fait face l'Allemagne cet

automne et raconte le parcours de ces Allemands qui s'expatrient, frustrés par les conditions de travail, le niveau de vie ou la politique de leur pays. Il évoque le cas d'une infirmière “qui a trouvé en Suisse les conditions qui lui permettent de s'épanouir à nouveau dans son métier”, et s'intéresse aussi aux entrepreneurs, qui, “accablés par les coûts de production” outre-Rhin, envisagent de faire des affaires aux États-Unis. Ces départs se sont amplifiés depuis la pandémie de Covid-19, précise **Cicero**. Touchée par une forte pénurie de main-d'œuvre, l'Allemagne pourrait perdre davantage de travailleurs qualifiés, et des entreprises risquent aussi de se délocaliser à cause de la hausse des prix de l'énergie.

Pour être plus proche de Thomas,

on est présent dans 35 000 endroits à la fois.

Bureaux de poste, commerçants, mairies, consignes... Retrouvez le point de services le plus proche de chez vous sur [laposte.fr](https://www.laposte.fr).

vous simplifier la vie

La Poste – SA au capital de 6 620 326 916 € – 956 000 000 RCS Paris – Siège social : 9, rue du Colonel Pierre Avia 75015 Paris – © Getty Images – BETC – HAVAS PARIS



↳ “Scholz a dit que nous devons avancer bras dessus, bras dessous!” “Et attendre la facture de gaz.” Dessin de Klaus Stutmman paru dans *Der Tagesspiegel*, Berlin.



Le pays va-t-il vers une récession en 2023?

Finances. La guerre en Ukraine a fragilisé le modèle économique de l'Allemagne. Longtemps vanté pour son commerce florissant, le pays pourrait voir son PIB reculer dès l'année prochaine.

— **Frankfurter Allgemeine Zeitung**
(extraits) *Frankfort*

L'Allemagne va traverser des heures sombres : l'énergie va se raréfier, ses prix vont s'envoler, et les performances économiques nationales vont s'effondrer. Ce scénario ne fait plus aucun doute depuis la fermeture du gazoduc Nord Stream 1 [à la fin du mois d'août, avant que des fuites ne soient détectées sur ses conduits sous-marins]. D'après les prédictions publiées en septembre par l'Institut d'économie mondiale de Kiel (IfW), le produit intérieur brut (PIB)

devrait reculer de 0,7 % en 2023. Pour comprendre ce ralentissement économique et cette perte de richesse, il faut rappeler que la première puissance économique d'Europe rencontrerait déjà quelques difficultés avant l'invasion russe en Ukraine.

Contrairement à beaucoup d'autres pays industrialisés, l'Allemagne n'a pas connu de reprise marquée après la crise provoquée par la pandémie. La relance ne fut que modeste. Le PIB stagnait déjà à la fin de l'année dernière, et il aura fallu attendre la fin de l'été 2022 pour qu'il retrouve son niveau d'avant la crise – plus longtemps, donc, que dans la

quasi-totalité des autres pays d'une puissance équivalente.

Ce retard s'explique en grande partie par la place prépondérante qu'occupe l'exportation dans l'économie germanique : puisque l'Allemagne vend plus de marchandises qu'elle n'en achète, elle est particulièrement vulnérable aux problèmes d'approvisionnement nés de la pandémie. Les pièces et les puces électroniques étaient coincées sur les mers du globe, loin des usines – un problème qui n'est pas encore totalement résolu –, empêchant ainsi les entreprises d'honorer leurs contrats.

La demande en voitures, machines, vêtements et services était bel et bien là, mais les fabricants ne parvenaient pas toujours à y répondre. C'est ce que les économistes appellent le “choc de l'offre”. Résultat : les prix ont

L'Allemagne est très vulnérable aux problèmes d'approvisionnement nés de la pandémie.

augmenté. On a souvent tendance à oublier qu'au mois de janvier dernier, juste avant l'invasion de l'Ukraine, l'inflation s'élevait déjà à 4,9 % en Allemagne.

Les problèmes d'approvisionnement ne sont pas insurmontables. Mais depuis le début de la guerre, ils se superposent à une flambée des prix de l'énergie, qui est en train de provoquer un “choc de la demande” à différents niveaux.

Les entreprises, tout d'abord, dépensent des sommes astronomiques en énergie, dont une grande partie file vers l'étranger [car l'Allemagne n'est pas en mesure de subvenir à ses propres besoins]. À l'échelle nationale, la facture énergétique aurait augmenté de 120 milliards d'euros.

Si certains industriels peuvent répercuter une partie de la hausse des coûts sur leurs prix de vente – comme l'illustre l'augmentation des prix des légumes en supermarché –, ce n'est pas le cas pour tout le monde. Certaines usines très gourmandes en énergie, comme les aciéries, commencent à geler leur production, et le fabricant

de papier toilette Hakle a déposé le bilan [au début du mois de septembre].

La marge de manœuvre financière se réduit comme peau de chagrin, et le relèvement des taux directeurs décidé par la Banque centrale européenne pour lutter contre l'inflation vient accentuer le phénomène. Car ce mécanisme nuit, indirectement du moins, à l'attractivité des conditions d'emprunt.

Tous ces facteurs freinent l'investissement des entreprises, qui

Certaines usines, très gourmandes en énergie, commencent à geler leur production.

constitue normalement un important moteur de croissance. Si les fabricants allemands renoncent à acquérir des machines plus efficaces et à lancer de nouveaux projets de recherche et développement, cela laissera des traces durables à l'avenir. Cette crise offre également peu de place à d'éventuelles revalorisations des salaires dans les secteurs en difficulté. Et si elle se prolonge, il faudra procéder à des licenciements.

Les ménages contribuent au choc de la demande, car eux aussi voient leur facture de gaz et d'électricité exploser. Dans certains foyers, la facture a été multipliée par sept, jusqu'à dépasser les 1 000 euros par mois. Et même lorsque la hausse n'est pas si spectaculaire, le budget alloué aux courses, aux vacances ou aux sorties au restaurant fond comme neige au soleil.

Car si de nombreux Allemands ont réussi à mettre de l'argent de côté pendant la pandémie, les statistiques montrent que ce matelas financier est déjà épuisé – non seulement parce que les ménages se sont rattrapés en consommant davantage, mais aussi parce que le coût de la vie augmente de jour en jour à cause de l'inflation.

Les économistes de l'IfW anticipent une baisse des dépenses de consommation d'environ 2 % l'an prochain. Il s'agirait du plus net déclin depuis la réunification allemande [en 1990] – abstraction faite de 2020, année de la pandémie. Et lorsque plusieurs millions d'Allemands se serrent la ceinture au même moment, même à

des degrés divers, la chute de la demande devient problématique pour les entreprises, qui cumulent hausse des coûts et baisse des recettes. Les deux phénomènes [action des ménages et des entreprises] s'alimentent mutuellement, ce qui ne facilite pas l'inversion de la tendance.

C'est là que l'État entre en scène. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la crise profite aux caisses publiques : d'une part car l'État récolte davantage de taxes grâce à la hausse des prix de l'énergie ; et d'autre part, car les recettes fiscales augmentent avec l'inflation [si les salaires sont revalorisés sans indexation du taux d'imposition].

Cette hausse des recettes publiques offre au gouvernement une certaine latitude pour instaurer des mesures d'aide aux ménages et aux entreprises, afin de contrebalancer une partie de la perte de revenus et de pouvoir d'achat et de tempérer ainsi le choc de la demande. Le gouvernement

ne cesse néanmoins de répéter qu'il ne pourra pas compenser entièrement les sommes importantes qui sont en jeu.

Relative stabilité. Malgré la forte hausse des dépenses publiques, les finances de l'État restent relativement stables. L'IfW annonce même une baisse de l'endettement rapporté au PIB, qui passerait de presque 69 % en 2021 à 64,6 % en 2024. Ces pronostics sont toutefois à prendre avec des pincettes, d'autant que personne n'est en mesure de prédire l'évolution de la guerre en Ukraine et des prix de l'énergie, ni quelles mesures financières seront encore nécessaires pour éviter une vague massive de faillites.

Comment faire pour remonter la pente ? Une reprise durable est inenvisageable tant que le problème principal – la flambée des prix de l'énergie – ne sera pas résolu. Ce scénario pourrait se réaliser à partir de l'automne 2024, d'après l'économiste Veronika

Grimm. Les chercheurs anticipent par ailleurs le retour de la croissance cette année-là – à un niveau plutôt modeste. Malgré tous ces problèmes, il ne faut pas oublier que l'économie allemande reste relativement stable, y compris en période de récession.

Le marché du travail est préservé, et même durant la récession provoquée par la pandémie, les licenciements n'ont jamais été un problème central. Aidés par un généreux dispositif de chômage partiel, les chefs d'entreprise ont protégé leurs salariés dans l'attente de jours meilleurs. Et malgré les difficultés d'approvisionnement, les partenariats commerciaux avec les pays étrangers constituent une source de revenus fiable. Au mois de juillet, les exportations des entreprises allemandes [avaient repris] et augmenté de près de 15 % par rapport à l'année précédente. La situation est grave, mais pas désespérée.

— **Johannes Pennekamp**
Publié le 13 septembre

Des problèmes de riches

●●● Si leur niveau de vie risque de baisser, les Allemands restent relativement bien lotis. Leur pays demeure en effet l'un des plus prospères du monde.

Arrêtons d'être aussi pessimistes ! Voilà en substance ce que demande la **Sächsische Zeitung** dans un éditorial. "Alarmisme et catastrophisme font l'essentiel des gros titres", déplore le quotidien de Dresde. L'extinction automatique de l'éclairage des vitrines et l'abaissement de deux minuscules degrés de la température de l'eau sous la douche sont présentés comme des tragédies." Le titre régional admet que l'Allemagne fait face à des problèmes inédits. "Six mois

de guerre en Ukraine ont changé le monde, affirme-t-il. Qui aurait cru qu'un chancelier allemand traverserait un jour l'Atlantique pour mendier du gaz au Canada ?"

Mais, pour lui, les "rengaines défaitistes" et les "lamentations des oiseaux de malheur" sont à relativiser. "Oui, l'inflation annule les augmentations de salaire [...] et de plus en plus de gens surveillent de près leurs dépenses, concède le journal. Mais ce sont des problèmes que d'autres pays nous envient." Dans un État aussi riche que l'Allemagne, "les rayons des supermarchés ne sont pas vides, les gens ne meurent pas de faim." Et si l'économie est mal en point, la croissance était encore là en 2022.

Pour être plus proche de Martin, on lui permet de retirer son colis avec son smartphone.



Avec L'Identité Numérique La Poste*, retirez plus facilement votre Colissimo en bureau de poste.

* Application gratuite et téléchargeable sur App Store et Google Play. Voir conditions.

vous simplifier la vie





↳ “Des bonbons ou un sort !” Dessin de Klaus Stuttmann paru dans *Der Tagesspiegel*, Berlin.



Berlin doit cesser d'être naïf vis-à-vis de Pékin

La visite à Pékin, le 4 novembre, du chancelier Olaf Scholz et de plusieurs chefs d'entreprise allemands soulève de nombreuses critiques.

Olaf Scholz tombe-t-il dans le même piège qu'Angela Merkel avant lui ? se demande la **Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)**. Après avoir soutenu la vente partielle du port de Hambourg à une entreprise chinoise, le chancelier allemand a rencontré Xi Jinping, le 4 novembre. Une visite “scrutée de près” en Allemagne comme à l'étranger, selon le journal conservateur.

“Il y a quelques années, le déplacement de Scholz à Pékin aurait été célébré comme un succès”, assure la **Tageszeitung**. Ce voyage est en effet le premier effectué en Chine par un chef de gouvernement occidental depuis le début de la pandémie. Mais depuis le début de la guerre en Ukraine, l'opinion publique a évolué. “Le

célèbre discours d'Olaf Scholz sur le ‘changement d'époque’ [et sur une politique de défense de la démocratie à l'international] est encore dans toutes les têtes”, explique le titre de gauche. Comme la récente annonce gouvernementale d'un changement de stratégie à l'égard du géant asiatique, premier partenaire commercial de l'Union européenne (UE), mais elle est aussi vue “comme une rivale systémique”.

La présence de chefs d'entreprise dans la délégation fait grincer les dents de ceux qui, comme ses alliés verts et libéraux, prônent une moindre dépendance vis-à-vis de l'économie chinoise. Mais les critiques se font particulièrement fortes sur le plan européen. “Un nouveau consensus se dessine, explique **Handelsblatt**. Sur le Vieux Continent, tout le monde l'assure : il faut mettre fin à la naïveté

qui caractérisait jusqu'ici la politique de l'Union européenne vis-à-vis de la Chine.”

Pour le journal économique, “presque plus personne en Europe ne croit en l'efficacité du ‘changement par le commerce’”, cette théorie allemande selon laquelle les accords commerciaux poussent les pays non démocratiques vers la démocratie libérale. La Chine est, certes, considérée comme un important partenaire commercial de l'Union européenne (UE), mais elle est aussi vue “comme une rivale systémique”.

Dans cette optique, la France – qui avait proposé une visite franco-allemande commune – “craint que Berlin n'ait pas tiré les leçons de sa dépendance au gaz russe et ne s'engage encore davantage en Chine sur le plan économique, au détriment d'une plus grande autonomie européenne”. Emmanuel Macron a ainsi qualifié l'accord sur le port de Hambourg d’“erreur stratégique”, avant de dénoncer la politique d'ouverture à la Chine mise en place ces dernières décennies en Europe.

En invitant Olaf Scholz, “la Chine a voulu tester l'unité des Européens”, résume **Der Spiegel**. L'hebdomadaire de Hambourg donne la parole à plusieurs

diplomates de l'UE inquiets de l'image donnée par le voyage en solo du chancelier.

Car, dans un contexte de tensions sino-américaines accrues, les pays Baltes et la Pologne semblent eux aussi sceptiques face à la politique étrangère allemande. “[Contrairement à la France], ils aspirent moins à une ‘autonomie stratégique’ européenne qu'à des liens plus étroits avec les États-Unis”, reprend **Handelsblatt**. Comme Washington, ils considèrent qu’“il faut être plus sévère à l'égard de la Chine”, à l'heure où le conflit avec Taiwan s'envenime et où Xi Jinping refuse de prendre ouvertement ses distances avec Moscou.

Sur d'autres dossiers, comme sur la sécurisation des infrastructures stratégiques, Berlin fait également cavalier seul. “La Suède, le Danemark, la Lettonie, la Pologne ou la Roumanie se sont beaucoup rapprochés de Washington dans le cadre de l'affaire Huawei”, rappelle, à titre d'exemple, la FAZ. Le gouvernement allemand, lui, ne s'est pas engagé aussi explicitement contre l'implication de l'entreprise chinoise dans le déploiement de la 5G en Europe.

Pour la **Deutsche Welle**, les pays européens ne peuvent “influencer les décisions de Pékin”

Une tribune pour se défendre

●●● La politique allemande en Chine est-elle vraiment empreinte de naïveté ? S'adressant à la fois aux Allemands et à ses partenaires européens, qu'il affirme avoir consultés, Olaf Scholz a défendu sa décision de rencontrer le dirigeant chinois, Xi Jinping, le 4 novembre. “C'est justement parce que le maintien du statu quo est inenvisageable que je me rends à Pékin”, a-t-il assuré dans une tribune publiée par la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**, puis par le site anglophone **Politico Europe**. S'il déclare prendre au sérieux les problèmes de dépendance économique de son pays, Scholz estime que le géant asiatique “demeure, malgré l'évolution du contexte, un précieux partenaire économique et commercial pour l'Allemagne et l'Europe”. Défendant la vente partielle du port de Hambourg à une entreprise chinoise, il affirme ainsi que l'Allemagne évalue désormais les investissements sur son sol en fonction du “risque de création ou de renforcement d'une dépendance néfaste”. Le chancelier concède que “les motifs de rivalité et de concurrence se sont sans aucun doute multipliés ces dernières années”, mais il considère qu'il existe encore des domaines “dans lesquels la coopération reste dans l'intérêt des deux parties”, comme la lutte contre le Covid-19, contre le changement climatique ou contre les risques de crise alimentaire mondiale.

que collectivement. “Sans le soutien de l'Europe, le voyage de Scholz n'aura que des répercussions limitées”. Si la politique de Berlin “n'est plus guidée par la naïveté” qui la caractérisait auparavant, analyse la chaîne d'outre-Rhin, “sa nouvelle stratégie reste floue”. Au grand désarroi de ses alliés occidentaux.

— **Courrier international**



Revue de presse



**Vous protéger
ne suffira plus demain...**





asie

Inde. “Mon fils est revenu du Qatar dans une boîte”

Les familles de ces ouvriers morts sur les chantiers du Mondial de football qatari dénoncent l'absence de compensations et le déni des employeurs.



—The Indian Express
Bombay

Quand va s'ouvrir la Coupe du monde de football [le 20 novembre], le monde entier découvrira le stade Al-Bayt et ses 60 000 places, une merveille d'architecture dont la structure en forme de tente rend hommage au passé et à l'avenir du Qatar.

Mais dans l'ombre de cette Coupe du monde, on trouvera

l'histoire de travailleurs migrants, venus d'Inde, qui ont afflué dans cet État du Golfe pour transformer le désert en improbable capitale du football mondial. Et qui sont revenus auprès de leurs proches, dans les villages du Pendjab, du Bihar et du Telangana, dans des cercueils.

Nous sommes allés à la rencontre des familles de neuf de ces ouvriers morts. Aujourd'hui abandonnées, elles essaient de

reconstruire leur vie et luttent face à des difficultés financières croissantes. Toutes se plaignent de la même chose : le manque de compensations et le mur de dénégations des employeurs qataris.

Sept de ces ouvriers étaient l'unique source de revenus de leur famille. La plupart avaient l'âge légal pour travailler et seraient morts de “causes naturelles”. Trois d'entre eux avaient moins de 30 ans, et ils étaient cinq à avoir moins de 50 ans. Plus de la moitié de ces familles soulignent que ces hommes ne souffraient d'aucun antécédent médical et que c'est par le biais d'amis ou de collègues au Qatar qu'elles ont appris leur mort.

Arrêts cardiaques. “Les employeurs de mon mari ne nous ont pas informés de sa mort. C'est un ami de notre village qui me l'a dit parce qu'il connaissait quelqu'un au Qatar”, explique Savita Kumar. Son mari, Akhilesh, 22 ans, était un plombier originaire de Salahpur, dans le Bihar. Il travaillait à l'enfouissement d'une canalisation près d'un bâtiment du Mondial, en périphérie de Doha, quand le terrain s'est effondré.

Deux travailleurs indiens sont morts dans cet accident. L'autre avait 32 ans, il s'appelait Jagan Surukanti et venait de Mallapur, dans le Telangana. “Tout ce que je sais c'est que quand mon fils est parti il était en parfaite santé”, déclare son père, Rajareddy, 59 ans, en retenant ses larmes. Et il est revenu dans une boîte.”

Contacté par l'Indian Express, le comité qatari Mondial 2022, chargé d'organiser l'événement, ne reconnaît au total que “3 décès liés à des accidents du travail et 37 morts hors cadre professionnel” chez les ouvriers étrangers travaillant sur des chantiers du Mondial. En mai dernier, Gianni Infantino, président de la Fifa, déclarait à Associated Press que seuls 3 ouvriers seraient morts sur des chantiers de la Coupe du monde.

Les registres de la Lok Sabha, la chambre basse du Parlement indien, montrent pourtant que 72 114 travailleurs indiens se sont rendus au Qatar entre 2020 et juillet 2022. Selon le ministère des Affaires étrangères, 3 313 ressortissants indiens sont morts au Qatar entre 2011 et mai 2022.

À la question de savoir si ces

morts peuvent être liées aux chantiers du Mondial, Bheem Reddy Mandha, président de l'ONG Emigrants Welfare Forum et membre du [réseau] Migrant Forum in Asia, répond sans hésitation : “Évidemment. Le Mondial est le principal vecteur de contrats. Tout tourne autour de ça. Avant de partir, les ouvriers sont en bonne santé. Une fois sur place, les hommes meurent, y compris ceux de moins de 40 ans. Beaucoup d'arrêts cardiaques. C'est un vrai problème.”

Dans les familles des ouvriers, les mêmes histoires se répètent : il y a la maison inachevée de Ramesh Kalladi, travailleur de 49 ans, dont la famille se retrouve endettée et dans la misère ; ou bien le sort de Padam Shekar, 25 ans, dont le premier travail comme livreur pour un sponsor du Mondial s'est aussi révélé le dernier.

Ashique, 24 ans, dont le père, Abdul Majid, 56 ans, est mort est juillet 2020, explique : “Nous avons reçu deux mois d'arriéré de salaire. Mais aucune compensation.”

La Fifa et le comité qatari Mondial 2022 ne reconnaissent que trois morts dans un accident du travail.

Majid, originaire du Telangana, était conducteur de camions. Engagé par Trey Trading Company à Doha, il était chargé de transporter les ouvriers sur les chantiers.

“J'ai reçu un message lapidaire, disant que mon mari était mort d'un arrêt cardiaque et que son corps serait expédié dans la semaine. Ils n'ont versé que le salaire qui était dû, environ 24 000 roupies [moins de 300 euros]. Il n'a pas été question de la moindre indemnisation”, se souvient Latha Bollapally depuis le village de Mendora, dans le Telangana. Son mari est mort d'un “arrêt cardiaque” le 17 novembre 2021.

Selon le rapport de l'ONG Human Rights Watch, au Qatar, le Code du travail n'oblige les entreprises à verser des compensations aux familles que si le décès survient sur un chantier ou en lien direct avec le travail. Ce qui complique la tâche des familles qui voudraient faire valoir leurs droits.

“Lorsque la mort est déclarée de cause naturelle, il n'y a pas d'examen post mortem, explique Swadesh

↳ Dessin de Burki paru dans 24 Heures, Lausanne.

Parkipandla, président du syndicat Pravasi Mithra Labour Union. Et aucune étude n'a été menée, ni par le gouvernement qatari ni par un organisme indépendant, pour enquêter sur les raisons de toutes ces morts entraînées par des arrêts cardiaques ou des causes naturelles.”

Un de ces décès se trouve dans un rapport officiel du comité qatari Mondial 2022. Le 27 avril 2016, vers 9 h 30 du matin, Jaleshwar Prasad, ouvrier métallurgiste, se trouvait dans le tunnel d'entrée des joueurs dans le stade Al-Bayt lorsqu'il s'est subitement effondré. Deux heures plus tard, il était déclaré mort. Selon le rapport du comité qatari, Prasad est mort d'un “arrêt cardiaque dû à de sévères difficultés respiratoires”.

Mort naturelle récusée. Rien n'illustre mieux la tragédie des ouvriers migrants que l'histoire de Ramesh Kalladi, originaire de Velmal, dans le Telangana, et dont la maison inachevée rappelle cruellement le coût humain de cette “Coupe du monde sans précédent”, pour reprendre la formule de ses organisateurs qataris.

Le 10 août 2016, six jours avant son cinquantième anniversaire, ce chauffeur de camion retournait sur la zone industrielle Sanaya, à Doha, après une journée de travail, quand il s'est effondré et est mort. Les autorités sanitaires ont déclaré qu'il était mort de cause naturelle, ce que conteste sa famille.

En 2010, lorsque le Qatar a été désigné pays hôte, Kalladi a contracté un prêt afin d'aller y travailler pour un salaire de 1 300 rials qataris [environ 360 euros] par mois. Sur place, il logeait “dans une minuscule pièce avec cinq autres hommes”, raconte son fils, Sravan. “On construisait des stades et des routes tout autour, poursuit Sravan, qui l'a rejoint au Qatar en 2015. Mon père construisait une de ces routes qui mènent au stade.”

Après des mois de travail sous des températures extrêmes – jusqu'à 50 °C – et dans la poussière, la santé de Kalladi a commencé à se détériorer, jusqu'à sa mort. Selon la famille, son employeur, Boom Construction Company, n'a versé que le mois de salaire qui était dû. “Nous n'avons reçu aucune forme de compensation”, dit Sravan.

—Mihir Vasavda
Publié le 20 octobre
Lire aussi p. 10



Assurance et Banque

...si nous n'apprenons pas aussi à mieux protéger la planète.

/ Parce que la transition climatique doit commencer de l'intérieur, nous avons créé l'AXA Climate Academy afin de former tous nos employés aux risques climatiques et aux changements à adopter pour l'environnement.

Tous nos engagements sur axa.com/climat

Know You Can*

***La confiance est une force.**

AXA. Siège social : 25 avenue Matignon 75008 Paris.

INDONÉSIE

Jakarta face au défi du G20

En tant que pays hôte, l'Indonésie devra montrer son savoir-faire de médiateur pour apaiser les tensions internationales. Un enjeu de taille pour cette puissance moyenne.



CARTOON MOVEMENT

—The Straits Times (extraits) Singapour

La barre n'est pas placée très haut, en revanche les espoirs sont immenses. Le sommet du G20, qui se tient les 15 et 16 novembre à Bali, en Indonésie, sera-t-il l'occasion d'apaiser les tensions croissantes sur divers fronts, en particulier celui de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ?

Pour l'Indonésie, qui préside pour la première fois le G20, la priorité porte sur la pandémie de Covid-19 et la reprise économique – conformément à l'ordre du jour du groupe, qui est de discuter des grandes questions d'économie mondiale, et non des sujets politiques. Pour autant, l'Indonésie ne pourra pas faire l'atruche.

“Cette année, il est certain que le G20 ne sera pas un G20 comme les autres”, commente Shafiah Muhibat, analyste et

spécialiste de relations internationales au sein du groupe de réflexion Centre for Strategic and International Studies, à Jakarta. Il ajoute : “Il sera impossible d'éviter de parler de l'Ukraine. Mais on pourra sans doute éviter que les tensions s'exacerbent. L'hôte du sommet doit concentrer ses efforts sur ce point.”

L'Indonésie, qui tentera tant bien que mal de préserver sa neutralité, travaille en ce sens.

Ambiance électrique. C'est le ministre des Affaires maritimes et de l'Investissement indonésien, Luhut Pandjaitan, qui coordonne l'événement. Le 31 octobre, il nous accordait un entretien : l'Indonésie est “prête à faire le pont entre les puissances” en facilitant le dialogue des leaders. Le ministre appelle également au calme, déplorant l'atmosphère électrique autour de ce conflit qui provoque des pénuries alimentaires mondiales

et une flambée des cours des matières premières. “Chacun devrait chercher l'apaisement, afin d'éviter des années catastrophiques pour l'économie mondiale et la mise en danger de millions de personnes sur la planète”, rappelle-t-il. “Il ne faut pas humilier les autres pays.”

Pour l'Indonésie, la préparation du G20 n'a pas été un long fleuve tranquille. Plusieurs dirigeants occidentaux ont menacé de boycotter le sommet si le président russe Vladimir Poutine y participait. De surcroît, certaines réunions ministérielles préliminaires n'ont pas abouti à la publication de communiqués communs en raison de divergences entre les points de vue des différents pays.

À l'heure actuelle, on ne sait toujours pas si Poutine et le président ukrainien Volodymyr Zelensky seront présents. Jeudi 3 novembre, Zelensky déclarait qu'il ne se rendrait pas au G20 si le président russe y prenait

part. Du reste, au vu de l'aggravation de la crise, les analystes estiment minces les chances que l'un ou l'autre dirigeant fasse le déplacement.

D'après le politologue Johannes Nugroho, les responsables occidentaux pourraient “battre froid” aux délégués russes, voire le président lui-même. Mais, “pour la plupart, les dirigeants de la région Asie-Pacifique s'efforceront probablement de ne pas faire de vagues”.

Cela étant, des réunions bilatérales pourraient avoir lieu – notamment entre le président américain Joe Biden et le président chinois Xi Jinping et, si Poutine est présent, entre lui-même et Biden.

Radityo Dharmaputra, professeur de relations internationales à l'université Airlangga,

Les responsables occidentaux pourraient “battre froid” aux délégués russes.

Johannes Nugroho,
POLITOLOGUE

en Indonésie, pense que “Biden et Xi discuteront probablement d'une kyrielle de choses, de Taïwan à la mer de Chine méridionale, en passant par l'Ukraine”. Et “Biden tentera de persuader Xi de ne pas soutenir Poutine sans réserve”.

Johannes Nugroho précise : “Il ne faut probablement pas s'attendre à une résolution sur de grandes questions comme Taïwan. Mais les États-Unis et la Chine peuvent faire beaucoup pour aider à la reprise économique mondiale. Les prix de l'énergie et des carburants sont l'un des domaines sur lesquels ils peuvent travailler ensemble.” Étant donné la guerre ukrainienne et la récente escalade de violence, il ajoute : “Si le sommet permet des discussions bilatérales entre, par exemple, MM. Biden et Poutine, on pourra dire que c'est une réussite.”

Les avis divergent toutefois sur ce que serait un sommet réussi. De même que sur cette question : l'Indonésie en fait-elle suffisamment pour ramener la Russie et l'Ukraine sur le chemin de la paix ?

En juin, le président indonésien Joko Widodo s'est rendu à Kiev pour y rencontrer Zelensky et à Moscou pour s'entretenir avec

Poutine, dans le but de réduire leurs différends. Selon les analystes, on ne peut toutefois pas considérer la politique indonésienne comme un véritable travail de médiation en faveur de la paix : le pays n'a nommé aucun envoyé spécial et n'a élaboré aucun plan clair ni aucune proposition de paix.

Miracles. Les objectifs de ces voyages concernent plus directement les préoccupations de l'Indonésie : trouver des solutions aux crises alimentaires et énergétiques mondiales. En outre, les Indonésiens seraient mécontents si leur gouvernement cédait aux pressions occidentales pour exclure Poutine du sommet.

Si le sommet n'accouchait d'aucun communiqué commun, la plupart des pays n'en rejetteraient probablement pas la faute sur l'Indonésie, estime Shafiah Muhibat. “Les précédents G20 montrent que les négociations pour formuler des documents finaux sont rudes, même en des circonstances ‘normales’. Cette fois-ci, il ne faut pas s'attendre à des miracles.”

Néanmoins, l'Indonésie, cette puissance moyenne émergente, ne devrait pas se satisfaire d'un sommet exempt d'incidents, nuance Radityo Dharmaputra. “Le pays doit maintenir et stabiliser l'ordre international en faisant pression pour un retrait russe de l'Ukraine et pour l'organisation d'un forum pour la paix.”

Et de conclure : “Si le sommet est une réussite, cela ne signifie pas que la présidence indonésienne est une réussite. Mais simplement que l'Indonésie est capable d'organiser un grand événement international.”

—Arlina Arshad

Publié le 5 novembre

SOURCE



THE STRAITS TIMES
Singapour, Singapour
Quotidien, 380 000 ex.
straitstimes.com/global
Fondé en 1845, The Straits Times est le quotidien le plus lu de la cité-État. Journal anglophone de référence en Asie du Sud-Est, il adopte des positions proches du gouvernement singapourien, mais offre de bonnes analyses sur tous les pays voisins.

Carac est une mutuelle d'épargne, de retraite et de prévoyance accessible à tous.

La Carac donne un coup de pouce à votre pouvoir d'achat

**0% de frais
sur versement*
sur toute la gamme**

**Une épargne
sécurisée
sur le fonds en euros**

**Un placement
disponible
en cas de coups durs**



**Contactez
un conseiller Carac**

www.carac.fr

▶ N° Cristal 0 969 32 32 52

APPEL NON SURTAXÉ

* Les contrats Carac Épargne Génération, Carac Épargne Patrimoine, Carac Épargne Protection, Carac Épargne Solidaire et le PER Individuel Carac bénéficient de 0% de frais sur versement. Les frais de gestion appliqués sur l'épargne gérée sur le support Sécurité libellé en euros et sur les supports libellés en unités de compte : 0,90 % prélevés annuellement.

Les montants investis sur les supports en unités de compte ne sont pas garantis mais sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers. La Carac s'engage sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur. Le risque financier de moins-value est donc supporté par l'adhérent.



Carac - Mutuelle d'Épargne, de Retraite et de Prévoyance
Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité - SIREN : 775 691 165
Siège : 159, Avenue Achille Peretti - CS 40091 - 92577 Neuilly-sur-Seine cedex
Numéro Cristal : 0 969 32 50 50 (Appel non surtaxé) - www.carac.fr



afrique

Éthiopie. Une guerre loin des regards

La guerre civile, qui a fait des dizaines de milliers de morts et engagé des centaines de milliers de combattants, est un conflit majeur qui pourrait embraser toute la Corne de l'Afrique. Mais très peu d'informations filtrent.



—The Daily Telegraph Londres

Alors que le conflit dans la région du Tigré en Éthiopie est marqué par une nouvelle escalade, les experts parlent de “guerre la plus meurtrière du monde” à propos de ce bain de sang.

L'Éthiopie est en train de devenir le siège d'“une guerre mondiale en Afrique”. Pourtant, les dizaines de milliers de morts enregistrés ces derniers mois risquent de passer complètement inaperçus, car les rebelles du Tigré font l'objet d'un black-out médiatique tandis qu'ils se battent contre une coalition d'armées et de milices.

Le conflit implique désormais des centaines de milliers de soldats, les deux parties s'accusant mutuellement d'utiliser des tactiques de “vagues humaines” pour prendre des positions. Selon les analystes,

il s'agit probablement de la “guerre la plus meurtrière du monde”.

Dans les deux camps, des soldats nous ont confié n'avoir jamais observé une telle violence, même après deux ans de combats. “J'ai vu les corps de mes camarades dispersés. Presque tous étaient morts. Il y avait aussi beaucoup de blessés. Je me suis habitué à la faim, mais je ne parviens pas à me débarrasser de ces scènes de cadavres... Elles me réveillent la nuit”, explique un combattant d'origine tigréenne, qui a récemment versé 500 livres sterling [576 euros] à un passeur pour pouvoir échapper à la guerre.

Depuis qu'un fragile cessez-le-feu a été rompu fin août, les forces fédérales éthiopiennes, des soldats érythréens et des milices d'ethnies alliées affrontent les rebelles tigréens dans une guerre d'infanterie acharnée, menée sur quatre fronts dans la région montagneuse du Tigré.

Mais il n'y a pratiquement pas eu de reportages sur le conflit, comme le gouvernement éthiopien a coupé les lignes téléphoniques et Internet de la région, et a presque complètement bloqué l'accès des médias pour cacher l'étendue des combats. La plupart des communications avec le monde extérieur doivent désormais se faire via des téléphones par satellite.

“C'est la nouvelle grande guerre d'Afrique”, estime Cameron Hudson, analyste et ancien responsable des affaires africaines au Conseil national de sécurité des États-Unis. “Après les événements du Congo il y a vingt-cinq ans, au cours desquels pas moins de six pays africains avaient engagé des troupes dans un combat qui avait finalement fait plus de cinq millions de victimes, l'Éthiopie est en passe de devenir le théâtre de la prochaine guerre mondiale en Afrique.” [La deuxième guerre du Congo, parfois qualifiée de “première guerre mondiale africaine” est un conflit armé qui s'est déroulé sur le territoire de la République démocratique du Congo de 1998 à 2002. Neuf pays africains et une trentaine de groupes armés ont été impliqués.]

“Je me suis habitué à la faim, mais je ne parviens pas à me débarrasser de ces scènes de cadavres... Elles me réveillent la nuit.”

UN COMBATTANT

Un soldat éthiopien qui a combattu le mois dernier sur le front occidental parle d'un véritable “bain de sang”. “Nous avons repoussé une de leurs attaques. Ça a été trois heures de massacre. Mon détachement essayait de viser leurs artilleurs dishka”, raconte-t-il, faisant référence à une mitrailleuse lourde DShK de l'ère soviétique. “Ensuite, [après une frappe d'artillerie], ils n'étaient plus qu'un tas de membres et de cerveaux éparpillés. Dans ces cas-là, on ne se réjouit pas, on se sent juste soulagé parce que cela aurait pu être nous. La guerre, c'est comme ça!”

Cette dernière offensive massive n'est qu'une composante d'une horrible guerre civile qui a éclaté dans le nord de la deuxième nation la plus peuplée d'Afrique [110 millions d'habitants] fin 2020, lorsque le Premier ministre Abiy Ahmed, lauréat du prix Nobel de la paix [en 2019], avait attaqué un gouvernement local dissident dans la région du Tigré. [Officiellement, le conflit a commencé en novembre 2020 avec l'offensive gouvernementale contre les autorités rebelles du Tigré. Le parti, à la tête de la région autonome, avait été accusé d'avoir attaqué des bases de l'armée fédérale au Tigré à Mekele, la capitale du Tigré, et à Dansha, une ville de l'ouest de la région. Mais dès l'arrivée au



pouvoir de Abiy Ahmed en 2018, le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) avait été écarté du pouvoir fédéral.]

Les forces fédérales, des milices ethniques et des soldats érythréens avaient fait front commun pour écraser les forces tigréennes bien armées dans un mouvement en tenailles. On aurait pu penser que les rebelles avaient alors été anéantis. Mais au milieu de l'année 2021 [en mars et avril 2021], des guérilleros étaient sortis des montagnes pour reprendre une grande partie de la région, au terme d'une impressionnante contre-offensive.

Les troupes érythréennes s'étaient finalement retirées l'an dernier [en avril 2021], tandis que les forces tigréennes faisaient pression sur la capitale éthiopienne. Pendant un moment, on avait cru qu'Addis-Abeba allait tomber. Cependant, grâce à l'arrivée massive de drones armés Bayraktar en provenance de Turquie et des Émirats arabes unis, les rebelles avaient été repoussés. Un cessez-le-feu de plusieurs mois avait offert un peu de répit aux millions de personnes en situation difficile, et le conflit avait disparu de l'ordre du jour mondial.

Tactique de la “vague humaine”. Mais aujourd'hui, une guerre à grande échelle déchire à nouveau la région. L'Érythrée, un État totalitaire d'environ 6 millions d'habitants, qui faisait autrefois partie de l'Éthiopie, a lancé une mobilisation générale, appelant même les hommes cinquante-taires à venir combattre.

Selon des sources au sein des Forces de défense tigréennes, les bataillons érythréens comporteraient de nombreuses brigades d'infanterie mécanisée et seraient lourdement équipés par rapport aux défenseurs, souvent seulement armés d'Ak47.

Les combattants auraient afflué en nombre impressionnant de toute la région, et les pertes seraient énormes, au dire des analystes. “Il s'agit d'une guerre où

✎ *Dessin de Hassan Bleibel
paru dans le Daily Star,
Beyrouth.*

L'infanterie joue un rôle prépondérant, en particulier du côté du Tigré assiégé, qui, en un an et demi, a constitué une armée qui compterait des centaines de milliers de soldats», explique William Davison, analyste spécialisé dans l'Éthiopie pour l'ONG International Crisis Group, qui ajoute : «Alors que les camps de l'armée fédérale et du Tigré s'accusent mutuellement d'utiliser la tactique de la 'vague humaine', ils admettent tous deux en privé qu'il y a eu des dizaines de milliers de morts sur le champ de bataille rien qu'au cours du dernier mois, depuis la reprise des combats.»

«Même si ces chiffres [de victimes] sont probablement exagérés, on peut néanmoins penser qu'il s'agit actuellement de la guerre la plus meurtrière du monde, impliquant le plus grand nombre de combattants, compte tenu de l'engagement des troupes érythréennes et des forces régionales amhara aux côtés de l'armée fédérale éthiopienne.»

Les forces alliées semblent tenter de se rapprocher de la capitale régionale du Tigré, Mekele. Des combats de grande ampleur se déroulent dans l'Est, ainsi que dans la région voisine d'Amhara au sud, où les combattants tigréens seraient retranchés dans des bunkers dans les

montagnes. Les combats les plus violents semblent se dérouler autour des villes de Dedebit et Sheraro, dans le nord-ouest du pays.

Selon les spécialistes, ce vaste conflit absorbe désormais de nombreux acteurs venus de toute la région, et génère une situation explosive qui pourrait embraser toute la Corne de l'Afrique.

«On a la confirmation de la présence de forces qui, volontairement ou non, combattent dans ce conflit depuis les États voisins que sont l'Érythrée, la Somalie et le Soudan, et tout porte à croire que des troupes armées provenant d'États aussi lointains que le Tchad, le Niger et la Libye pourraient également jouer un rôle, explique Cameron Hudson. En plus, il y a les drones de nouvelle génération et les munitions pour champ de bataille qui sont arrivés en provenance de Turquie, des Émirats arabes unis, de Russie, d'Iran et de Chine, ainsi que du matériel militaire américain acheté précédemment. Du fait de cette conjugaison de facteurs, on se trouve sans doute en présence de combats les plus sanglants du monde aujourd'hui.»

— Will Brown
Publié le 3 octobre

Une incertaine fenêtre diplomatique

●●● C'est un accord "signé en fanfare", affirme le **New York Times**. Le 2 novembre, à Pretoria, en Afrique du Sud, et sous l'égide de l'Union africaine, la "cessation des hostilités" entre Addis-Abeba et les irrédentistes tigréens a été dûment paraphée. Signé à la veille du deuxième anniversaire de cette guerre civile, l'accord prévoit diverses mesures et étapes pour sa mise en œuvre. Selon le quotidien américain, qui a pu consulter le document final, le désarmement complet des forces du Tigré dans les trente jours est notamment prévu. Mais sitôt signé, l'accord a suscité la prudence de nombreux observateurs internationaux et africains. Ainsi, **Aujourd'hui au Faso** pose frontalement la seule question qui vaille : "Faut-il croire à la 'paix' de Pretoria ?" Pour le quotidien burkinabè, "le désir de revanche est tellement tenace,

les rancœurs incrustées qu'on ne sait pas si de part et d'autre on pourra cultiver la paix des cœurs et tourner la page de cette guerre à tiroirs". De nombreux problèmes ont été laissés en suspens, note de son côté **La Libre Belgique**. Le média belge souligne que le texte finalisé à Pretoria "renvoie à la bonne volonté des parties le règlement d'inextricables différends et néglige ou reste vague sur d'autres". Autrement dit, seul le bon vouloir des deux camps assurera le succès de cet accord. Sur le terrain, le bruit des armes semble donner raison à ces avertissements prudents. Le 4 novembre, le **Sudan Times** rapporte que les autorités tigréennes ont accusé le gouvernement éthiopien d'avoir mené des frappes de drones et des bombardements intensifs visant des civils. En violation de l'accord de paix tout juste signé.

RCS Boulogne-Bresse 545 920 076

DU 5 AU 20 NOVEMBRE

LE RENDEZ-VOUS LIGNE ROSET



FABRIQUÉ EN FRANCE

R E N D E Z - V O U S W I T H Y O U

ligne roset®

RENDEZ-VOUS WITH YOU : RENDEZ-VOUS AVEC VOUS

depuis 1860



france

Économie. Le pavillon chinois en berne dans le Bordelais

Après une décennie de rachats frénétiques, les acquéreurs chinois abandonnent les domaines viticoles bordelais. Le tour de vis des autorités de Pékin contre les sorties de capitaux y est pour beaucoup. Mais le choc des cultures avec les employés français aussi.



—Bloomberg.com New York

Posé en bordure de l'estuaire de la Gironde, dans le sud-ouest de la France, le château (ou la "chartreuse", localement) rose de Loudenne, est situé au cœur de 48 hectares de vignes dévalant vers le fleuve. Il y a peu, sur la terrasse ouvrant sur la baie, on voyait encore flotter en haut d'un mât l'étendard de son ancien propriétaire – la plus grosse entreprise de Chine continentale [à capitaux majoritairement publics] cotée en Bourse.

Le groupe Kweichow Moutai a acquis cette propriété du XVII^e siècle en 2013 afin de produire du vin à destination de la classe moyenne émergente chinoise. Son incapacité à tenir ses engagements a toutefois

précipité la faillite du vignoble, qui a été revendu en mars dernier à une entité française. Aujourd'hui, les nouveaux propriétaires tournent la page sur la décennie perdue de Loudenne, où il ne reste pratiquement plus aucun souvenir de l'ancien maître des lieux, à l'exception d'une bouteille de *baijiu*, l'alcool blanc de prédilection des Chinois, exposée dans l'un des salons.

Réussite sociale. "Ils n'ont pas su développer l'activité vin, explique Philippe de Poifferré, directeur général du domaine. Pour eux, cela n'avait plus aucun sens de continuer à exploiter Loudenne."

La mésaventure de Moutai à Loudenne n'est que l'un des nombreux exemples des espoirs déçus

des investisseurs chinois, qui, ces dix dernières années, ont engagé des millions de dollars dans des vignobles français, alléchés par des réussites comme celles de Jack Ma, [alors] patron du géant chinois du commerce électronique Alibaba, et l'actrice Zhao Wei, vedette du cinéma chinois. Pour ces nouveaux riches chinois, entrer dans le cercle des grandes fortunes venues des États-Unis, du Royaume-Uni et d'ailleurs pour racheter des vignobles du Bordelais constituait le symbole suprême de la réussite sociale.

Or un faisceau de circonstances défavorables – la campagne des autorités de Pékin contre les dépenses ostentatoires et les sorties de capitaux, la pandémie et le choc des cultures avec les employés français – leur

a barré la route de la réussite. Alors qu'ils avaient été pendant dix ans les premiers investisseurs étrangers du marché, ils sont actuellement en train de disparaître rapidement du paysage. La société de conseil en investissement Vineyards-Bordeaux, une filiale de Christie's International Real Estate, qui a vendu 13 domaines au cours des quatorze derniers mois, n'a reçu aucune offre d'acquéreurs chinois.

Ce retrait est emblématique d'une tendance plus générale qui voit les entrepreneurs chinois renoncer à d'ambitieux projets d'expansion à l'étranger dans un vaste éventail de secteurs, des produits de luxe jusqu'à l'assurance. Depuis quelques années, la Chine surveille en effet de plus près les dépenses d'acquisition de ses plus gros groupes, tels que HNA Group Co. et Fosun International Inc., qui s'étaient adjugé des actifs à valeur de trophées, comme le Milan AC et le Club Med. Les responsables politiques chinois, soucieux de renforcer le yuan, s'emploient également à contrôler plus strictement les dépenses chinoises à l'étranger.

Fièvre d'achat. De plus en plus d'hommes d'affaires chinois qui ont investi dans des domaines viticoles français cherchent aujourd'hui désespérément à se désengager. Beaucoup ont essuyé des échecs bien plus cuisants que Moutai à Loudenne. Au château de Grand Branet, une propriété appartenant au conglomérat chinois Dalian Haichang Group Co., un cadenas et une chaîne rouillés sur le portail d'entrée et des volets fermés sont des signes qui ne trompent pas : le lieu est totalement à l'abandon. Moutai et Haichang n'ont pas souhaité s'exprimer sur leur expérience viticole française.

Au château de Pic, un domaine de 32 hectares situé au Tourne, dans l'Entre-deux-Mers, en Gironde, passé depuis la fin 2012 sous pavillon chinois, les vignes n'ont pas été traitées depuis 2019 et les récoltes des deux années suivantes ont été perdues. Les plants sont infestés de champignons, et la végétation a gagné du terrain entre les rangs, se désolent Hélène Pauly, son ancienne responsable administrative.

✓ Les grilles fermées du château de Grand Branet, propriété du conglomérat chinois Dalian Haichang Group Co. Photo Nathan Laine/Bloomberg

La fièvre d'achat des légendaires propriétés du Bordelais – les domaines viticoles français les plus accessibles pour les acquéreurs étrangers – a saisi les gros portefeuilles chinois, depuis Jack Ma jusqu'aux plus grandes entreprises chinoises cotées en Bourse, peu après la crise financière de 2008, à l'époque où ses répercussions étaient bien plus graves dans les pays occidentaux qu'en Asie. De plus, le millésime 2009 des vins de Bordeaux était le meilleur des trente dernières années, ce qui acheva de séduire les investisseurs.

"Il y avait un excédent d'argent qu'ils cherchaient à placer hors de Chine. Toutes les conditions étaient réunies pour déclencher une catastrophe – une combinaison parfaite de facteurs positifs là-bas et

"Les investisseurs cherchaient à placer un excédent d'argent hors de Chine."

Michael Baynes, DE L'AGENCE VINEYARDS-BORDEAUX

de facteurs négatifs ici", explique Michael Baynes, cofondateur de l'agence Vineyards-Bordeaux.

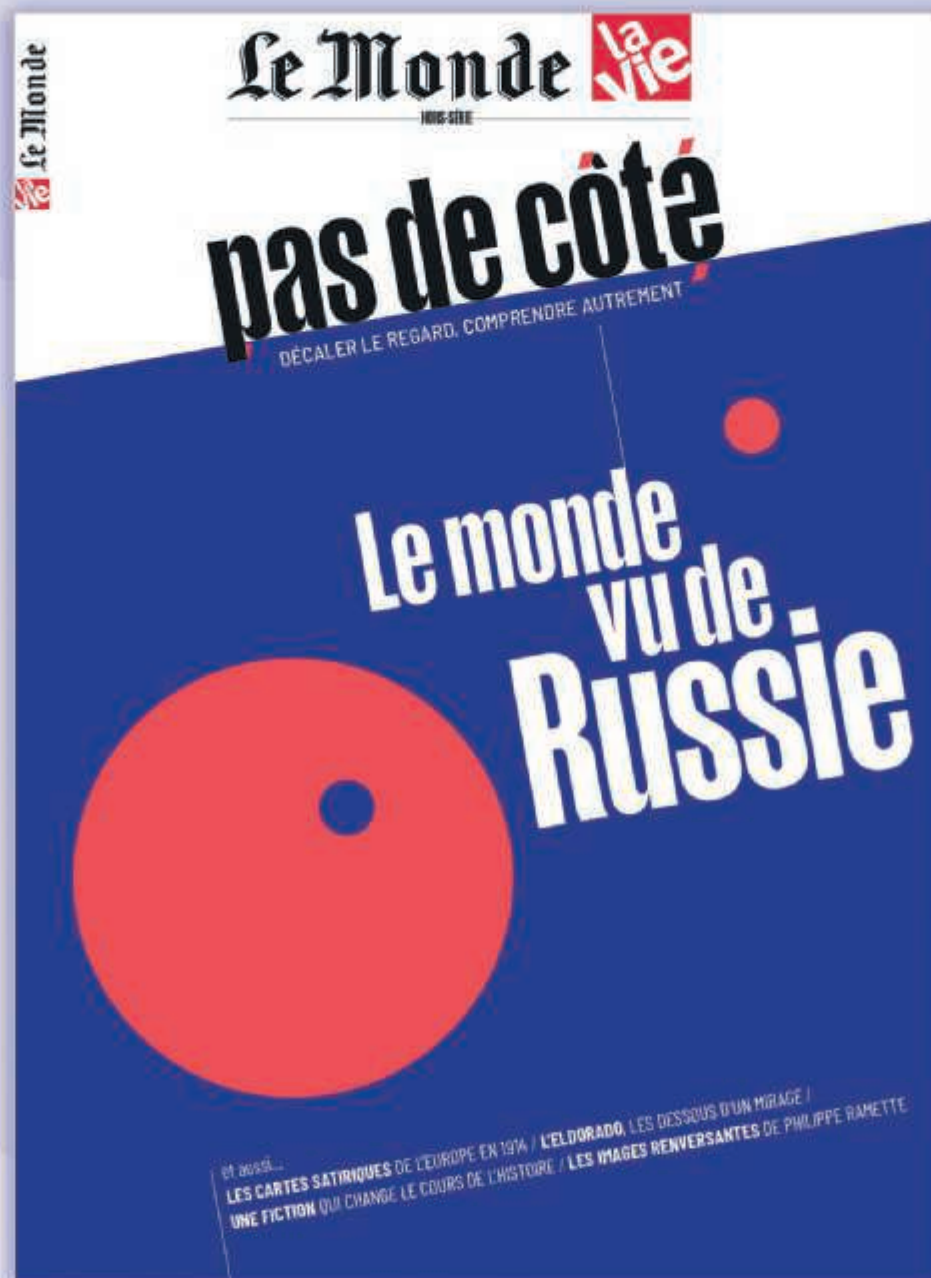
"Les entrepreneurs chinois, constatant qu'ils pouvaient se payer un immense domaine avec un magnifique château pour le prix d'un appartement à Shanghai, se sont dit qu'ils n'avaient rien à perdre."

En 2011, le groupe Cofco, société d'État et numéro un de l'agroalimentaire en Chine, a acheté le château de Viaud dans le cadre de sa stratégie de développement à l'international, alors encouragée par Pékin. Cette initiative a fait des émules. Au cours des années suivantes, témoigne M. Baynes, sur la trentaine de ventes annuelles de domaines viticoles dans le Bordelais, les Chinois représentaient près de 80 % des acquéreurs étrangers.

En une dizaine d'années, ce sont ainsi quelque 170 châteaux – soit près de 2 % de tous les domaines de la région – qui sont tombés dans l'escarcelle d'investisseurs chinois. Tout en étant des acteurs relativement modestes, ils étaient alors ceux qui enregistraient la plus forte croissance sur l'ensemble du marché.

Puis cette euphorie est brusquement retombée, en 2019, lorsque Pékin a mis en → 30

NOUVEAU



pas de côté

Décaler le regard, comprendre autrement, c'est le principe de cette nouvelle collection.

Et si nous regardions le monde à travers d'autres yeux pour dépasser nos peurs et préjugés, enrichir notre compréhension du cours de l'histoire ?

Au cœur de ce premier numéro, le monde vu de Russie.

Depuis l'invasion de l'Ukraine, le pays symbolise cet autre effrayant.

Il est urgent de comprendre comment la Russie en est arrivée là.

Comment s'est-elle construite, quelles ont été ses relations avec l'Occident, qui sont les Russes, comment vivent-ils...

Une passionnante découverte, éclairée par des cartes historiques et géopolitiques contemporaines. Aussi au sommaire, d'autres sujets insolites et décalés pour élargir notre champ de vision.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique)

↙ Une bouteille de baijiu a été laissée par les anciens propriétaires à Loudenne.

Photo Nathan Laine/Bloomberg

28 ← place des mesures draconniennes de contrôle des capitaux.

Avant même cette reprise en main, la catégorie de vignobles sur laquelle beaucoup d'investisseurs chinois jetaient leur dévolu ne manquait pas d'étonner : "Ils rachetaient des propriétés d'entrée de gamme en espérant une rentabilité immédiate", souligne Benoît Léchenault, directeur d'Agrifrance, une filiale de BNP Paribas Wealth Management spécialisée dans le patrimoine rural de prestige.

Beaucoup, peu au fait des subtilités de la production viticole, étaient surtout attirés par le côté glamour. Le château Loudenne en est un exemple caractéristique. Construit en 1670, c'est le seul château du Bordelais aux murs parés de rose. Réputé pour ses vins rouges issus de cépages merlot et cabernet sauvignon, il produit le plus ancien blanc du Médoc, dont la première cuvée remonte à 1880, et se prévaut également d'un passé prestigieux.

"Tout au long du xx^e siècle, il était célèbre pour ses somptueuses fêtes mondaines à la Gatsby le Magnifique", rappelle Emmanuel Guiot, directeur d'exploitation du domaine.

Série de déboires. Kweichow Moutai a mis 20 millions d'euros sur la table pour l'acquérir, débloqué 5 millions d'euros supplémentaires pour moderniser la production et 2 autres millions d'euros pour construire un hôtel de luxe.

Peu après, les mesures anti-corruption mises en place par le président chinois Xi Jinping ont mis le holà aux dépenses ostentatoires, privant les circuits de distribution de Moutai des vins mis en bouteille à Loudenne. Pour ne rien arranger, les consommateurs habitués au baijiu n'ont pas été séduits par la marque Loudenne de Moutai, moins connue, dont les bouteilles sont laissées à vieillir dans des caves en France et en Chine, selon Philippe de Poyferré.



L'entreprise a essuyé un deuxième revers deux ans plus tard, quand la Chine a imposé un contrôle des capitaux strict pour soutenir sa monnaie et bloqué la sortie de devises. Bien que les projets de restauration du château et de modernisation des équipements – à commencer par les cuves du domaine, vieilles de 80 ans – aient été approuvés, Moutai n'a pas pu réinjecter de l'argent dans la propriété. "Le plan d'investissement a été approuvé, mais il n'a jamais eu les autorisations pour transférer des fonds", précise Philippe de Poyferré.

Après quoi, l'équipe dirigeante de l'entreprise, qui avait changé plusieurs fois depuis l'achat de Loudenne, a été coincée en Chine par la pandémie. Dès lors, le vignoble a été quelque peu délaissé.

Bien que ce soit un cas extrême, l'expérience de Moutai n'est pas une exception. D'autres vignobles repris par des investisseurs chinois ont connu des déboires. Au château de Pic, il est arrivé que les employés ne soient pas payés pendant plusieurs mois, confie M^{me} Pauly. L'ancienne directrice administrative a porté l'affaire devant les tribunaux en 2020 et a réussi à dénoncer son contrat de travail en janvier dernier pour obtenir des dommages. Un représentant

du château de Pic s'est refusé à tout commentaire.

Dans certaines propriétés, les dirigeants chinois ont eu maille à partir avec les ouvriers agricoles français, qui, conformément à la législation, travaillent 35 heures par semaine. Les administrateurs, dont certains étaient habitués à "une culture du travail 996" dans leur pays – c'est-à-dire à faire trimer les employés de 9 heures du matin à 9 heures du soir, six jours par semaine –, ont vainement tenté d'imposer des horaires plus contraignants.

Au château de Pic, les employés n'ont pas été payés pendant plusieurs mois.

M^{me} Li Lijuan, responsable marketing de Vineyards-Bordeaux, raconte l'histoire d'un client chinois consterné par la façon de travailler sur sa propriété, et qui ne comprenait pas pourquoi les ouvriers français n'arrivaient pas à l'heure. Il a fait venir une machine de Chine pour faire pointer les ouvriers et a demandé à M^{me} Li de l'installer. Les ouvriers ont mis en pièces la pointeuse à coups de bêche.

"On ne peut pas débarquer dans une communauté agricole en France et espérer y trouver le

rythme frénétique de Pékin ou de Shanghai, reprend Michael Baynes. L'agriculture demande du temps, et les vignes exigent beaucoup de temps. La décision d'utiliser des traitements phytosanitaires que l'on prend cette année se fera sentir l'année suivante. L'écartement des rangs que l'on décide aujourd'hui donnera des résultats dans dix ans. C'est un processus long et lent qui consiste à faire de petits ajustements et à observer comment la nature elle-même évolue, et à s'y adapter."

Rapport à l'argent. Il est vrai que les Chinois ne sont pas les seuls investisseurs étrangers à connaître de telles déconvenues après avoir acheté un vignoble de Bordeaux. "On parle beaucoup des Chinois, fait remarquer Philippe de Poyferré, mais beaucoup d'étrangers ont investi en France, en particulier à Bordeaux. Nous avons des châteaux qui appartiennent à des Japonais, à des Belges, à des Américains ou à des Britanniques. Ils ont tous du mal au début."

Il y a également eu des réussites chinoises. Le New Century Tourism Group, installé à Hangzhou, dans la province du Zhejiang, possède 160 hôtels de luxe et a racheté le château Birot en 2014. Il assure que cet achat "présente de fortes synergies avec l'hôtellerie et l'hospitalité, qui correspondent bien à l'expansion internationale de [son] groupe d'hôtels".

L'actrice Zhao Wei, propriétaire depuis 2011 du château Monlot, un vignoble classé en AOC grand cru Saint-Émilion, a rénové son entreprise. À en croire ses représentants, M^{me} Zhao, qui n'est plus en odeur de sainteté à Pékin, envisage de développer ses activités de tourisme viticole et de commercialiser sa production dans le monde entier.

Au château de Sours, propriété de Jack Ma, un vaste chantier de rénovation était en cours et ne semblait guère affecté par le sort du milliardaire, lui aussi tombé en disgrâce à Pékin. Les rangs de vignes bien taillées,

grouillant d'ouvriers agricoles se déplaçant en voiturettes de golf, sont plus espacés que dans d'autres domaines, signe que l'exploitant privilégie la qualité sur la quantité. De l'autre côté de la route, une grande grue a été dressée sur un chantier de construction, indiquant clairement une volonté d'expansion. À côté du parking, un panneau avec une flèche signale l'emplacement d'une pointeuse en état de marche.

Zhao Wei et Jack Ma font toutefois figure d'exception. Pour Hugo Tian, propriétaire du château Fauchey, la fin de l'âge d'or des investisseurs chinois rachetant des vignobles dans le Bordelais tient en grande partie à un rapport à l'argent différent.

"Je ne dirais pas que c'est parce que les acteurs chinois se débrouillent particulièrement mal par rapport à d'autres propriétaires étrangers, mais simplement parce qu'ils se laissent facilement attirer par l'appât du gain, souligne-t-il. Les Européens raisonnent en termes de générations, les Chinois pensent à échéance de trois ans. En Chine, il est normal de revendre des actifs au bout de quelques années pour chercher une meilleure rentabilité ailleurs."

—Alexandre Rajbhandari et Evelyn Yu

Publié le 12 octobre

SOURCE



BLOOMBERG.COM

New York, États-Unis

bloomberg.com

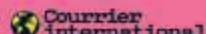
Bloomberg.com est le média en ligne de Bloomberg, le groupe américain d'informations financières et économiques créé par l'ex-trader et milliardaire Michael Bloomberg. Bloomberg News est une galaxie médiatique revendiquant 2 700 journalistes publiant "5 000 articles par jour dans 120 pays".



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

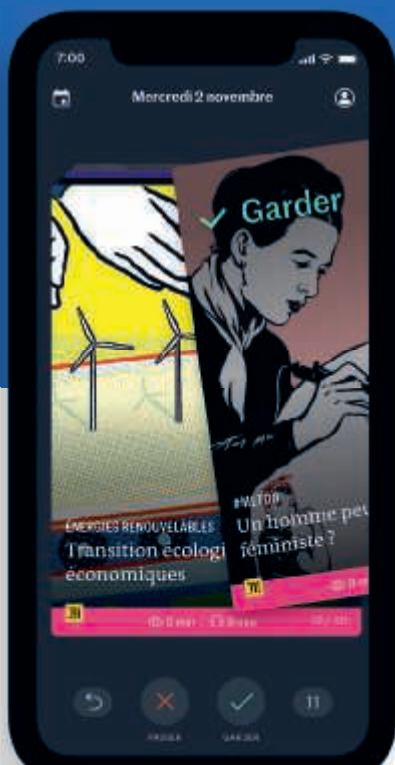
UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

Le Monde

PRENEZ LE TEMPS D'EN GAGNER



Avec l'application La Matinale, retrouvez une sélection quotidienne de 20 articles, à lire ou à écouter, pour **retenir l'essentiel de l'actualité.**



LA MATINALE DU MONDE
Le meilleur de l'information



à la une

CES MILLIARDAIRES TOUT- PUISSANTS

À la tête des mastodontes de la Silicon Valley, les milliardaires de la tech disposent aujourd'hui d'un pouvoir considérable. Ils sont influents, arrogants, et surtout décidés à imposer leurs vues, à l'image d'Elon Musk, qui vient de faire main basse sur Twitter. Certains d'entre eux soutiennent les républicains les plus extrémistes aux États-Unis. Vont-ils trop loin ? Sont-ils une menace pour la démocratie ? Les réponses de la presse américaine.

L'incontrôlable Elon Musk inquiète Washington

Brillant, fantasque et arrogant : le patron de Tesla, SpaceX et désormais Twitter devient dangereux aux yeux de nombreux responsables politiques américains.

—The Washington Post (extraits)
Washington

En octobre, entre la prise de contrôle de Twitter, le lancement de quatre astronautes et d'une nouvelle salve de 54 satellites dans l'espace et la présentation d'un semi-remorque électrique, Elon Musk a encore trouvé le temps de proposer des plans de paix pour Taïwan et l'Ukraine, se mettant à dos les dirigeants de ces pays tout en déclenchant l'ire de Washington.

L'homme le plus riche du monde a aussi agacé le Pentagone en annonçant qu'il ne souhaitait pas continuer à payer de sa poche son service d'accès à Internet par satellite [Starlink] en Ukraine, avant de faire volte-face. En coulisses, de nombreux responsables



de Washington s'inquiètent de voir le milliardaire de 51 ans se mêler de questions géopolitiques explosives sans les consulter.

Depuis vingt ans, un partenariat entre Elon Musk et le gouvernement fédéral a certes permis aux États-Unis de retrouver leur position dominante dans l'espace et d'électrifier la flotte automobile américaine, scellant du même coup sa réputation internationale de génie de la technologie. Mais aujourd'hui, beaucoup à Washington trouvent le grand patron trop puissant et inconséquent.

Diplomatie parallèle. Parmi la vingtaine de hauts responsables gouvernementaux interrogés pour cet article, beaucoup, évoquant la facilité avec laquelle Elon Musk raille publiquement ses détracteurs – il a traité le président Biden de "chiffe molle" et déclaré que la sénatrice démocrate du Massachusetts Elizabeth Warren lui rappelait "la mère en colère d'un ami" –, n'ont accepté d'en parler que sous le couvert de l'anonymat. Presque tous s'accordent à dire qu'il est aussi fantasque et arrogant que brillant.

"Elon, l'omniprésent, selon un haut fonctionnaire de la Maison-Blanche, est tellement convaincu d'être un bienfaiteur de l'humanité qu'il estime n'avoir besoin d'aucun garde-fou et tout savoir mieux que tout le monde."

"Il considère qu'il est au-dessus de la présidence", renchérit Jill Lepore, historienne à Harvard et autrice d'une série de podcasts sur Elon Musk.

Elon Musk n'a pas souhaité nous répondre pour cet article, mais il assure avoir un avis éclairé sur les grands problèmes de notre temps et qu'il est de son devoir d'"améliorer l'avenir de l'humanité". Il est persuadé que son plan de paix pour l'Ukraine pourrait empêcher une éventuelle guerre nucléaire et que sa proposition pour Taïwan serait à même d'apaiser de dangereuses tensions régionales.

Cette diplomatie parallèle exaspère certains alliés, au moment même où Elon Musk met 44 milliards de dollars [45 milliards d'euros] sur la table pour racheter une plateforme médiatique forte de centaines de millions d'utilisateurs. Pour Richard J. Durbin, sénateur démocrate de l'Illinois, "le fait est que les gens suivent de près la moindre de ses déclarations, parce qu'il a si souvent réalisé ce qu'il annonçait". Son collègue républicain de Caroline du Sud Lindsey O. Graham qualifie son plan pour l'Ukraine d'"affront" à ce peuple.

Les relations d'Elon Musk avec Washington avaient pourtant commencé sous les meilleurs auspices. "Je vous aime!" avait-il lâché quand, en 2008, alors qu'il croulait sous les dettes, un responsable de la Nasa [l'agence spatiale américaine] l'avait appelé pour lui annoncer qu'il

venait de décrocher un contrat de 1,6 milliard de dollars. Washington a par la suite injecté d'autres milliards dans son entreprise de fusées et capsules spatiales. SpaceX a été à la hauteur des attentes, en reconstruisant un programme spatial américain qui battait de l'aile.

Ses initiatives bipartisanes l'ont, un temps, aidé à conquérir Washington. Il a dîné avec le président Barack Obama et intégré l'équipe des conseillers économiques du président Donald Trump. Il a financé des candidats des deux partis. Aujourd'hui, il n'a pas de mots assez durs pour Joe Biden et clame qu'il votera pour un républicain en 2024.

L'entrepreneur excentrique qui ne se rend plus désormais que rarement à Washington se montre de plus en plus critique à l'égard du gouvernement fédéral. Il parle à des chefs d'État et de gouvernement étrangers, vend ses fusées et sa technologie spatiale de pointe à la Corée du Sud, à la Turquie et à un nombre croissant de pays. Il a installé des usines Tesla en Allemagne et en Chine. Il possède et contrôle plus de 3 000 satellites orbitant autour de la Terre – bien plus que n'importe quel État.

Si le milliardaire a moins besoin de Washington maintenant qu'il est à lui seul une puissance mondiale, Washington reste largement tributaire de lui. L'armée américaine utilise ses fusées et ses services de com-

IL POSSÈDE ET CONTRÔLE PLUS DE 3 000 SATELLITES ORBITANT AUTOUR DE LA TERRE – BIEN PLUS QUE N'IMPORTE QUEL ÉTAT.

munication par satellite pour ses drones, ses navires et ses avions. La Nasa n'a aucun moyen d'envoyer des astronautes américains vers la Station spatiale internationale (ISS) sans sa capsule spatiale. Et à l'heure où la Maison-Blanche a fait du changement climatique l'une de ses priorités, il a mis plus de voitures électriques sur les routes américaines que tout autre constructeur.

Plusieurs hauts fonctionnaires assurent prendre des dispositions pour s'affranchir de l'emprise d'Elon Musk. "Il n'y a pas que SpaceX sur le marché. Il existe d'autres entités auxquelles nous pouvons certainement nous associer pour fournir à l'Ukraine ce dont elle a besoin sur le champ de bataille", a ainsi déclaré lors d'une conférence de presse, à la mi-octobre, Sabrina Singh, porte-parole adjointe du ministère de la Défense.

L'une des grandes inquiétudes porte sur son réseau d'investisseurs étrangers et de participations hors des États-Unis, à commencer par son immense usine Tesla en Chine, et sur les influences auxquelles Elon Musk pourrait céder dès lors qu'il contrôle une plateforme numérique où certains utilisateurs propagent de la désinformation et attisent la polarisation politique. En tant que fournisseur de la défense américaine, Musk a fait l'objet d'une enquête, mais plusieurs hauts fonctionnaires réclament

→ Mark Zuckerberg.
Dessin de Jorge Luis Cabrera García, Cuba.

En bref

LE REVERS DE LA VR POUR MARK ZUCKERBERG ?

L'autre "farce" au pays de la tech se déroule chez Meta (ex-Facebook), selon le spécialiste de la finance du **Guardian**. Le "mystérieux métavers" vanté par Mark Zuckerberg est "une blague guère appréciée de ses actionnaires". Les mêmes qui le "saluaient comme un visionnaire" sont "choqués de découvrir qu'il leur est impossible de renvoyer le patron lorsqu'il poursuit des visions qui ne leur plaisent pas" – le cofondateur de Facebook ayant verrouillé l'actionnariat. L'action de Meta a perdu 73 % de sa valeur depuis le début de l'année, "parce que Mark Zuckerberg dilapide des dizaines de milliards de dollars" dans "le trou noir de la VR".



CARTOON MOVEMENT

des vérifications plus poussées, notamment au regard de tout éventuel projet de développement en Russie et en Chine. Elizabeth Warren et d'autres ont vu dans son rachat de Twitter "un danger pour la démocratie".

Washington a déjà eu à gérer de puissants hommes d'affaires qui dominaient les chemins de fer, le pétrole ou un secteur économique clé, souligne Richard Haass, directeur du [cercle de réflexion] Council on Foreign Relations. "Mais ce qui est un peu différent ici, c'est la capacité d'Elon Musk à diffuser ses idées politiques et le fait que nous disposons désormais d'une technologie et d'un média qui, au bout du compte, permettent à tout un chacun de devenir son propre réseau ou sa propre chaîne."

Répercussions. La tourmente économique qui sévit depuis le début de la guerre en Ukraine a écorné de nombreuses fortunes, dont celles d'Elon Musk, qui, selon l'indice Bloomberg des milliardaires, a vu son patrimoine fondre de plusieurs dizaines de milliards de dollars, passant à 210 milliards de dollars [195 milliards au 4 novembre, soit 200 milliards d'euros].

Deux personnes qui le connaissent bien le disent impulsif – un trait de caractère qui le rend peu fiable aux yeux des responsables gouvernementaux. Elon Musk a lui-même révélé être atteint du syndrome d'Asperger, une forme d'autisme, prévenant qu'il ne fallait pas s'attendre à ce qu'il soit "un type cool et normal".

"Il n'arrête pas de se tirer des balles dans le pied. Il ferait mieux de ne pas se mêler de politique", juge une personne qui a travaillé à ses côtés pendant des années.

"Comme tout le monde, j'ai été choquée de le voir s'empêtrer dans certaines affaires ces derniers mois", commente Lori Garver, ancienne administratrice adjointe de la Nasa, qui s'inquiète des répercussions. SpaceX a certes rétabli l'hégémonie des États-Unis dans l'espace, mais les déclarations politiquement sensibles de son patron lui valent des critiques.

← Elon Musk. Dessin de Dario paru dans **El Imparcial**, Mexico.

Musk a des visées sur Washington depuis vingt ans. Citoyen sud-africain venu s'installer dans la Silicon Valley, il a obtenu la nationalité américaine en 2002 – l'année même où il a réinjecté l'argent de la vente de PayPal, la société de paiement en ligne qu'il a cofondée, dans la création de SpaceX. Il misait gros et avait besoin de lucratifs marchés publics. Début 2003, il disait vouloir "renforcer significativement sa présence" dans la capitale, afin d'établir "une relation de travail étroite avec le gouvernement fédéral".

À la même époque, il investit dans Tesla, dont il a rapidement pris le contrôle [en 2004], grâce aux aides et aux dispositifs fiscaux de Washington. À elle seule, la Californie a subventionné l'entreprise à hauteur de 3,2 milliards de dollars.

Un examen des formulaires de déclarations publiques révèle qu'Elon Musk a embauché des dizaines de lobbyistes, dont beaucoup avaient travaillé pour de puissants membres du Congrès. Selon OpenSecrets, un groupe de recherche sur les financements politiques, SpaceX a dépensé en quelques années plus de 22 millions de dollars pour faire pression sur Washington. Musk a lui-même révélé un excellent sens politique. De 2008 à 2013, il s'est envolé quarante fois pour Washington. Il a frappé aux portes et

SPACEX AURAIT DÉPENSÉ EN QUELQUES ANNÉES PLUS DE 22 MILLIONS DE DOLLARS POUR FAIRE PRESSION SUR WASHINGTON.

invité des hauts responsables à des déjeuners de travail. Et il a vite compris que lorsque les tractations en coulisses ne marchaient pas, la publicité pouvait être efficace.

Par un mercredi ensoleillé de juin 2014, il a garé son nouveau "taxi de l'espace" à quelques rues du Capitole. Il avait traversé le pays depuis son usine californienne à bord de la capsule conçue pour lancer sept astronautes en orbite et invité les caméras et quelques responsables au spectacle. "Beau boulot, Elon!" s'est écrié Dana Rohrabacher, élu républicain à la Chambre, à sa descente de l'élégant vaisseau spatial. Ce jour-là, les démocrates aussi ont applaudi. Musk était aux anges.

Les États-Unis comptaient alors sur la Russie pour emmener leurs astronautes vers l'ISS, et déboursaient des dizaines de millions de dollars pour chaque place. Elon Musk promit de mettre fin à cette pratique et de relancer le programme spatial américain. Le locataire de la Maison-Blanche était alors Barack Obama, qui voulait laisser leur chance à des opérateurs privés comme SpaceX. Quelques semaines après l'arrivée en fanfare de son taxi de l'espace à Washington, Elon Musk décrochait un contrat de 2,6 milliards de dollars avec la Nasa.



Quitter Twitter, de gré ou de force...

●●● Entre ceux qui sont brutalement licenciés, ceux qui ne veulent plus y apparaître et ceux qui migrent ailleurs, Twitter est en plein chaos. Une semaine seulement après son rachat par Elon Musk, le 27 octobre, 3 700 des 7 500 salariés étaient renvoyés. "La confusion et la frustration règnent", relève le **New York Times**. Car "la hache [qui] s'est abattue" n'est pas "tombée en douceur". La plupart des salariés limogés n'ont "reçu aucune notification préalable". Deux jours plus tard, l'entreprise rappelait d'ailleurs "des dizaines d'employés qui avaient été licenciés par erreur ou étaient trop essentiels aux changements que le patron milliardaire souhaite apporter", révèle **Bloomberg**. Elon Musk "a fait fi de la plupart des conseils prodigués par les gourous du management depuis des décennies", constate le **Wall Street Journal**, en virant d'emblée "les principaux dirigeants" et près de la moitié des effectifs, tout en se mettant à dos les annonceurs, qui représentent 90 % des revenus du réseau social. General Motors, Volkswagen ou encore General Mills "suspendent leurs investissements publicitaires", rapporte le **Washington Post**. Interpublic Group, qui compte

dans son portefeuille d'annonceurs Coca-Cola, Johnson & Johnson, Spotify et Unilever, "a conseillé à ses clients de mettre en pause la publicité sur Twitter". Elon Musk a reconnu dans un tweet "une baisse massive des revenus en raison de la pression des militants sur les annonceurs". La conception musclée de la liberté d'expression d'Elon Musk est la cause de quelques départs médiatisés, comme celui de la productrice et scénariste de *Grey's Anatomy* Shonda Rhimes, de l'actrice Téa Leoni ou de la chanteuse de R&B Toni Braxton, relate **NBC News**. Toni Braxton a expliqué à ses 1,9 million d'abonnés qu'elle considérait que Twitter n'était "plus un espace sûr" pour elle, ses enfants et "les autres personnes de couleur". Des anonymes aussi quittent Twitter. Les plus technophiles "se rallient à Mastodon", qui "ne peut être contrôlé par une société ou par un milliardaire de l'espace", explique **The Guardian**. La plateforme décentralisée "a gagné 230 000 utilisateurs depuis le 27 octobre", dit à **CNN** son développeur allemand, Eugen Rochko. Ses 655 000 utilisateurs actifs sont cependant encore loin des 238 millions d'utilisateurs de Twitter...

Elon Musk lorgnait également des marchés du Pentagone, et s'est rendu compte que les coups d'éclat publics pouvaient aider. En 2014, il a fait les gros titres pour avoir descendu en flammes, devant le public clairsemé d'une audition parlementaire, la coentreprise entre Lockheed Martin et Boeing, les deux géants de l'aérospatiale qui fournissaient des fusées à l'armée de l'air, dénonçant un "monopole" qui, selon lui, pesait bien trop lourd sur les contribuables.

"Elon demandait qu'on lui donne une chance", explique Scott Pace, ancien responsable de la Nasa qui était intervenu lors de cette audition. Ce qu'a fait le Pentagone, et Elon Musk a tenu parole. Ses fusées Falcon, révolutionnaires et partiellement réutilisables, coûtaient beaucoup moins cher. Huit ans plus tard, Elon Musk est le Goliath de l'industrie spatiale.

Kevin McCarthy, député de Californie et chef de file des républicains à la Chambre des représentants, lui donne du "cher ami". En juin, Elon Musk, qui a récemment quitté la Californie pour s'installer au Texas, a annoncé qu'il donnait sa voix à Mayra Flores lors d'une primaire pour les législatives – ajoutant que c'était la première fois qu'il votait républicain. Il a également reproché aux démocrates d'être trop extrêmes et à la botte des syndicats.

Certains législateurs républicains doutent cependant que son engouement pour le Great Old Party [autre nom du Parti républicain] dure très longtemps. "C'est encore un de ces artistes à la con", lâchait à son sujet Donald Trump en juillet dans un meeting en Alaska.

L'un des rares points sur lesquels les deux partis s'entendent est que, sur certaines questions vitales, notamment pour ce qui est de la sécurité nationale, les États-Unis ne devraient pas s'en remettre à un seul individu ou à une seule entreprise. Et le gouvernement prend des mesures pour limiter sa dépendance à l'égard de Musk.

Mesures d'incitation. La Nasa a financé la navette Starliner de Boeing pour concurrencer SpaceX dans le transport des astronautes. (La fusée Blue Origin de Jeff Bezos, propriétaire du *Washington Post*, est également en lice pour les contrats de la Nasa.) Selon des responsables de la Nasa, les retards à répétition et l'augmentation du coût de Starliner expliquent que SpaceX se soit imposé.

En août, la Commission fédérale des communications (FCC) a refusé une subvention de 900 millions de dollars [910 millions d'euros] à Starlink, le fournisseur d'accès à Internet par satellite de SpaceX, pour apporter le haut débit dans des zones rurales. Le Congrès encourage aussi Ford et d'autres constructeurs à produire des voitures électriques. Depuis peu, seules les voitures neuves de moins de 55 000 dollars bénéficient de la subvention gouvernementale de 7 500 dollars. La plupart des modèles Tesla sont plus chers. Mais Elon Musk pourra encore profiter de nombreuses mesures d'incitation, y compris pour ses stations de recharge électrique.

Ses superchargeurs sont déployés dans 46 pays. Elon Musk déteste être dépeint "comme un escroc qui ne devrait sa survie qu'à la manne de l'État", souligne Eric Berger, auteur de *Liftoff* ["Décollage", non traduit en français], une histoire de SpaceX. "Il considère l'État comme une épée à double tranchant" qui peut lui être utile, mais dont la bureaucratie le ralentit. "Il est vraiment frustré par le nombre étourdissant d'agences fédérales avec lesquelles il doit traiter."

"Ces salopards", c'est ainsi qu'Elon Musk désigne les responsables de la Securities and Exchange Commission (SEC) [le régulateur américain des marchés financiers]. Elon Musk et Tesla se sont vu infliger chacun une amende de 20 millions de dollars après que le milliardaire a prétendu sur Twitter disposer d'un "financement assuré" pour retirer son entreprise de la Bourse pour 420 dollars par action, alors que ce n'était pas vrai. La SEC enquête aussi

AU-DELÀ DU FAIT QU'ILS NE SOUHAITENT PAS SE LE METTRE À DOS, BEAUCOUP À WASHINGTON SOUHAITENT TRAVAILLER AVEC LUI.

sur son offre de rachat de Twitter. L'avocat de l'homme d'affaires a déclaré devant un juge que la SEC essayait "de bâillonner et de harceler" son client parce qu'il "critique ouvertement le gouvernement".

Rares sont ceux qui ont envie de se retrouver dans le collimateur du milliardaire. C'est ce qui est arrivé à Joe Biden, qui ne pas l'a pas convié à une conférence de la Maison-Blanche sur les véhicules électriques en août 2021. Dans un tweet, Musk a jugé que ce camouflet était "un nouveau palier d'absurdité", accusant Biden d'être sous la coupe des syndicats.

Au-delà du fait qu'ils ne souhaitent pas se le mettre à dos, beaucoup à Washington admirent ses réussites et souhaitent travailler avec lui. Au Pentagone, nombreux sont ceux qui voient en lui une arme secrète. Grâce à son système de satellites Starlink, les soldats ukrainiens sont informés en temps réel des cibles militaires; d'autres pays étudient comment il pourrait renforcer leur défense.

Parallèlement, le milliardaire travaille sur tout un éventail de nouveaux projets, allant de robots capables de préparer les repas à des plans de colonisation de Mars.

Pour l'historienne Jill Lepore, la puissance d'Elon Musk ne ressemble à rien de ce que les États-Unis ont pu connaître jusqu'à présent. "Nous devrions nous inquiéter, non parce qu'il est inévitable que son pouvoir d'influence devienne néfaste, mais parce qu'il est inévitable qu'il devienne énorme."

—Mary Jordan

Publié le 28 octobre



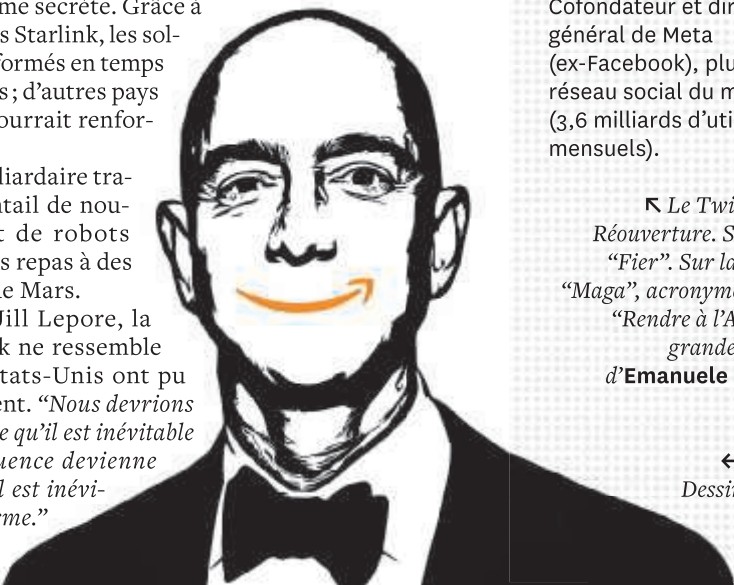
DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Dès juillet 2015, *Courrier international* faisait sa une sur les dangers potentiels de la tech, "Internet plus fort que les États".



En avril puis en août 2016, la cible devenait la Silicon Valley et ses velléités hégémoniques.



Décryptage

Wanted, les milliardaires de la tech

Parmi les 40 premières fortunes mondiales de l'indice des milliardaires de Bloomberg, 11 sont issues de la technologie et 9 font leurs affaires depuis les États-Unis. Mais la culture libertarienne progressiste de la Silicon Valley n'est plus guère de mise.

LES AGITÉS

Elon Musk

51 ANS, AMÉRICAIN (NÉ EN AFRIQUE DU SUD)
1^{er} fortune mondiale (195 milliards de dollars, dont l'immense majorité en actions Tesla et SpaceX)
 Cofondateur et PDG de la société astronautique SpaceX, PDG de la société automobile Tesla, cofondateur de la société d'implants cérébraux Neuralink, propriétaire de Twitter (depuis le 27 octobre 2022).

Jeff Bezos

58 ANS, AMÉRICAIN
3^e fortune mondiale (115 milliards de dollars)
 Fondateur et président du conseil d'administration du géant de l'e-commerce Amazon, fondateur de l'entreprise spatiale Blue Origin.

Mark Zuckerberg

38 ANS, AMÉRICAIN
2⁹e fortune mondiale (35,1 milliards de dollars)
 Cofondateur et directeur général de Meta (ex-Facebook), plus grand réseau social du monde (3,6 milliards d'utilisateurs mensuels).

↖ Le Twitter d'Elon. Réouverture. Sur la veste: "Fier". Sur la casquette: "Maga", acronyme anglais de "Rendre à l'Amérique sa grandeur". Dessin d'Emanuele del Rosso, Italie.

← Jeff Bezos. Dessin de Falco, Cuba.

LES PHILANTRO-CAPITALISTES

Bill Gates

67 ANS, AMÉRICAIN
5^e fortune mondiale (107 milliards de dollars)
 Cofondateur du géant de l'informatique Microsoft et de la Fondation Bill et Melinda Gates (qui revendique 65,6 milliards de dollars d'investissements caritatifs depuis sa création).

Sergey Brin

49 ANS, AMÉRICAIN (NÉ EN RUSSIE)
11^e fortune mondiale (78,4 milliards de dollars)
 Cofondateur et président d'Alphabet (maison mère de Google), cofondateur de la Fondation Brin Wojcicki et "l'un des plus généreux des milliardaires de la tech", selon le magazine indien *Sugermint* (en 2015, il a donné 355 millions de dollars à l'université de Cambridge pour l'intelligence artificielle et le *machine learning*).

LES SOUTIENS DES RÉPUBLICAINS

Larry Ellison

78 ANS, AMÉRICAIN
7^e fortune mondiale (90,5 milliards de dollars)
 Cofondateur, directeur de la technologie et président du conseil d'administration du géant du logiciel Oracle, administrateur de Tesla. L'un des principaux donateurs du Parti républicain (21 millions de dollars cette année, selon Bloomberg).

Michael Dell

57 ANS, AMÉRICAIN
24^e fortune mondiale (45,6 milliards de dollars)
 Fondateur et PDG de l'entreprise informatique Dell,

entré dans le classement de *Fortune* dès l'âge de 27 ans comme "plus jeune patron d'entreprise", selon *La Libre Belgique*. Il a soutenu Elon Musk, "l'homme dans l'arène" - référence au célèbre discours de Roosevelt. Donateur régulier du Parti républicain.

LES POSTLIBERTARIENS

Larry Page

49 ANS, AMÉRICAIN
9^e fortune mondiale (81,8 milliards de dollars)
 Cofondateur de Google, fan du festival Burning Man, il investit des millions de dollars dans les start-up de voitures et taxis volants Zee Aero et Kittyhawk.

Steve Ballmer

66 ANS, AMÉRICAIN
10^e fortune mondiale (79,3 milliards de dollars)
 PDG de Microsoft de 2000 à 2014, propriétaire de l'équipe de basket de NBA des Los Angeles Clippers, il investit dans des fonds pour la diversité.

LES FORCÉMENT DISCRETS

Zhang Yiming

39 ANS, CHINOIS
22^e fortune mondiale
 Fondateur de ByteDance, maison mère du réseau social TikTok.

Jack Ma

(MA YUN DE SON NOM CHINOIS), 58 ANS, CHINOIS
36^e fortune mondiale (29 milliards de dollars)
 Fondateur et PDG jusqu'en 2019 du site de e-commerce chinois Alibaba, le plus célèbre "disparu" de la tech chinoise (réapparu cet été, lire p. 37).



CARTOON MOVEMENT

LES MAGNATS SONT LÂCHÉS

Le rachat de Twitter montre la puissance et l'arrogance d'Elon Musk et de ses pairs. Les milliardaires de la tech sont en train d'amasser un pouvoir démesuré, rivalisant dans certains domaines avec les États.

↑ Dessin de Hajo, Pays-Bas.

—The New York Times (extraits)
New York

Oublions un instant la tragédie interminable, les bots, les brusques retournements de situation, le spectacle, le supposé risque pour la république et tout ce qui nous est cher. Ce qu'il y a de plus important au sujet de l'achat de Twitter par Elon Musk, c'est ce qui suit : les magnats sont lâchés.

Autrefois, lorsqu'un patron du secteur de la technologie voulait acheter quelque chose de gros, il lui fallait une entreprise pour le faire. Steve Case avait utilisé AOL pour acheter Time Warner. Jeff Bezos a acquis Whole Foods pour Amazon. Mark Zuckerberg s'est servi de Facebook pour mettre la main sur Instagram, WhatsApp, Oculus et ainsi de suite.

Il n'en va pas de même du rachat de Twitter par Elon Musk, pour 44 milliards de dollars, un

rachat enfin devenu réalité le 2 novembre, six mois après qu'il a approuvé le contrat. Cette fois, c'est un homme seul qui s'offre personnellement ce que 240 millions de gens dans le monde utilisent régulièrement. Bien qu'il y ait d'autres investisseurs, Elon Musk exercera un contrôle absolu sur le destin de ce réseau social.

Tout cela s'est fait sur un coup de tête, une impulsion. Mais, même selon les critères de la Silicon Valley, où l'on a coutume d'engloutir négligemment des milliards dans des projets balbutiants – et comparé au compte en banque d'Elon Musk, qui est bien souvent présenté comme l'homme le plus riche du monde –, 44 milliards de dollars, c'est quand même un paquet de petite monnaie.

Et son rachat de Twitter est un geste d'une extraordinaire témérité – preuve qu'il est convaincu de pouvoir à lui seul corriger ce réseau de communication qui a résisté à tous les efforts pour en faire quelque chose de vraiment

rentable, une plateforme engluée dans la controverse sur les limites de la liberté d'expression, et ce pratiquement depuis sa fondation en 2006.

Mais si vous avez des milliards de dollars en poche ces temps-ci, il est probable que vous ne manquiez pas non plus de confiance en vous. La fortune d'Elon Musk provient du constructeur de voitures électriques Tesla, dont il a fait l'instrument le plus efficace pour changer le rapport des Américains à l'automobile, mission ardue s'il en est. Chacun de son côté, Elon Musk et Jeff Bezos rivalisent pour ressusciter le programme spatial, lequel, dans les années 1960, était jugé trop important et trop onéreux pour être géré par qui que ce soit d'autre que l'État fédéral.

Mark Zuckerberg a rebaptisé Facebook Meta et orienté son entreprise vers un nouvel objectif, qui serait de créer un monde virtuel où les gens vont désormais "vivre". Peter Thiel, cofondateur de la société de paiement PayPal, qui a été l'un des premiers à investir dans Facebook, est devenu le principal contributeur de la campagne pour les élections de mi-mandat, injectant des dizaines de millions de dollars pour soutenir les candidats de droite au Congrès. Les candidats républicains aux postes de sénateurs de l'Ohio et de l'Arizona sont deux de ses anciens employés.

Pour Richard Walker, historien spécialiste de la Silicon Valley qui enseigne la géographie économique à l'université de Californie à Berkeley, on assiste à un glissement du centre de gravité du pouvoir. "En ce nouvel âge doré [Gilded Age, époque de forte croissance et d'immenses inégalités à la fin du XIX^e siècle], nous sommes les jouets des milliardaires plutôt que des grandes entreprises qui incarnaient le XX^e siècle, commente-t-il. Et ce sont les titans de la technologie qui mènent la danse."

Même les gens qui suivent de près la scène technologique depuis des décennies peinent à trouver des précédents à l'achat de Twitter par Elon Musk. "La plupart des types bâtissaient de grandes entreprises, prenaient leur retraite et créaient des fondations géantes pour faire don de

Polémique

Des terres pour faire joujou

●●● Une "gentrification rurale extrême" serait à l'œuvre dans l'ouest des États-Unis. Citée par **The Washington Post**, cette expression évoque la concentration toujours plus grande de terres entre les mains de quelques dizaines de propriétaires, dont des magnats comme Bill Gates ou Jeff Bezos, qui détiennent des centaines de milliers d'hectares. Notamment dans les immenses espaces du Montana, du Wyoming et de l'Idaho. "L'Ouest, territoire phare du grand récit américain, conserve un attrait tout particulier, écrit le quotidien. Pour ces hommes riches – car ce sont surtout des hommes –, il n'y a pas plus belle résidence secondaire qu'un ranch de nabab dans lequel réaliser ses rêves d'enfant en jouant au cow-boy." Pour les ultrariches, "le ranch, c'est un peu comme un yacht, en mieux : ça prend de la valeur, et puis c'est plus grand".

Contrepoint

En Chine, le temps de Ma Yun est révolu

●●● Espagne, Autriche, Pays-Bas... Le milliardaire Jack Ma (Ma Yun de son nom chinois) a été vu cet été voyageant à travers l'Europe, selon **Bloomberg**. Le fondateur d'Alibaba et du groupe de services financiers Ant "avait disparu de la scène publique pendant près de deux ans" après avoir critiqué, en 2020, les autorités financières de son pays. Son groupe avait subi une année de "restructuration sévère", et Jack Ma avait, selon le **Wall Street Journal**, décidé de s'en défaire totalement. "Briser le lien entre l'argent et le pouvoir", "éradiquer le terreau de la corruption", les mots d'ordre du Parti communiste chinois (PCC) ont justifié une

reprise en main des principaux mastodontes de la technologie chinoise. Depuis le 20^e Congrès du PCC, en octobre, le nouveau mot d'ordre du secrétaire général, Xi Jinping, prolonge cette tendance, avec "l'encadrement des modes d'accumulation de la richesse". Il s'agit "sans doute de se débarrasser de certaines personnes pour en mettre d'autres à la place, qui devront s'appuyer sur le pouvoir pour réussir", selon un commentateur cité par **Radio Free Asia**. D'ailleurs, ajoute-t-il, Ma Yun, qui "avait entre ses mains les données de 1,4 milliard de Chinois, n'aurait pas pu réussir sans le soutien du pouvoir".

leur argent, décrit Michael S. Malone, auteur qui a retracé l'histoire d'Apple, d'Intel et d'autres sociétés. *Personne n'a fait quelque chose de ce genre.* Il se dit néanmoins en faveur de l'assouplissement des règles de Twitter que prône Elon Musk : "Une fois ouvert en grand, le réseau va être encore plus fou et plus amusant." Elon Musk, qui a démantelé le service des relations publiques de Tesla, n'a pas répondu à notre message l'invitant à s'exprimer sur la question.

Les riches ont toujours voulu posséder des médias, une tradition que les titans de la technologie perpétuent. Jeff Bezos a acheté le *Washington Post* pour 250 millions de dollars. Marc Benioff,

"NOUS SOMMES LES JOUETS DES MILLIARDAIRES PLUTÔT QUE DES GRANDES ENTREPRISES QUI INCARNAIENT LE XX^e SIÈCLE"

Richard Walker,
SPÉCIALISTE DE LA SILICON VALLEY

de Salesforce, est propriétaire du magazine *Time*. Pierre Omidyar, d'eBay, a développé son propre empire médiatique.

Depuis le début, Elon Musk maintient qu'il n'a pas cherché à racheter Twitter parce qu'il chasse les trophées, par jeu ou afin d'augmenter sa richesse nette. Au lieu de cela, il dépeint ses intentions avec une rare grandiloquence. "Il est extrêmement important pour l'avenir de la civilisation de disposer d'une plateforme publique largement inclusive et qui suscite un maximum de confiance", a déclaré l'entrepreneur en avril après avoir conclu l'accord. Pour moi, ce n'est absolument pas une question économique."

Ça l'est devenu, pourtant, quand il s'est aperçu, avec la chute consécutive du marché, que la transaction lui coûtait beaucoup plus cher qu'elle n'aurait dû. Les analystes ont estimé que Twitter ne valait pas 44 milliards de dollars, mais 30 milliards, voire moins. Pendant quelques mois, Elon Musk a tenté de se retirer de l'accord.

Impossible d'échapper aux rebondissements : l'achat de Twitter par Elon Musk, puis son refus d'acheter le réseau, puis le fait qu'il se soit retrouvé obligé de l'acheter quand même – le tout en direct sur Twitter. Le paroxysme, ou peut-être le plus navrant, est survenu ce mois-ci quand Elon Musk a présenté un parfum du nom de *Burnt Hair* [Poil brûlé], décrit sur son site web comme "l'essence du désir répugnant".

"S'il vous plaît, achetez mon parfum, pour que je puisse acheter Twitter", a tweeté Elon Musk le 12 octobre, recueillant près de 600 000 likes. Ce qui a fonctionné, en apparence ; le parfum est maintenant indiqué comme "épuisé" sur son site. Trente mille personnes ont-elles vraiment payé 100 dollars chacune pour un flacon ? Ce parfum sera-t-il vraiment fabriqué et commercialisé ? Il est difficile de dire où s'arrête la blague, et c'est peut-être le but.

Richard Walker s'inquiète pour l'avenir. "Il n'existe aucun contrepois aux nouveaux magnats des affaires, constate-t-il. Les syndicats, les associations et les médias locaux sont aujourd'hui très affaiblis. Le grand public est coupé de ces influences positives et submergé par la désinformation."

Si le rachat de Twitter par Elon Musk est synonyme d'un commencement, il représente aussi une fin, d'une certaine façon. Les autres réseaux sociaux sont solidement tenus par leurs fondateurs par le biais des structures d'actionariat de leurs entreprises. Personne ne pourrait enlever Facebook à Mark Zuckerberg sans son accord, ni Snap à son principal cofondateur, Evan Spiegel.

"Ce qu'il y avait d'unique, avec Twitter, c'est que personne ne le contrôlait véritablement", rappelle Richard Greenfield, analyste des médias chez LightShed Partners. Et maintenant, il appartient dans son intégralité à une seule personne." Il fait cependant preuve d'un optimisme relatif, espérant qu'Elon Musk améliorera le site d'une manière ou d'une autre. Ce qui, à terme, aura ses propres conséquences. "Si la transaction se révèle faiblement fructueuse, ajoute Richard Greenfield, d'autres milliardaires vont vouloir faire de même."

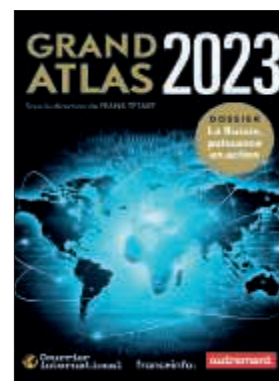
— **David Streitfeld**
Publié le 28 octobre

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>



19,90 €*

Collection dirigée par
Frank Tétart Format

Grand Atlas 2023

Le Grand Atlas 2023 fait le point sur l'actualité géopolitique mondiale. Les 50 thèmes abordent les enjeux politiques de l'année, les conflits en cours et les défis de la mondialisation. En plus, un dossier spécial pour fêter les 10 ans.

- Format : 20 x 29,5 cm
- 144 pages

L'agenda 2023

La rédaction de *Courrier international* à imaginé pour vous un agenda original.

- Septembre 2022 à décembre 2023
- Format : 145 mm x 210 mm
- 144 pages
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque-page

9,90 €*



Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2022 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

Le philanthrocapitalisme de Bill Gates n'a pas changé le monde

Même si le fondateur de Patagonia a fait don de son entreprise au profit de la lutte contre le réchauffement climatique, le capitalisme caritatif, ce mouvement lancé par Bill et Melinda Gates, est de plus en plus critiqué.

Pour un Yvon Chouinard, combien de Bill Gates? "La Terre est désormais le seul actionnaire de Patagonia", annonçait crânement le patron de Patagonia le 14 septembre au **New York Times**.

Le transfert de propriété de sa marque de vêtements de plein air, "valorisée à 3 milliards de dollars", à un trust et à un organisme sans but lucratif chargés de lutter contre le changement climatique remettait sur le devant de la scène le philanthrocapitalisme. Ce néologisme, dont Bill Gates et Warren Buffet sont les parangons, entend appliquer les principes du capitalisme au domaine caritatif.

Deux jours plus tard, le magazine **Time** tressait des lauriers à Chip Wilson, le fondateur de la marque canadienne Lululemon, qui donne 75 millions d'euros, "son plus grand don philanthropique - et l'un des plus importants parmi les milliardaires du Canada -, pour protéger de vastes étendues de nature sauvage dans l'ouest du pays". Une générosité intéressée, explique Chip Wilson: "Je ne peux pas imaginer meilleur placement pour les personnes dont le temps est précieux et qui veulent quelque chose qui dure pour toujours."

Doit-on vraiment applaudir le "nouveau capitalisme" revendiqué par Yvon Chouinard, interroge le magazine allemand **54books**? Derrière l'apparente "bonne nouvelle", la "plus grande donation à une association à but non lucratif de l'histoire des États-Unis" permet tout simplement à la famille Chouinard d'"économiser une somme d'impôts énorme".

Le *charity business* a connu son âge d'or au tournant du siècle, avec la naissance de la Fondation Bill et Melinda Gates en 2000. Le fondateur de Microsoft et sa femme (dont il s'est séparé depuis) entendaient améliorer les soins de santé, réduire la pauvreté dans le monde et développer les technologies de l'éducation aux États-Unis.

La défense du capitalisme caritatif a culminé en 2010 avec le lancement par Bill et Melinda Gates et Warren Buffet de la plateforme Giving Pledge. Quarante des personnes les plus riches d'Amérique s'engageaient à donner "la majorité de leur fortune" pour résoudre les problèmes les plus urgents de la planète. Cependant, le magazine **Vox** tirait un bilan "décevant" d'une décennie de dons. Certes, "des centaines de milliardaires ont signé, dont Bloomberg et d'autres



REVUE
DE PRESSE

grands noms, comme Mark Zuckerberg, Elon Musk et MacKenzie Bezos [l'ex-femme de Jeff Bezos]".

Cependant, Bill Gates et Warren Buffet "sont encore plus riches", et les ultrariches toujours plus nombreux. "Une vague de scepticisme public s'élève pour remettre en question la charité des milliardaires. Le public doute qu'elle obtienne des résultats et même qu'il s'agisse vraiment de philanthropie."

Au forum de Davos d'avant la pandémie, l'historien néerlandais Rutger Bregman s'était rendu célèbre en dénonçant l'hypocrisie des plus riches et en leur demandant de "cesser de parler de philanthropie et de commencer à parler d'impôts".

—**Courrier international**

→ Bill Gates.
Dessin de **Petar Pismestrovic** paru dans **Kleine Zeitung**, Vienne.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Elon Musk, l'homme qui décide plus vite que son ombre. Caprice de milliardaire ou impulsion visionnaire? Depuis qu'il a annoncé vouloir s'offrir Twitter pour 44 milliards de dollars, le très controversé patron de Tesla et de SpaceX joue avec les nerfs des investisseurs.

Contrepoint

La "mafia" PayPal

●●● Non, Elon Musk n'est pas tout seul, souligne le magazine américain **The New Republic**: il est secondé et parfois conseillé par des anciens collègues de la Silicon Valley qui partagent les mêmes opinions réactionnaires. Parmi ceux que le magazine américain de gauche n'hésite pas à nommer la "mafia PayPal", car ils ont tous travaillé pour la société de paiement en ligne, figurent notamment le milliardaire Peter Thiel, cofondateur de PayPal et de Palantir, le capital-risqueur et médiatique candidat républicain au siège de sénateur de l'Ohio J. D. Vance ou encore le financier David Sacks, "qui utilise sa fortune et son entourage pour tenter d'unir conservateurs et gauchistes repentis dans un mouvement réactionnaire contre le libéralisme".

Le magazine insiste sur le glissement idéologique de David Sacks, un "ancien libertarien devenu populiste", et estime qu'il est aujourd'hui l'un des fers de lance d'une "nouvelle sensibilité d'extrême droite qui a émergé avec le réalignement politique qui s'est opéré pendant l'ère Trump et la pandémie de Covid-19".

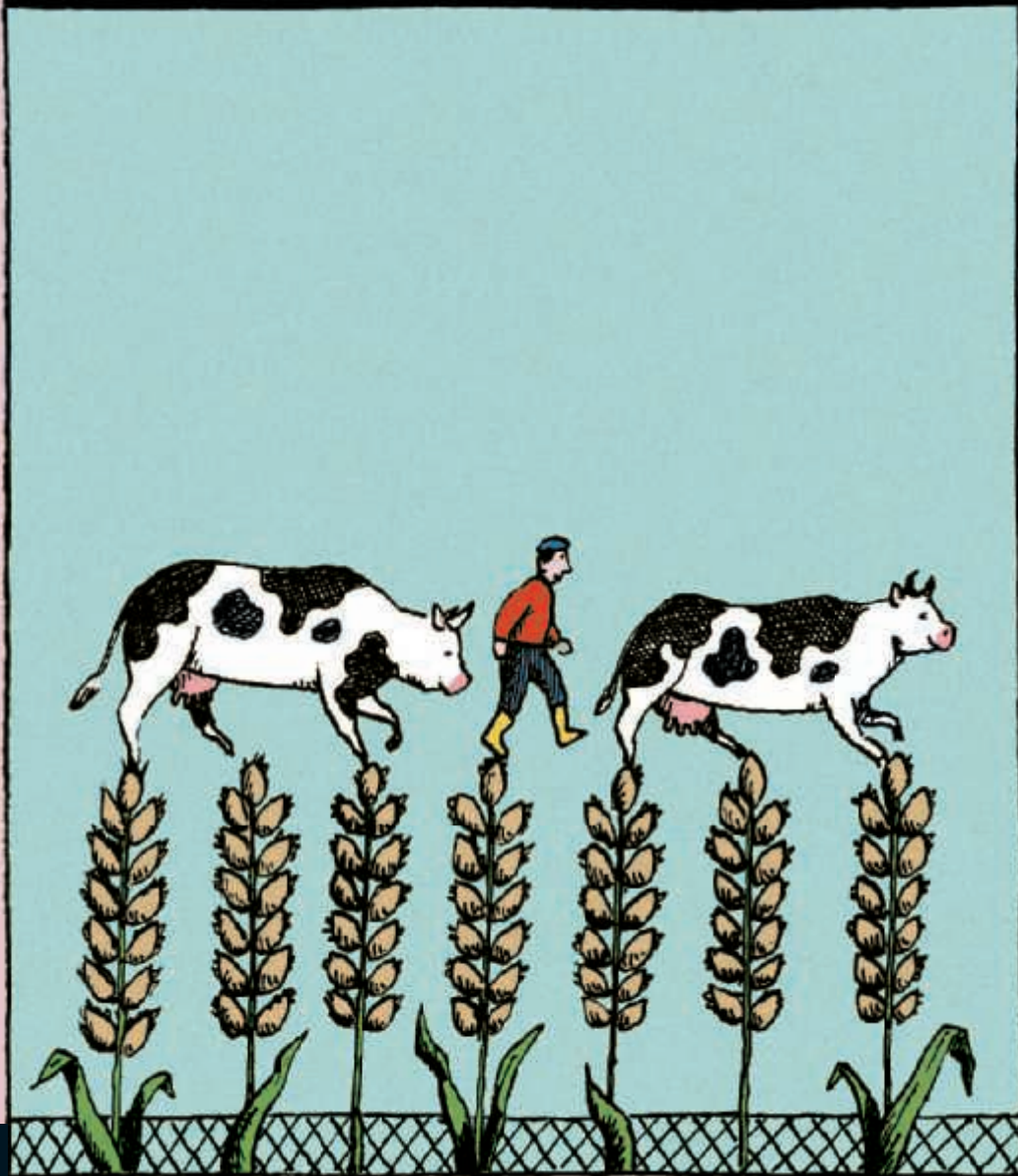
Une force réactionnaire qui mêle "isolationnisme et nationalisme en matière de politique étrangère, une forte suspicion à l'égard de l'État profond et une critique radicale du camp démocrate", coupable à ses yeux de n'avoir pas su juguler une criminalité galopante et défendre les intérêts de la classe populaire. Une ligne que ces magnats de la tech n'hésitent pas à défendre à coups de millions de dollars de dons à des initiatives politiques antiprogressistes, et en finançant les campagnes des candidats les plus extrémistes du Parti républicain.





Renoncer au labour pour ressusciter les sols

Agronomie. L'agriculture régénératrice a fait ses preuves, mais elle se développe lentement. La flambée du prix des engrais, associée au dérèglement climatique, pourrait changer la donne.



—**Financial Times**
(extraits) Londres

Des petites orchidées sauvages au cri des fauvettes, rien n'échappe à l'attention de Jake Fiennes alors qu'il passe en revue une bande fleurie bordant un champ d'orge de printemps. Le domaine de Holkham s'étend sur plus de 10 000 hectares dans l'est de l'Angleterre, et Jake Fiennes est responsable de sa conservation.

La création d'une zone tampon comme cette prairie de fauche réduit certes la superficie du champ, mais elle stimule sa biodiversité et améliore la qualité du sol sous-jacent. De ce fait, explique-t-il, même si la diminution de la surface peut se traduire par des récoltes en baisse, les profits, eux, sont plus importants, car les coûts des intrants sont moindres, et les rendements en légère augmentation.

La gestion des sols pratiquée par Jake Fiennes et par un certain nombre d'agriculteurs partageant les mêmes idées que lui revient à "rapprocher l'agriculture de la nature". Ses méthodes s'inscrivent dans le cadre plus large d'un mouvement en faveur

d'une agriculture régénératrice, qui vise à restaurer les écosystèmes naturels épuisés par l'agriculture conventionnelle pour, en fin de compte, produire des aliments de manière plus durable. "Une nourriture produite en collaboration avec la nature plutôt que contre elle", résume-t-il.

Qu'il s'agisse de restaurer des zones humides ou de faire revenir des espèces d'oiseaux, des fleurs sauvages et des populations d'insectes menacées, l'objectif est de faire de l'agriculture une solution à la crise environnementale, et non l'une de ses principales causes.

La grande priorité de l'agriculture régénératrice est de protéger le sol en tant qu'habitat d'un riche écosystème de micro-organismes et en tant que puits de carbone. Le but est de rendre les sols plus productifs, mais aussi plus résistants aux chocs climatiques, en particulier aux températures élevées, aux sécheresses et aux inondations qui se répètent de plus en plus souvent, avec une gravité accrue.

Après avoir été longtemps marginalisés, Jake Fiennes et ses pairs ont vu augmenter, ces

dernières années, le nombre de gens réceptifs à leurs idées. La flambée du coût des engrais et des pesticides à cause de la guerre en Ukraine ainsi que la menace croissante que représente le dérèglement climatique poussent en effet les agriculteurs à rechercher des solutions de remplacement aux méthodes agricoles conventionnelles.

Cependant, il n'est pas simple de prendre ses distances avec l'agriculture industrielle. Pendant des décennies, on a accepté dans le monde entier des méthodes de production intensives utilisant de puissants

L'objectif est de faire de l'agriculture une solution à la crise environnementale.

engins déployés sur de vastes étendues de terre et de grandes quantités d'engrais et de pesticides de synthèse.

Cette quête effrénée d'efficacité et de rendement a permis à des pays comme les États-Unis, le Brésil et la Russie de devenir de grandes puissances exportatrices de denrées alimentaires. Ce type

d'agriculture a longtemps été considéré comme l'épine dorsale des chaînes d'approvisionnement alimentaire mondialisées, et jugé nécessaire pour réduire la faim dans le monde et accompagner la croissance démographique.

Par ailleurs, en dépit de l'enthousiasme croissant pour des approches plus respectueuses de la nature, la tentative ratée du Sri Lanka de devenir le premier pays complètement "bio" au monde en 2021 a mis en lumière les risques liés à un changement soudain des pratiques sans préparation adéquate.

Jake Fiennes insiste sur le fait qu'il n'essaie pas de réinventer la roue. Cet homme de 52 ans a pour mission de conseiller les décideurs politiques, les dirigeants agricoles et les organisations environnementales. Il explique : "Au cours des cinquante dernières années, nous avons été portés par le souci d'accroître la production, la productivité et les produits de base bon marché. Ce que nous avons perdu dans cette course à la productivité, c'est l'habitude d'échanger les connaissances et les pratiques."

Avant que l'avènement de la charrue moderne ne permette

d'augmenter les récoltes, l'agriculture perturbait peu le sol. Le labour conventionnel, qui consiste à déloger et à détruire les mauvaises herbes et à libérer les éléments nutritifs du sol, permet d'améliorer les rendements à court terme, mais à long terme, il brise la structure du sol et le prive des micro-organismes essentiels à la vie des plantes. Il diminue également sa capacité à retenir les nutriments et l'eau, ce qui entraîne une augmentation des ruissellements chimiques, de l'érosion et des quantités de dioxyde de carbone libéré dans l'atmosphère.

"Le labour est à l'agriculture ce que la fracturation hydraulique est au pétrole", résume Dwayne Beck, un pionnier du semis direct. Avant de prendre récemment sa retraite, il dirigeait la ferme expérimentale de Dakota Lakes, dans le Dakota du Sud [aux États-Unis]. À ce titre, il a passé les trente dernières années à étudier les effets du labour et de la rotation des cultures. "Ce que nous faisons avec le labour, c'est briser le sol pour en extraire des éléments."

L'idée largement partagée que le travail du sol est la

✎ Dessin de Cost paru dans *Le Soir*, Bruxelles.

meilleure façon de faire pousser des plantes a été remise en question avec l'apparition du Dust Bowl ["bassin de poussière"] dans les années 1930, lorsque la culture excessive des sols aux États-Unis [dans la région des Grandes Plaines] – associée à de graves sécheresses – a tellement dégradé la couche supérieure du sol qu'elle a provoqué des tempêtes de poussière empêchant les

“Le labour est à l'agriculture ce que la fracturation hydraulique est au pétrole.”

Dwayne Beck, EX-DIRECTEUR D'UNE FERME EXPÉRIMENTALE

rayons du soleil de passer. Mais il a fallu attendre les années 1970 pour que le semis direct gagne du terrain aux États-Unis. L'intérêt des agriculteurs s'est accru ces dernières années, au fur et à mesure que l'on a mieux compris la relation entre le sol et le carbone qu'il stocke.

Il devient de plus en plus difficile d'ignorer les arguments en faveur d'un passage à l'action. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un tiers des sols de notre planète sont déjà dégradés.

Dans le centre du Dakota du Sud, explique Dwayne Beck, il a été démontré que les méthodes de semis direct entraînaient un bond spectaculaire de la production de certaines cultures sur des sols auparavant appauvris. La production de maïs a été multipliée par cinq et celle de soja par treize entre 1990 et 2017.

Comparant l'élan en faveur du changement à un cargo qui se déplace lentement, Dwayne Beck estime que la transition n'est pas assez rapide. “Parviendrons-nous à effectuer la conversion à temps?” se demande-t-il. Lorsqu'il a commencé à pratiquer le semis direct dans les années 1990, il pensait que cela allait entraîner des changements rapides, mais “il a fallu trente ans pour que cela soit mis en place sur l'ensemble de notre territoire”, dit-il, en faisant référence aux régions agricoles qui s'étendent dans la partie centrale de l'État. “Cela devrait par conséquent mettre beaucoup de temps pour arriver en Europe,

en particulier dans des endroits comme la France et l'Allemagne, où l'on pratique encore largement le travail du sol.”

Bien que les méthodes régénératrices soient de plus en plus adoptées dans le monde, moins de 15 % des terres cultivées le sont selon ce principe, d'après les recherches menées avec ses collègues par Amir Kassam, professeur invité à l'université de Reading, au Royaume-Uni. Entre 2009 et 2019, la superficie occupée par l'agriculture de régénération a presque doublé, pour atteindre 205 millions d'hectares, mais elle reste faible en Europe, en Russie, en Asie et en Afrique.

Le débat est compliqué par les différences, subtiles mais importantes, qui opposent les partisans de l'agriculture régénératrice. Nombre d'entre eux reprochent aux États et à l'agro-industrie d'enraciner l'idée que les sols ont besoin de nutriments chimiques par des mesures incitatives erronées. D'autres (en particulier les tenants de l'agriculture biologique, qui bannit l'utilisation d'engrais, d'herbicides et de pesticides chimiques) font observer que l'agriculture régénératrice utilise encore des herbicides...

Chute des rendements. Une expérience menée en 2021 à l'échelle nationale au Sri Lanka a mis en évidence non seulement la rapidité avec laquelle on peut procéder à une refonte radicale des méthodes agricoles d'un pays, mais aussi le danger de se lancer dans un tel projet sans préparation adéquate. La décision du gouvernement d'interdire brutalement l'importation de tout engrais et pesticide chimiques a fait chuter les rendements du paddy [riz non décortiqué] de 40 % à 50 % dans tout le pays.

Même si, lors de sa campagne pour la présidence, en 2019, Gotabaya Rajapaksa avait promis une “révolution” dans l'utilisation des engrais en raison de leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement, son annonce, une fois au pouvoir, d'interdire les importations d'intrants agricoles a pris de court jusqu'à ses sympathisants.

Cette mesure, qui n'a duré que six mois, a déclenché des

À la une



UNE MANNE POUR LE BURKINA FASO

Un champ de maïs verdoyant, un sac d'engrais biologique en médaillon, et ce titre en une : “L'agroécologie, une solution”. C'est ainsi que le journal d'État burkinabè Sidwaya, dans son édition du 12 octobre, met l'accent sur les pratiques permettant de préserver les terres des petites exploitations agricoles et l'environnement.

problèmes économiques et agricoles en cascade, ce qui aurait, selon certains, plongé le Sri Lanka dans l'une des pires crises économiques de son histoire [elle a poussé Gotabaya Rajapaksa à démissionner en juillet dernier]. En fin de compte, la volte-face du gouvernement a été trop tardive : faute de dollars, le pays n'a pu importer suffisamment d'engrais chimiques. Alors que le Sri Lanka était auparavant autosuffisant en riz, les importations ont explosé. Les organisations humanitaires font le constat alarmant d'une hausse du nombre de personnes qui ne mangent pas à leur faim ; le pays a d'ailleurs demandé à une banque alimentaire régionale de lui fournir du riz en urgence.

Plutôt que de réclamer la mise en œuvre de changements de cap aussi radicaux, de nombreux partisans d'une agriculture régénératrice préconisent une remise à plat des subventions et des techniques de culture.

C'est la possibilité de pratiquer une agriculture régénératrice qui a attiré la société de gestion de fortune néerlandaise Van Lanschot Kempen (qui gère plus de 100 milliards d'euros), lorsqu'elle a investi dans la région de Liverpool Plains, une zone agricole située au nord de Sydney [dans la Nouvelle-Galles du Sud, en Australie]. Plus de 16 000 hectares de terres, qui

appartenaient auparavant à une société minière chinoise, ont été vendus aux enchères pour 120 millions de dollars australiens [77 millions d'euros] à une coentreprise réunissant Kempen et Clean Energy Finance Corporation, une banque verte détenue par le gouvernement fédéral australien, ainsi qu'à douze familles d'agriculteurs locaux.

L'objectif est d'“acheter des sols dégradés pour les ramener à la vie”, explique Richard Jacobs, codirigeant du fonds spécialisé dans les terres agricoles durables chez Kempen, qui met l'accent sur la régénération. Le fonds s'est donc surtout intéressé aux “sols rouges”, moins fertiles, qu'il souhaite enrichir, renforçant leur biodiversité et augmentant leur valeur.

Les investisseurs en agritech s'intéressent de leur côté à la possibilité d'appliquer de nouvelles technologies aux pratiques régénératrices. Sanjeev Krishnan, directeur des investissements chez S2G, une société de capital-risque [américaine] spécialisée dans les technologies agricoles de pointe, indique que sa société a investi environ 200 millions de dollars dans des start-up liées à l'agriculture régénératrice. “Pour moi, l'agriculture régénératrice, c'est faire d'un processus extractif un processus renouvelable”, dit-il, ajoutant qu'en matière d'agritech, “on n'en est encore qu'au tout début”.

Dans le monde, moins de 15 % des terres cultivées le sont suivant ces principes.

Justin Bruch représente la cinquième génération d'agriculteurs dans sa famille ; il a créé Clear Frontier, une société de gestion agricole spécialisée dans l'acquisition de terres et la production biologique dans la Corn Belt [“ceinture de maïs”], aux États-Unis. Selon lui, les intrants biologiques, les équipements et les logiciels permettant de gérer les herbes indésirables ou la fertilité des sols seront indispensables si l'agriculture régénératrice veut rivaliser avec la production de l'agriculture classique.

Mais il est bien conscient des limites inhérentes à l'agriculture régénératrice, lui qui a cofondé

AgFunder, une entreprise de financement participatif spécialisée dans l'agritech : “Je ne connais personne qui ait jamais prétendu vouloir nourrir le monde entier en revenant à un mode de production d'il y a quarante ou cinquante ans. Je ne pense pas que ce soit réaliste. Mais je suis convaincu que [l'agriculture régénératrice] est un pilier du processus. Nous essayons de faire tout ce que nous pouvons, là où nous le pouvons.”

“Médecins du sol”. Ronald Vargas, secrétaire du Partenariat mondial sur les sols de la FAO, admet qu'il est extrêmement difficile de concilier les souhaits contradictoires des nombreux acteurs désireux de façonner l'avenir de l'agriculture et de la production alimentaire. “Beaucoup d'intérêts entrent en jeu, explique-t-il, les agriculteurs veulent augmenter les rendements, le secteur privé a des objectifs qui lui sont propres. Certains ne pensent qu'à produire, produire toujours plus, sans se soucier de l'environnement.”

Pour empêcher ce genre de choses, la FAO encourage les pratiques visant à restaurer la santé des sols dans les pays en développement grâce à des “médecins du sol”, des paysans [formés par la FAO] qui sensibilisent et forment d'autres cultivateurs de leur région. Le programme a porté ses fruits en Thaïlande, au Burkina Faso et au Bangladesh. “Il commence à fonctionner de manière très satisfaisante. Les agriculteurs se font confiance entre eux”, se félicite Ronald Vargas.

Montrer que de telles pratiques peuvent marcher, c'est aussi ce que font Jake Fiennes et d'autres passionnés au Royaume-Uni, où les agriculteurs attendent toujours d'en savoir plus sur la stratégie post-Brexit qui doit remplacer la politique agricole commune européenne [dont les subventions sont indexées sur les surfaces exploitées]. Le gouvernement a déclaré qu'il réexaminait ses programmes, y compris celui qui prévoit de rémunérer les agriculteurs et propriétaires terriens prêts à mettre en valeur la nature [notamment grâce à la reconstitution des espaces naturels ou à la restauration des paysages].

Le problème est qu'il n'existe pas de solution universelle, explique Jake Fiennes. → 42

SCIENCES



41 ← Chaque sol est différent, avec des facteurs environnementaux, un microclimat, une flore et une faune locales qui lui sont propres. “C’est pourquoi nous ne pouvons pas recommander des remèdes qui soient la panacée dans tout le pays. Ça ne marcherait pas.”

Comme la plupart des gens qui expérimentent les méthodes de régénération, il a parfois connu des revers : “C’est tout un apprentissage.” Néanmoins, un nombre croissant d’agriculteurs se montrent réceptifs à son message, surtout lorsqu’ils constatent que son exploitation fait des bénéfices. Au cours de la deuxième année de production, à Holkham, il a enregistré une diminution du coût des intrants, en laissant les parcelles peu rentables de l’exploitation revenir à leur état naturel, et il a accru la biodiversité tout en augmentant la productivité. “Nous sommes dans la troisième année, nous allons disposer de plus de données”, dit-il.

Il a parfois des discussions compliquées avec des agriculteurs lors de ses interventions dans tout le pays ou à l’occasion de visites de groupes à Holkham. Mais une fois qu’il a démontré ce qu’il est possible de faire en changeant de méthodes, beaucoup sont convaincus. “C’est génial de voir à quel point ils sont enthousiastes. Lors de la prochaine crise alimentaire, si nous parvenons à nous en sortir grâce à la biodiversité et à des sols sains, nous serons prêts pour affronter la suite.”

—Emiko Terazono,
Benjamin Parkin
et Nic Fildes

Publié le 9 octobre

SOURCE



FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 900 000 ex.
ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de London Financial Guide, un journal de quatre pages destiné “aux investisseurs honnêtes et aux courtiers respectables”, le Financial Times est aujourd’hui le quotidien financier et économique de référence en Europe. Il a été racheté par le groupe japonais Nikkei en 2015.

Requiem pour les oiseaux sauvages

Ornithologie. La grippe aviaire – qui a nécessité l’abattage de millions de volailles en Europe et au Royaume-Uni – fait aussi rage parmi certaines espèces sauvages.



—The Times Londres

Le grand labbe fait beaucoup de bruit. Par son cri, un “hah-hah” rauque, cet oiseau marin met en garde ceux qui s’approchent de trop près. Surnommé le pirate des mers, il est capable de fondre en piqué sur toute personne qui ose entrer sur son territoire. Mais ces derniers mois, ses aires de reproduction sur les archipels de Saint-Kilda [au large de l’Écosse], des Shetland et des Orcades, ont été bien silencieuses. La grippe aviaire a fait des ravages parmi les grands labbes, des foyers épidémiques ayant tué jusqu’à 85 % des colonies.

James Pearce-Higgins, directeur scientifique du British Trust for Ornithology [Fondation britannique d’ornithologie], craint que cette espèce charismatique ne s’éteigne. “Le Royaume-Uni héberge 60 % de la population mondiale de grands labbes. Si nous en avons perdu 10 % – le chiffre est peut-être bien plus élevé –, la population aura du mal à s’en remettre. Il s’agit d’une espèce qui vit longtemps et se reproduit lentement. Mais si nous avons encore une mauvaise saison l’année prochaine, le risque mondial d’extinction pourrait augmenter considérablement.”

La grippe aviaire est la pandémie dont vous n’avez peut-être pas entendu parler. Le Royaume-Uni et l’Europe – en fait, l’ensemble de l’hémisphère Nord – sont confrontés à la pire épidémie qu’ils aient jamais connue. Depuis un an, quelque 3,5 millions de poulets, de canards et de dindes ont été abattus dans les exploitations britanniques, et 48 millions dans toute l’Europe.

Ce mois-ci [en octobre], dans certaines régions d’Angleterre [et de France, où 41 foyers ont été confirmés dans des élevages fin octobre], l’élevage de volailles en extérieur a été interdit pour la deuxième fois en un an. Résultat : il a fallu changer le marquage des œufs de “poules élevées en plein air” pour en faire des œufs de “poules élevées dans des bâtiments fermés”.

Les répercussions sur les oiseaux sauvages devraient être encore plus importantes. Des cadavres d’oiseaux marins comme les fous de Bassan, les guillemots, les [deux espèces de mouettes du genre] Rissa et les macareux ont été retrouvés près des côtes britanniques, depuis les Hébrides au nord jusqu’aux îles Scilly au sud. Le National Trust [organisme de préservation du patrimoine naturel et architectural] estime

que 50 000 oiseaux pourraient mourir sur les îles Farne, au large du comté de Northumberland. Même certains de nos oiseaux de proie les plus rares, comme le busard Saint-Martin et le pygargue à queue blanche, sont touchés. “Le phénomène n’est pas encore assez grave pour avoir des conséquences à l’échelle de la population de ces oiseaux, mais c’est quelque chose que nous devons surveiller”, tempère James Pearce-Higgins.

Cette crise du patrimoine naturel est causée par le virus H5N1, [responsable d’] une forme de grippe aviaire d’abord apparue dans le sud de la Chine en 1996, puis détectée chez l’homme à Hong Kong l’année suivante, où elle s’est transmise depuis un élevage de volailles. Elle a infecté 18 personnes, six en sont mortes. Cet incident, avec son fort taux de mortalité, a terrifié les autorités sanitaires du monde entier, et c’est l’une des raisons pour lesquelles la planification internationale contre les pandémies – jusqu’à l’apparition du Covid-19 – s’est concentrée presque exclusivement sur la grippe.

Depuis lors, le H5N1 a circulé chaque année dans le monde, se transmettant parfois à l’être humain. Au début de l’année, l’Organisation mondiale de la santé (OMS) a rapporté 863 cas depuis 2003, ayant abouti à 455 décès. En janvier, Alan Gosling, 79 ans, du Devon, a contracté le H5N1 au contact de ses canards musqués, mais en a

Il a infecté les premiers oiseaux marins au sein de colonies très denses, et s’est vite propagé.

guéri. Le mois dernier, ce même virus a contaminé un ouvrier d’un élevage espagnol de Guadalajara.

Paul Digard, virologue au Roslin Institute, près d’Édimbourg, rappelle que le risque pour l’homme est moins important depuis que le H5N1 est apparu, il y a vingt-cinq ans. “Avec le temps, il semble qu’il soit devenu moins infectieux pour les êtres humains. Pour autant, nous ne devons pas le prendre à la légère. Il faut continuer à le surveiller, car il pourrait muter dans l’autre sens.” Il insiste : “Mais pour l’instant, je ne pense pas qu’il représente un grand risque pour la population humaine.”

↳ Dessin d’Alex paru dans La Liberté, Fribourg.

Toutefois, pour les oiseaux sauvages, le virus est devenu plus dangereux. Les années précédentes, les oiseaux aquatiques – en particulier les canards, les oies et les échassiers – avaient été la principale source de grippe aviaire, transportant le virus avec eux lorsqu’ils migraient vers la Grande-Bretagne chaque automne, depuis l’Europe et l’Arctique. Quand ils repartaient vers le sud au printemps, ils emportaient le virus avec eux. Cette année, la situation a changé. “Pour la première fois, nous avons observé le virus tout l’été parmi nos oiseaux sauvages autochtones”, commente Christine Middlemiss, chef des services vétérinaires du Royaume-Uni.

Immunité collective. Quand il a infecté les premiers oiseaux marins, qui vivent sur nos falaises et nos îles, au sein d’immenses colonies, très denses, il s’est rapidement propagé. “Sans doute est-ce dû à des mutations du virus”, postule Paul Digard. Ces changements n’ont pas encore été identifiés – la grippe aviaire n’a pas bénéficié des mêmes moyens que le Covid-19 en termes de séquençage –, mais des chercheurs y travaillent.

Cela étant, comme pour le Covid-19, on peut se demander ce qui va se passer dans les années à venir. “Si le virus cause tant de ravages, est-ce parce qu’il circule dans une population entièrement nouvelle, dépourvue d’immunité ? s’interroge le virologue. Si c’est le cas, on peut espérer que les survivants de l’été dernier seront mieux protégés l’été prochain, et que donc la situation s’améliorera. Maintenant que le virus a persisté pendant tout l’été, il reste à savoir s’il va devenir endémique.” Comme pour le Covid-19, on espère que les populations d’oiseaux vont atteindre l’immunité collective.

Que va-t-il en résulter sur le plan alimentaire ? Va-t-on au-devant d’une pénurie de dindes de Noël ? La chef des services vétérinaires se veut rassurante : “Nous produisons près de 1 milliard de volailles par an pour consommer leur viande. Et pour Noël, nous produisons entre 9 et 10 millions de dindes. Même si c’est catastrophique pour les élevages contaminés, pour l’instant en ce qui concerne les approvisionnements alimentaires, je ne crois pas que cela aura des conséquences importantes.”

—Ben Spencer
Publié le 23 octobre



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Le choc des titans d'Alaska

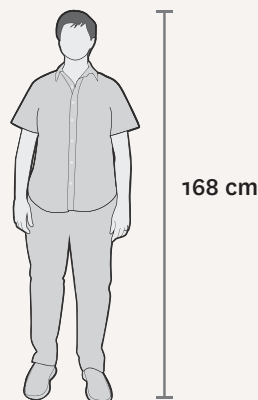
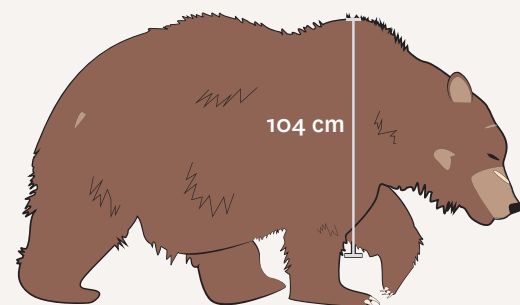
Chaque année, en octobre, la Fat Bear Week met les ours du parc national de Katmai à l'honneur.

Pendant la Fat Bear Week [Semaine du plus gros ours], en octobre, lorsque les ours du parc national de Katmai sont au maximum de leur poids, des centaines de milliers de personnes se rendent sur le site Explore.org pour élire le roi de la saison.

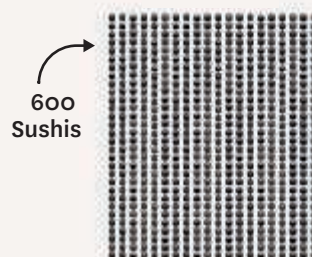
Le plus gros ours, le numéro 747, a la taille d'un grand réfrigérateur américain. Son poids a été estimé à 630 kilos.



Pour vous faire une idée de la corpulence de ces ours, **Chunk**, un gros mâle avec une cicatrice sur le museau, pèserait presque 550 kilos. Soit sept fois plus qu'un Américain adulte moyen.



À cette époque de l'année, un mâle dominant qui s'est trouvé un bon coin de pêche peut attraper jusqu'à 30 saumons rouges par jour. Cela représente environ 70 kilos de poisson. De quoi faire 600 sushis.



N° 32 "CHUNK" ★ Sélectionné 2021
Ours brun, parc national de Katmai

ALYSSA Journaliste humaine, Washington D.C.

La source



THE WASHINGTON POST. Le quotidien américain publie régulièrement des infographies. Celle-ci est issue d'un article paru le 4 octobre, à la veille de l'ouverture de l'édition 2022 de la Fat Bear Week. Cette compétition annuelle vise à élire

l'ours jugé le plus gros du parc national de Katmai. "Mais la Fat Bear Week a une plus grande ambition : promouvoir les initiatives de protection de la nature et préserver les sites comme le parc de Katmai", assure le journal.

360

MAGAZINE

Comment dire les maux du climat • Culture 48

Le centenaire amer de la BBC • Plein écran 50

LES COULEURS DE MEXICO

À perte d'horizon, la capitale mexicaine est un formidable collage de formes et de couleurs. Elle inspire désormais architectes, urbanistes et artistes du monde entier. Visite guidée.

—Die Zeit (extraits) Hambourg

Carlos Matos voudrait bien franchir la clôture. Nous sommes dans une rue qui longe la réserve naturelle rattachée au vaste campus de l'Université nationale autonome du Mexique. Derrière le grillage, d'épaisses broussailles et des arbres nouveaux. Une célèbre construction se cachait quelque part au milieu de la végétation : c'est là que Carlos veut m'emmener. Le lieu, savant mélange de sculpture et d'architecture, est selon lui l'un de ceux qui incarnent le mieux l'esprit d'expérimentation qui règne dans la capitale et la place prépondérante accordée à l'esthétique. Il s'en est d'ailleurs beaucoup inspiré dans ses travaux – Carlos est architecte.

Mais la clôture est haute, le portail est verrouillé, et la réserve est de toute évidence fermée au public aujourd'hui. “Tu te débrouilles en escalade?” me demande Carlos.

Avec près de 22 millions d'habitants [sur l'ensemble de la conurbation], Mexico est la cinquième plus grande ville du monde. C'est un véritable millefeuille de bruits, de couleurs, d'odeurs, de crasse, de lumières, d'embouteillages, d'hommes et de femmes. Et après plusieurs jours dans cette immensité urbaine, la vue d'une poche de nature préservée a de quoi surprendre.

Ceux qui n'ont jamais mis les pieds dans la capitale mexicaine s'imaginent souvent une ville surpeuplée, aride, noyée dans le smog, ravagée par les gangs et bétonnée jusqu'au dernier centimètre carré. Et ce n'est pas totalement faux, dans certains quartiers du moins. Pourtant plus sujette aux précipitations que Londres, Mexico fait partie des dix villes du monde les plus durement frappées par les pénuries d'eau. Cinq millions de voitures polluent l'atmosphère de cette cité perchée à 2200 mètres d'altitude et entourée de montagnes. Le réseau de transports en commun, pourtant bien aménagé, ne dessert pas les faubourgs, où la plupart des habitants vivent dans la promiscuité.

L'écrivain mexicain Jorge Ibarguengoitia [1928-1983] a un jour décrit la ville comme un petit garçon qui grandit vite et fait la fierté de ses parents. Alors que l'enfant mesure déjà 3 mètres à l'âge de 18 mois, personne n'ose rien dire. C'est seulement lorsqu'il dévore sa gouvernante, un beau jour, que quelqu'un trouve enfin le courage de demander à sa mère : avez-vous pensé à consulter un médecin ?

Malgré le poids écrasant de cette énorme population, de nombreux quartiers de la capitale ont réussi à triompher des défis auxquels sont confrontées beaucoup de métropoles. Mexico a su devenir un lieu accueillant. Certains quartiers sont si verdoyants qu'ils prennent des airs de gigantesque parc, et un téléphérique ultramoderne permet de désengorger le trafic dans plusieurs secteurs densément peuplés. Les concepts d'habitat et d'espaces partagés – aussi bien en intérieur qu'en extérieur –, qui → 46



SOURCE



DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire, 612 900 ex.
zeit.de

C'est la publication allemande de référence, une autorité outre-Rhin. Ce (très) grand journal d'information et d'analyse politique, pointu et exigeant,

se distingue aussi par sa maquette et son iconographie très recherchées. Créé en 1946 par la force d'occupation britannique, établi à Hambourg, il appartient au groupe Holtzbrinck. L'article que nous vous proposons ici a été publié dans *Zeit Magazin*, son supplément sur papier glacé.

↓ Un terrain de sport de la ville d'Ecatepec de Morelos, dans la banlieue nord-est de Mexico, vu depuis le téléphérique. Photo Mallika Vora



44 ← sont encore à l'état de projet à Berlin, sont déjà bien implantés dans la capitale mexicaine.

Mexico jouit également d'une renommée croissante sur le plan esthétique. Les créateurs et les architectes du monde entier s'inspirent aujourd'hui de ce savant mélange d'influences précolombiennes, baroques et modernistes, où se croisent les styles colonial et Art nouveau, et les peintures murales. Les matériaux et coloris qui font aujourd'hui fureur auprès des designers parisiens et londoniens – le béton brut, le rouge terracotta, le carrelage terrazzo – sont utilisés depuis longtemps déjà dans la capitale mexicaine. Preuve s'il en est que la vision locale est très prisée, le Metropolitan Museum of Art de New York a confié la rénovation de son aile d'art moderne et contemporain à la jeune architecte mexicaine Frida Escobedo.

Carlos Matos, qui nous guide à travers la réserve naturelle de l'université [après que nous avons escaladé le grillage], fait lui aussi partie de ces jeunes créateurs dont les idées font sensation à l'étranger. Au détour du sentier, les broussailles s'ouvrent tout à coup et laissent apparaître un cercle d'environ 100 mètres de diamètre, formé de 64 prismes à base triangulaire en pierre, de quatre mètres de haut. Sur chacun d'eux, l'une des faces forme une sorte de rampe que l'on peut gravir pour s'asseoir sur l'arête, les jambes pendant dans le vide.

Au centre du cercle, le sol est recouvert de roches provenant du volcan Xitle, situé à quelques kilomètres de là, et quelques fleurs ont poussé sur l'étendue craquelée. Cette construction est l'œuvre d'un collectif de sculpteurs et d'architectes, parmi lesquels Federico Silva [né en 1923]. *"J'aime ce genre de constructions sans finalité évidente, souligne Carlos Matos. Lorsque le portail est ouvert, les étudiants viennent ici pour lire, grimper sur les pierres, faire une sieste. Les amphithéâtres sont comme ça, poursuit-il en dessinant les contours d'une boîte carrée avec ses mains, mais cet endroit, lui, invite à la réflexion, il stimule la curiosité."*

C'est un lieu dont chaque grande ville pourrait rêver : un espace de verdure ouvert à tous, qui invite au partage et au repos. Et, cerise sur le gâteau, une œuvre d'art que l'on peut escalader en toute liberté. Ce cercle minéral fait partie de l'Espacio Escultórico, un jardin de sculptures qui a vu le jour dans les années 1970 sur le campus de l'université, sous la direction de Mathias Goeritz, architecte allemand expatrié au Mexique [1915-1990].

Quelques décennies plus tôt, dans les années 1940, l'architecte Luis Barragán avait conçu non loin de là, toujours dans le sud de la ville, le quartier résidentiel Jardines del Pedregal. Barragán recherchait l'harmonie avec la nature. Dans la Casa Pedregal, par exemple, les terrasses et les sols en pierre volcanique [que les Aztèques utilisaient déjà dans leurs constructions] se confondent presque à la perfection. Les joints qui séparent les carreaux de la terrasse sont volontairement larges, pour permettre à la mousse d'y pousser lorsqu'il pleut – une décoration, aux yeux de l'architecte.

D'après Barragán, les maisons se devaient de ressembler aux jardins, et vice versa. Dans sa propre villa du quartier de Tacubaya [dans l'ouest de la ville], des fenêtres s'étirent jusqu'au sol et laissent pénétrer le vert tropical de la végétation. Sous l'effet du soleil, les vitres jaunes et les murs couleur rose bonbon créent des jeux de couleurs raffinés.

"Cet endroit invite à la réflexion, il stimule la curiosité."

Carlos Matos,
ARCHITECTE

Cette imbrication de la nature et de l'architecture est également présente dans l'Espacio Escultórico. Et Carlos Matos, fils et petit-fils d'architecte, perpétue cette tradition dans son propre travail [en solo ou au sein du Tezontle Studio, qu'il a cofondé en 2015]. *"À Mexico, on peut se permettre de vivre dans des espaces très ouverts sur l'extérieur, on n'est pas obligé de réfléchir en permanence à l'étanchéité de chaque fenêtre"*, confie le jeune homme.

C'est cette liberté de création, et le plaisir d'expérimenter, qui donne à Mexico son aspect kaléidoscopique. Les maisons de la capitale ne sont pas de simples habitations, mais des toiles qui ne demandent qu'à être peintes et à raconter des histoires. C'est ici que Diego Rivera a réalisé ses célèbres fresques et que Frida Kahlo vivait dans une maison bleu azur aux fenêtres vertes encadrées de rouge [qui abrite aujourd'hui un musée consacré à l'artiste].

La bibliothèque universitaire, située non loin de l'Espacio Escultórico, fait également partie des bâtiments préférés de Carlos Matos. Avec sa façade de mosaïque signée Juan O'Gorman [1905-1982], cet édifice cubique des années 1950 est un exemple concret du lien qui unit l'architecture, le relief, les façades et l'art. Pour réaliser cette fresque qui retrace l'histoire du Mexique, O'Gorman a utilisé des pierres colorées venues des quatre coins du pays. L'un des flancs du bâtiment est orné d'un motif en relief d'inspiration aztèque, fait de pierre volcanique.

Carlos Matos est l'un des pionniers d'un nouveau courant artistique qui cherche à ressusciter l'esprit esthétique de Mexico. Il souhaite renouer avec l'héritage architectural local pour s'éloigner du style international qui, dans les années 1990 et 2000, a vu naître dans la capitale des immeubles de bureau qui auraient parfaitement leur place à Bangkok ou à Londres. Si le monde entier semble découvrir Mexico aujourd'hui, c'est peut-être aussi parce que la ville est en train de se redécouvrir elle-même.

Mexico est bâtie sur l'eau. Selon la légende, le dieu Huitzilopochtli aurait ordonné aux Aztèques, jusque-là nomades, de fonder une cité à l'endroit où ils verraient un aigle perché sur un cactus dévorant un serpent. Et c'est après avoir aperçu cet aigle au beau milieu du lac Texcoco qu'ils auraient bâti, au xiv^e siècle, la ville de Tenochtitlán sur plusieurs îlots.

L'ancêtre de Mexico était certainement très pittoresque, avec ses jardins flottants, ses monuments somptueux, ses innombrables digues et ponts. Lorsque les Espagnols ont conquis la ville, en 1521, ils ont détruit la cité aztèque et démoli les temples pour les remplacer par des églises. L'actuelle capitale doit aux conquistadors une grande partie de ses constructions baroques – mais aussi l'assèchement des lacs qui s'étendaient sous ses pieds et tout autour, dont il ne reste plus aujourd'hui que quelques canaux.

La capitale mexicaine s'est agrandie à toute vitesse au début du xx^e siècle, à la faveur de l'industrialisation et de l'exode rural de plus en plus massif. Depuis les années 1950, sa population affiche une croissance exponentielle : elle comptait 13 millions d'habitants en 1980, et près de 22 millions en 2019. Face à l'étalement urbain indispensable pour loger une telle population, les services de collecte et de traitement des déchets ont bien du mal à suivre le rythme. Mais l'un des plus gros problèmes reste l'approvisionnement en eau. Depuis l'assèchement des lacs, il est devenu quasiment impossible de recueillir l'eau de pluie, qui tombe pourtant en abondance dans



cette vallée de haute altitude. L'eau est donc importée d'autres régions ou pompée dans les précieuses nappes souterraines. Le sous-sol de Mexico s'en trouve de plus en plus comprimé, et les maisons commencent à s'y enfoncer – parfois jusqu'à 22 centimètres par an. Le garçonnet de trois mètres de haut qui a dévoré sa gouvernante tûte aujourd'hui sous son propre poids.

Mexico n'est qu'une immense contradiction. Là où l'on s'attendrait à découvrir une ville monstrueuse et étouffante, la capitale forme en réalité un méli-mélo aéré et élégant d'immeubles au style épuré des années 1930-1960 et de villas Art déco aux façades ouvragées couleur framboise. Un drôle de mélange où s'invitent, ici, un palais Art nouveau, là, un monument en hommage aux révolutionnaires, plus loin encore, des portes aux voussures richement carrelées, des portails en fer forgé, et des maisonnettes ornées de créneaux, d'arc et de portes encadrées de bas-relief. Des taxis roses et des Volkswagen Coccinelle jaune vif trônent devant des maisons aux façades turquoise, vertes ou orange.

Ailleurs on retrouve un immeuble tout en verre, devant lequel se dresse une échoppe où des femmes préparent des *tamales* [feuilles de maïs ou de bananier farcies et cuites à la vapeur] et lavent dans un seau des assiettes en plastique aux couleurs chatoyantes. Les parfums des haricots, du maïs et des produits ménagers emplissent l'atmosphère. Le bruit des éboueurs se mêle aux annonces des ferrailleurs ambulants qui proposent leurs services à la criée.

Si l'omniprésence du béton et la densité du trafic créent souvent une atmosphère étouffante, les températures restent toujours agréables dans la capitale mexicaine, grâce à sa situation en altitude. Durant la saison des pluies, une averse vient d'ailleurs nettoyer les rues presque tous les après-midi.

Même lorsque l'on croit avoir cerné la personnalité de la ville, elle a encore bien des choses à dévoiler. À Mexico, l'urbanisation n'obéit qu'à ses propres règles, en particulier dans les quartiers les plus populaires. Chacun est libre de faire ce qu'il veut : parer sa maison de couleurs éclatantes, ajouter des pièces où il en manque, partager sa cour intérieure avec l'ensemble de sa famille... La capitale mexicaine est l'illustration parfaite de ce que l'on obtient lorsque la gestion d'une ville est confiée non pas à un groupe d'urbanistes triés sur le volet, mais laissée à l'appréciation de l'ensemble de ses habitants.

"Certains architectes s'imaginent être les seuls capables de concevoir de beaux espaces de vie, mais les banlieues nord de Mexico sont la preuve que les gens s'en sortent très bien sans nous et savent aménager des environnements agréables, pratiques et modulables", constate Frida Escobedo, l'architecte qui supervisera la rénovation de l'aile d'art moderne et contemporain du Metropolitan Museum of Art à New York. "La créativité est indispensable, poursuit-elle, car nous disposons de bien moins de ressources que nos collègues d'autres pays. Quand on veut réaliser des projets intéressants, on ne peut pas se contenter d'utiliser des matériaux nobles. C'est pour cela qu'il faut se concentrer en priorité sur la création d'une atmosphère particulière."

Mais le développement incontrôlé de la capitale mexicaine ne présente pas que des avantages. Les maisons peuvent être détruites aussi vite qu'elles ont été bâties ou agrandies. Et les réglementations de construction laxistes recèlent leur part de dangers.

Si cet étrange méli-mélo bariolé répondant au nom de Mexico était une maison, ce pourrait être celle de Pedro Friedeberg. Il commence tout juste à pleuvoir lorsque l'artiste et créateur de meubles de 86 ans nous ouvre la porte de sa maison, dans le quartier de Roma Norte [dans le centre-ouest de la capitale]. C'est un petit homme ridé, vêtu d'une chemise de lin blanc et d'un pantalon bleu, les doigts couverts de peinture rouge. Sa chaise Mano, une structure en forme de main imaginée en 1962 – sa plus célèbre création –, est aujourd'hui un incontournable des halls d'hôtels et des maisons d'architecte.

L'un des canapés du salon porte un motif imitation peau de vache, l'autre est recouvert d'une housse faite de cravates cousues ensemble. Sur une table octogonale rouge, un dentier rose semble s'être égaré entre des châteaux de cartes (faits de plaquettes de bois collées, pour éviter l'effondrement). Des chaises Mano trônent un peu partout, jaunes ou bleues, modèle standard ou format enfant, certaines dotées d'un socle en forme de pied. Des lustres en cristal scintillent au plafond. Un squelette à taille humaine, peint en noir et or, est exposé dans une autre pièce. "Je raconte souvent que c'est celui de ma grand-mère", glisse Friedeberg.

Né à Florence en 1936, Pedro Friedeberg a émigré au Mexique avec sa mère, juive allemande, à l'âge de 3 ans. Il a rejoint très jeune le collectif d'artistes Los Hartos de Mathias Goeritz – l'architecte qui a imaginé le parc de sculptures sur le campus de l'université. Le groupe, dont le nom signifie plus ou moins "ceux qui en ont assez", avait organisé en 1961 une exposition pour partager sa vision révolutionnaire. "C'était notre manière de critiquer la pensée carrée qui régnait dans la vie quotidienne, l'architecture, à la télévision, se souvient Friedeberg. Moi je rêvais de créations plus organiques." Pourquoi se contenter d'une étagère classique quand on peut l'agréementer de jambes en bois rose et d'une paire de fesses?

Les maisons n'ont pas vocation à être rationnelles, logiques ou fonctionnelles, écrivait Goeritz en 1953 dans son "Manifeste pour une architecture émotionnelle" [non traduit]. D'après lui, elles devraient plutôt permettre l'élévation de l'esprit et susciter des émotions, comme le font les pyramides, les temples grecs, les cathédrales romanes et gothiques, ou les palais baroques. Car c'est seulement lorsqu'elle procure de véritables sensations que l'architecture peut être assimilée à de l'art. Et cette idée s'exprime dans de nombreux quartiers de Mexico.

Ce dimanche matin, vers 11 heures, Victor Carrera nous attend devant l'entrée du marché Beethoven, dans le quartier de Peralvillo [dans le nord de la capitale]. Ce quinquagénaire souriant à l'allure dégingandée travaille comme serveur, concierge et homme à tout faire dans un hôtel de Condesa [dans le centre-ouest de la ville]. Mais le dimanche, il ne travaille pas et peut nous faire découvrir la vie quotidienne locale. "Vous voyez ce mouton? demande-t-il en montrant l'animal empaillé qui trône devant un restaurant servant du ragoût d'agneau. C'est comme cela que les restaurants font la pub de leurs plats ici!"

Sur le marché, nous longeons des étals chargés de fruits, de légumes et de viande, en direction du restaurant Cocina Las Güeras, où notre guide du jour aime prendre son petit déjeuner le dimanche matin. À l'intérieur, des chaises roses, jaunes et rouges entourent des tables bleues où sont disposées des corbeilles à pain en plastique orange et des vases remplies de roses jaunes et blanches. Dans la cuisine ouverte carrelée de faïences couleur sable, une

potée de poitrine de porc mijote dans une marmite en terre cuite de la taille d'un pneu de voiture pendant qu'un téléviseur diffuse un match de foot. Le sol est recouvert de terrazzo dans des teintes vert menthe, des bols en céramique sont empilés sur un frigo Coca-Cola à l'ancienne. Si la cuisine est plutôt rustique, la décoration, elle, est un véritable trésor esthétique.

Une fois le petit déjeuner avalé, nous quittons la ville en direction du nord. Victor Carrera, fils d'un électricien et d'une secrétaire, a grandi dans le quartier de Roma Norte, qui est aujourd'hui l'un des plus prisés de la capitale. Il habitait dans une *vecindad*, un immeuble occupé par plusieurs familles, avec des cuisines et des cours intérieures communes. Ce type d'habitation permettait aux foyers de la classe ouvrière de se loger en centre-ville, dans les anciennes demeures des nobles espagnols reconverties en habitat partagé.

Mais lorsqu'il avait 10 ans, Victor a déménagé à Agrícola Oriental, un faubourg situé à l'extrémité est de la ville. "Le changement a été brutal, se souvient-il. À Roma, je pouvais tout faire à pied, aller jouer dans le Jardín Pushkin et sur la place Rio de Janeiro." Car à l'époque comme aujourd'hui, la majorité des espaces verts se trouvaient malheureusement dans les quartiers aisés de l'Ouest et du Sud. Grâce à son sol volcanique stable, le sud de la capitale est moins sensible aux séismes. Les quartiers du Nord et de l'Est, au contraire, se transforment en véritables trampolines sous l'effet des secousses, à cause de leur sol marécageux.

Victor Carrera a tout de même la chance d'habiter près du Bosque de Aragón, l'un des plus grands bois de la capitale. Et dans la ville d'Ecatepec de Morelos, dans le nord-est de l'aire urbaine de Mexico, un vaste réseau de téléphérique a ouvert il y a six ans, qui permet aux habitants de cette colline densément peuplée – et ravagée par la criminalité – de rentrer chez eux plus vite qu'en voiture, et en toute sécurité.

Ce téléphérique, baptisé Mexicable, est l'une des attractions préférées de Victor Carrera. Les petites cabines, dont la propreté ferait pâlir d'envie bon nombre de leurs homologues suisses, se balancent tranquillement au-dessus de l'immensité urbaine. Des cyprès et des palmiers se dressent entre les maisons vert menthe, bleu nuit ou rose bonbon, ornées de fenêtres à barreaux ouvragées. D'immenses portraits en noir et blanc s'étalent sur les façades. Des cactus, des fleurs et des plants de tomate poussent entre les cordes à linge tendues sur les toits terrasses. Entre les bâtiments, on distingue les auvents rouges d'un marché, des cimetières et même un enclos dans lequel un cavalier promène son cheval. "Ce n'est pas l'œuvre d'un architecte renommé, commente Carrera. Mais c'est beau quand même, non?"

— **Claire Beermann**
Publié le 28 septembre

☞ **Une rue de Mexico.** Photo de Claire Beermann/ZEIT Magazin.

☞ **La maison de l'architecte Luis Barragán, avec ses grandes fenêtres qui laissent pénétrer le vert et la lumière.** Photo Armando Salas Portugal/Barragan Foundation, Switzerland/ProLitteris, Zurich
☞ **La bibliothèque centrale de l'Université nationale autonome du Mexique. Sur sa façade, une fresque de Juan O'Gorman retrace l'histoire du pays.** Photo Mallika Vora

Mexico est une immense contradiction. On la croit étouffante, elle est aérée et élégante.

culture. 

Comment dire les maux du climat

Deux artistes américaines, Alicia Escott et Heidi Quante, ont créé le Bureau de réalité linguistique. Le but : aider les gens à créer les mots qui expriment au mieux leurs sentiments face au dérèglement climatique.

—**Smithsonian Magazine**
(extraits) *Washington*

Une pâture bucolique, parsemée çà et là de vaches grassouillettes, n'est sans doute pas ce qu'on pourrait appeler une vision déprimante. Et pourtant, en passant chaque jour devant ce paysage paisible pour aller chercher mon fils à l'école, c'est exactement l'effet qu'il me faisait. J'étais déprimée. Désespérée. Submergée par la mélancolie.

Mais pourquoi ? Ce n'étaient que des vaches après tout.

J'avais peur qu'elles disparaissent, voilà tout. Et par disparaître, ce que je veux dire, c'est que je craignais qu'on les fasse monter dans des bétailières à destination d'une pâture quelconque, loin d'ici, de sorte que des promoteurs puissent faire de ce pré ce que bon leur semblait. La majeure partie du Texas central, où je vis, était jadis une région agricole. Depuis, je vois ces grands espaces se faire ratiboiser au bulldozer et ensevelir sous l'asphalte par des promoteurs opportunistes qui y répandent des lotissements et des immeubles standardisés, là où naguère poussaient des ormes cèdres [espèce typique du Texas] et des fleurs sauvages.

Comme je n'avais pas de mots pour exprimer ce que je ressentais, j'ai fait ce que tout esprit curieux ayant un accès Internet fait en 2022. J'ai lancé des recherches sur Google. Elles m'ont conduit à des termes comme "solastalgie", inventé par le philosophe australien Glenn Albrecht, qui désigne en substance

le désarroi causé par un changement dans son environnement ou la disparition d'un endroit qui nous prodiguait du réconfort.

Et puis je suis tombé sur le projet artistique collaboratif d'Alicia Escott et Heidi Quante, baptisé Bureau de réalité linguistique [Bureau of Linguistical Reality]. Alicia et Heidi ont inventé non pas un mais des milliers de mots pour rendre le sentiment de tristesse insondable lié au dérèglement climatique, en collaboration avec des gens du monde entier.

Piquer la curiosité. Le projet a démarré voilà huit ans, lorsque Alicia Escott et Heidi Quante, deux artistes de la baie de San Francisco, se sont rendu compte qu'elles n'avaient pas de mots pour dire l'angoisse qu'elles éprouvaient devant la sécheresse qui frappait alors la Californie. "Colère" était trop simpliste. "Tristesse" ne convenait pas tout à fait non plus. Elles ont donc fait appel à leur créativité. "Je me souviens m'être dit qu'il fallait que quelqu'un élabore un lexique, mais je n'aurais jamais cru que je serais cette personne", sourit Heidi, artiste éclectique qui planche sur des projets ayant trait au dérèglement climatique depuis plusieurs décennies. En 1997 déjà, elle militait pour le protocole de Kyoto, le traité international qui fixe des limites aux émissions de gaz à effet de serre. Le Bureau a vu le jour [en 2014] quand Alicia et Heidi ont invité des amis et des collègues de travail à venir chez elles pour un "salon néologique". Heidi raconte que la plupart de ses amis lui ont confié plus tard qu'ils n'avaient "pas la moindre idée de ce



que pouvait bien être un salon néologique", mais ils lui ont fait confiance. Ce premier salon, en janvier 2015, a rencontré un succès tel que les invités sont restés jusqu'à 1 heure du matin. Après quoi, trois nouveaux salons ont été organisés en un mois et il a fallu plafonner le nombre de participants.

Plus tard la même année, les artistes se sont rendues en France, où devait être adopté l'accord de Paris. Elles ont installé sur place un "bureau mobile de campagne". Elles portaient des salopettes assorties, sous une banderole et des pancartes au nom du Bureau de réalité linguistique, et répondaient à quiconque était intrigué par leur présence.

Lors des événements et autres manifestations éphémères auxquelles elles participent, elles n'interpellent jamais les gens, pas plus qu'elles ne tentent de les amadouer dans l'espoir de susciter une interaction. L'idée est plutôt de piquer leur curiosité afin qu'ils abordent eux-mêmes les artistes. Heidi relate ainsi qu'un avocat

↑Alicia Escott (gauche) et Heidi Quante, les créatrices du Bureau de réalité linguistique, au centre culturel SOMarts, à San Francisco, en mars 2017.

Photo Faith Kearns

intrigué mais sceptique qui s'était assis avec elles à Paris a fini par confesser sa propre angoisse au sujet du dérèglement climatique. "Il a fondu en larmes, se souvient-elle. Il a regardé les mots qu'on avait créés et il était ému de voir que d'autres que lui ressentait la même chose."

Par "les mots", elle fait référence aux néologismes, des mots inventés qu'Alicia et elle aident les gens à créer pour restituer les émotions qu'ils ressentent, la tristesse, l'écoanxiété ou, comme préfère l'appeler l'autrice et psychologue du climat Leslie Davenport, le sentiment de "détresse climatique". "C'est un sentiment qui peut frapper de différentes manières et à différents moments", argumente la spécialiste, qui conseille des particuliers, des structures et des entreprises sur l'importance d'intégrer la psychologie du climat dans la vie courante. "On parle beaucoup d'éco-anxiété, mais ce terme ne rend pas compte des sentiments de colère, de frustration, de dépression et d'accablement. Or la détresse peut prendre mille visages."

Comme Glenn Albrecht, qui associait les mots *solacium* ("réconfort", en latin) et *algos* ("douleur", en grec) pour créer "solastalgie", le Bureau de réalité linguistique apparie des termes de n'importe quelle langue, dans toutes sortes de combinaisons. "Nous sommes

Blissonance

De l'anglais *bliss* ("béatitude") et *dissonance* ("dissonance").

Quand une merveilleuse escapade dans la nature est parasitée par le sentiment que votre présence contribue à dégrader les lieux.

SonjeKoukouymõn

joueuses”, résume Alicia.

Quand je demande à Alicia et à Heidi quels sont leurs mots préférés sur le bon millier qu’elles ont contribué à inventer, elles me citent *shadowtime* (de *shadow*, “ombre”, et *time*, “temps”, soit la conscience aiguë de la possibilité que l’avenir proche soit radicalement différent du présent), *blissonance* (de *bliss*, “béatitude”, et *dissonance*, “dissonance”, quand une merveilleuse escapade dans la nature est parasitée par le sentiment que votre présence porte atteinte aux lieux) et – un de mes préférés – “ennuipocalypse” (formé à partir d’“ennui” et d’“apocalypse”, une apocalypse qui, au lieu d’être soudaine, traîne en longueur).

Le fait de mettre un mot sur votre angoisse ne changera rien aux sécheresses et aux feux de forêt, mais pourrait en revanche vous inciter à passer à l’action d’une manière ou d’une autre. Plus je m’entretenais avec Alicia et Heidi, plus je comprenais que leur projet ne portait pas au fond sur les mots, mais servait avant tout à donner aux gens une occasion de confesser les cauchemars qui les hantaient au sujet des émissions de carbone, ou leurs larmes à la vision de simples vaches dans un pré.

Détresse et colère. Quand l’ouragan Sandy a ravagé des quartiers entiers de la côte Est, en 2012, les artistes ont monté une antenne mobile du Bureau dans la rue, devant une station de métro du quartier de Rockaway, dans le Queens [à New York]. “Nous avons eu un monde fou, se souvient Heidi. Personne n’avait jamais demandé à ces gens comment ils se sentaient. Des gens de tous les âges n’attendaient que ça, de pouvoir raconter ce qui leur était arrivé. Ils étaient traumatisés. C’est là que nous voulons faire aller le Bureau, dans l’espace public, dans ces quartiers dont les habitants ne se sont jamais vu offrir la possibilité de confier leur chagrin. Nous sommes simplement là pour écouter.”

En sept ans d’existence, elles ont ainsi créé des mots avec des agriculteurs de Californie et avec une femme, à Paris, qui a puisé dans le créole haïtien pour créer le mot *SonjeKoukouymõn* (la nostalgie du chant des cigales et de la lumière des lucioles). Le Bureau a tenu des stands dans des festivals en Écosse et dans diverses manifestations à travers les États-Unis, et s’est associé à diverses entités comme le ministère de la Culture français, l’association de quartier de Rockaway, ainsi que des établissements comme l’université Cornell [dans l’État de New York] et l’université de Californie à Berkeley, dont il invite les étudiants, toutes filières confondues, à se pencher plus avant sur le dérèglement climatique. Le Bureau s’est vu proposer de participer au festival Agir pour le vivant, en France, et a pris langue avec plusieurs organisations

Du créole haïtien sonje (“nostalgie”), koukouy (“lucioles”) et mõn (“montagnes”).

Quand le chant des cigales et la lumière des lucioles vous manque. Ces insectes se font rares dans les montagnes haïtiennes.

américaines pour 2023. Un groupe de jazz de New York a même composé un titre intitulé *The Bureau of Linguistical Reality*.

Tout le monde peut soumettre ses propres néologismes sur le site Internet du Bureau, même si l’intérêt du projet réside essentiellement dans les interactions réelles entre les gens, dans les conversations qui les rassurent sur le fait que leurs sentiments sont légitimes.

Les néologismes ne sont pas toujours jolis. Heidi explique que, chez les jeunes générations surtout, “la colère tient le haut du pavé”. Un participant a inventé le mot *gwilt* (de *guilt*, “culpabilité”, et *wilt*, “faner”, quand vos plantes dépérissent parce que vous réservez l’eau à d’autres usages). Un autre a imaginé *morbique* (de *morbid*, “morbide”, suivi du suffixe “-ique”, soit l’envie morbide d’aller voir des endroits avant qu’ils ne changent radicalement sous l’effet du dérèglement climatique).

Leslie Davenport confirme qu’elle constate cette colère chez les adolescents avec lesquels elle a travaillé. “Ils en veulent énormément aux générations précédentes, mais aussi aux gouvernements et aux institutions qui ne bougent pas assez vite”, observe-t-elle. Avant de se convertir à la psychologie, Leslie était danseuse, et l’art fait partie intégrante de sa vie. Elle voit tout à fait l’utilité d’un projet comme le Bureau de réalité linguistique, qui propose aux humains que nous sommes une manière saine d’affronter leurs peurs ou leurs angoisses. “La société occidentale prédominante dans laquelle nous vivons a fermé la porte à la créativité, à l’intuition, à l’expressivité, ajoute la spécialiste. J’ai l’impression qu’on ne fait fonctionner qu’une partie de notre cerveau et que l’art nous aide à nous ouvrir et à réactiver ces capacités.”

Elle juge important de ne pas pathologiser le sentiment de détresse climatique et dénonce toute forme de “pensée magique”, comme le fait de croire que quelqu’un débarquera un jour pour nous sortir de ce pétrin. Il n’en est pas moins nécessaire de prendre en compte nos émotions, que ce soit par l’art ou par l’action. “Si vous êtes à l’écoute et que vous n’êtes pas indifférent, vous allez éprouver des choses très profondes”, assure-t-elle.

Comme j’accordais une attention considérable à ce pré à vaches, près de chez moi, j’ai décidé d’aller voir le Bureau pour déterminer si nous pouvions créer

ensemble un mot qui me permettrait de décrire mon malaise. J’ai participé à une réunion Zoom avec Alicia, n’ayant aucune idée de ce à quoi je devais m’attendre. J’avais en tête quelques mots qui rendaient compte à la fois de l’endroit où je vivais et de ce que je ressentais : “désarmé”, “abattu”, “là-bas” et “redouter” étaient sur ma liste.

Alicia a commencé par me poser des questions. J’avais un peu l’impression d’être en thérapie, dans le bon sens du terme, une thérapie entièrement consacrée à ma détresse. Elle ne s’est pas moquée de mon histoire de vaches et ne l’a pas non plus glissée sous le tapis. La liste de mots s’est allongée au fil de notre remuement et des histoires que nous racontions. Jusqu’à ce que nous accouchions d’un terme qui me semblait convenir à merveille.

Yonderlonging [de *yonder*, “là-bas”, et de *longing*, “nostalgie, envie”]. C’est le fait de pleurer un paysage que vous sentez sur le point de disparaître. C’est un peu ma solastalgie à moi. Surtout, c’est un mot qui mettait dans le mille. Enraiera-t-il pour autant la marche inexorable de tous les bulldozers du Texas, et

poussera-t-il les promoteurs à abandonner leurs grands projets ? Aucune chance. Les mots ou les projets artistiques mettront-ils un terme au dérèglement climatique en cours ? Hélas non. Mais le fait de créer de nouveaux mots peut aider. Prendre une émotion en considération aide à mieux la gérer.

“Si nos mots sont maladroits, ce n’est pas un problème, fait remarquer Alicia. Nous avons parcouru le monde entier. Partout, les gens nous disent qu’ils ressentent une émotion, mais qu’ils n’arrivent pas à mettre de mots dessus, et nous, on est là : ‘Oh, mais on a quatre mots pour dire ça.’ Nous voulons simplement associer le plus de monde possible à la discussion.”

—Dina Gachman
Publié le 4 octobre

Gwilt

De l’anglais *guilt*, “culpabilité”, et *wilt*, “faner”.

Quand vos plantes dépérissent parce que vous réservez l’eau à d’autres usages, sécheresse oblige.

Le Monde & Campus MAG
présentent



CAMPUS
FAIR

LE SALON INTERNATIONAL DES GRANDES ÉCOLES ET UNIVERSITÉS

19 & 20 NOVEMBRE 2022

ENTRÉE GRATUITE

HÔTEL HYATT REGENCY
Le chapiteau • Casablanca

INFORMATIONS & INSCRIPTIONS : CAMPUSFAIR.MA

Partenaire institutionnel



Avec la participation de



Partenaires médias



plein écran.

☞ 24 janvier 1967. Zena Skinner fête le quatrième anniversaire de l'émission de cuisine qu'elle anime sur la BBC.

Photo Peter King/Fox Photos/Hulton Archive/Getty Images



Le centenaire amer de la BBC

Le 14 novembre 1922, la British Broadcasting Company diffusait son premier bulletin radio. Le vénéré service public de radiotélévision britannique fait aujourd'hui son âge.

—The Economist (extraits) Londres

Le son de l'apocalypse devait apaiser l'auditeur. Si les prophètes et les romanciers imaginent une fin du monde bruyante, pleine de séismes et de pillages, pour la BBC elle devait résonner avec la voix de Peter Donaldson [voix historique de Radio 4, décédé en 2015]. Comme l'ont révélé des documents déclassifiés il y a quelques années, ce présentateur avait été désigné pour annoncer la fin des temps. L'enregistrement était prêt.

“Ce pays a été attaqué par des armes nucléaires, **RADIOTÉLÉVISION** disait-il de sa voix veloutée, avec une diction parfaite. Ne sortez de chez vous sous aucun prétexte.” L'émission ajoutait quelques précisions. Il fallait économiser la nourriture, l'eau devait être rationnée. (“Elle ne doit pas être utilisée pour tirer la chasse d'eau.”)

Pour beaucoup d'entre nous, un tel ton était à la hauteur des circonstances. La BBC vient de fêter ses 100 ans [le 18 octobre

pour sa création, le 14 novembre pour ses premières diffusions]. Cette vieille dame a annoncé le début de la Seconde Guerre mondiale et sa fin. Elle a couvert la libération du camp de Bergen-Belsen et le couronnement de la reine Élisabeth II, la crise de Suez et la guerre des Malouines. Pendant cent ans, la Beeb a présenté aux Britanniques les catastrophes et les défaites, après les bips [qui marquent les cinq dernières secondes de l'heure] et avant le bulletin météo. Si l'apocalypse devait survenir, il paraissait logique que la BBC l'annonce, sans doute après *The Archers* [feuilleton radiophonique diffusé depuis 1951], certainement avec un parfait accent *British*.

Il n'était pas évident qu'il en irait ainsi, du moins au début. La BBC a été fondée il y a un siècle dans un esprit de pragmatisme, plus que par idéalisme. Sa création résultait d'un compromis peu glorieux destiné à satisfaire les nouveaux fabricants de radios (qui pensaient qu'ils fourgueraient davantage de postes si les auditeurs avaient

des émissions à écouter) et le service des postes et télécommunications (qui voulait empêcher quiconque d'obtenir un monopole sur les ondes, mais ne tenait pas à se charger lui-même des émissions).

Aujourd'hui, la BBC tend à se concentrer sur sa mission d'information : elle lui consacre 314 millions de livres [345 millions d'euros] par an. Mais comme l'explique l'historien David Hendy, initialement, elle s'y intéressait beaucoup moins. Par suite d'un accord avec les journaux, la BBC ne diffusait pas de journal avant 7 heures du matin, afin d'éviter de concurrencer la presse. La radio – qui à l'origine n'employait pas de journalistes – ne faisait de toute façon guère d'efforts dans ce domaine. “Il n'y a pas de nouvelles”, concluait sèchement un bulletin de 1930, avant de revenir à la retransmission du *Parsifal* de Wagner.

Wagner n'était pas qu'un bouche-trou entre deux émissions. L'édification culturelle des Britanniques, et non leur information, était considérée comme la principale mission de la BBC. William Haley, l'un des premiers directeurs de la BBC, envisageait la radio comme une pyramide, avec à sa base les programmes populaires et à son sommet la grande culture. L'homme de la rue serait attiré depuis le bas, et, en passant par une sorte de purgatoire audio, il serait purifié par la programmation de la BBC jusqu'à atteindre l'état béni où il goûterait les joies du compositeur Buxtehude. Les présentateurs en smoking, à la diction impeccable, suivaient des règles de prononciation très strictes : “quadrille” devait être accentué sur la dernière syllabe, “philistine” sur la première.

Pour justifier le prélèvement d'une redevance annuelle [régulièrement remise en cause par la presse conservatrice ces dernières années], la programmation de la BBC devait toujours proposer un savant mélange de “populaire” et de “sérieux”. La télévision [lancée en 1936], qui absorbe actuellement 55 % de la redevance de 159 livres [184 euros], a toujours privilégié le côté populaire. Dans les années 1970, le duo comique composé d'Eric Morecambe et Ernie Wise a atteint des audiences de plus de 20 millions de téléspectateurs. Aujourd'hui, *Strictly Come Dancing* [déclinée en France sous le titre *Danse avec les stars*] est regardée par 7 millions de Britanniques.

La radio, elle, tend à s'occuper du sérieux. Le BBC World Service diffuse en 42 langues et dessert 492 millions d'auditeurs. Radio 3 propose des émissions avec des titres comme *Discovering Music: Monteverdi Madrigals* [“Découvrir la musique : les madrigaux de Monteverdi”]. Radio 4 présente la très salutaire *In Our Times* [“Notre époque”]. Parmi les récents épisodes, citons *La Philosophie de l'histoire chez Hegel, Les Hittites* ou encore *La Poésie de la période Tang*. Celui consacré au parasitisme (avec cette perle : “Vous avez des parasites qui vont

jusqu'à castrer leur hôte”) a été jugé si sympa qu'il a bénéficié d'une rediffusion en été.

Le Britannique lambda n'a pas toujours été reconnaissant des efforts de la BBC. Une émission de sketches de 1950 décrit la BBC comme “un incontournable de la culture anglaise. Au même titre que le suet pudding [gâteau sucré ou salé à base de farine et de graisse de bœuf] et le rhume”. Mais la BBC était appréciée. On faisait confiance à ses informations (malgré des récriminations contre son côté gauchisant), on était très attaché à sa radio.

Pour les Britanniques d'un certain âge, la BBC, tel un livre d'heures bourgeois, rythmait les moindres activités quotidiennes : petit déjeuner avec la matinale *Today*, dîner après *The Archers*, insomnie avec le *Shipping Forecast* (météo marine), dont la litanie de noms – North Utsire, South Utsire, Forties, Cromarty... [zones maritimes autour des îles Britanniques] – était aussi inintelligible et, pour beaucoup d'entre nous, aussi rassurante qu'un cantique.

Maintenant, cet attachement disparaît. Les smartphones et le streaming détrônent les émissions communautaires des télévisions et des radios. On consomme les programmes

La première mission de la BBC n'était pas l'information, mais l'édification culturelle.

individuellement, quand on veut. Le mélange si particulier d'heureux hasard et d'ennui qui conduisait les gens à regarder *Antiques Roadshow* [une émission de vente d'antiquités] ou à écouter le bulletin météo des îles Féroé n'est plus d'actualité.

Hendy observe que la BBC est née avec un “cordon ombilical” relié à la radio. Il s'avère que la technologie n'était pas au service de la BBC ; c'est la BBC qui était au service de la technologie : le média était le message. Au cours de son premier siècle triomphal, la BBC l'a oublié. Le réveil est douloureux. Le message de l'ère des smartphones est violent. Les chiffres d'audience parmi les jeunes se sont effondrés : sur une semaine normale, un cinquième des 16-34 ans ne consomme aucun contenu de la BBC.

On a le sentiment que la BBC n'en fait pas suffisamment pour justifier son existence : elle peut couvrir magnifiquement des funérailles nationales, mais elle est de moins en moins importante pour beaucoup d'entre nous. Trop peu d'émissions sont des succès, comme *Strictly Come Dancing*, et trop souvent elles sont ineptes. À une époque où elle doit prouver sa valeur, la BBC licencie dans son World Service. Il est peu probable qu'on assiste à une catastrophe, mais un certain déclin est probable. Le premier siècle de la Beeb s'achève sur une note amère.—

Publié le 13 octobre

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Octobre-novembre 2022
8,50 €

LA BOMBE DÉMOGRAPHIQUE

**En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre.
Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres
géographiques et économiques? Faut-il encore faire des enfants?
Les réponses de la presse étrangère.**



Japon : le laboratoire du monde

Robotisation, recul de l'âge de la retraite... : l'archipel cherche des solutions à la crise de la natalité.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

AVEC 1 DEGRÉ DE MOINS TOUT LE MONDE DORT AUSSI BIEN.

Un degré de moins chez soi, c'est 7%* d'économies sur son chauffage.



Je baisse



J'éteins



Je décale

Découvrez les gestes utiles pour vous et pour tous.